

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/TBT/W/186
14 octobre 2002

(02-5529)

Comité des obstacles techniques au commerce

COMPILATION ET RÉSUMÉ DES RÉPONSES¹ AU QUESTIONNAIRE EN VUE D'UNE ENQUÊTE VISANT À AIDER LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT MEMBRES À DÉFINIR ET À CLASSER PAR ORDRE DE PRIORITÉ LEURS BESOINS PARTICULIERS DANS LE DOMAINE DES OBSTACLES TECHNIQUES AU COMMERCE

Note du Secrétariat

<i>Le présent document a été établi par le Secrétariat sous sa propre responsabilité et sans préjudice des positions des Membres ni de leurs droits et obligations dans le cadre de l'OMC.</i>
--

À la réunion du Comité des 20 et 21 juin 2002, il a été demandé au Secrétariat de rassembler et de résumer les réponses au questionnaire en vue d'une "enquête visant à aider les pays en développement Membres à classer par ordre de priorité leurs besoins particuliers dans le domaine des obstacles techniques au commerce" (G/TBT/W/178). La présente note a été élaborée en réponse à cette demande.

Cette note récapitule les 28 premières communications. Elle résume la "situation actuelle", les "problèmes, difficultés et/ou intérêts particuliers" et les "activités d'assistance et/ou de coopération techniques requises" concernant la mise en œuvre de l'Accord, et le fait d'en tirer parti, ainsi que le renforcement des capacités. Le classement des besoins par ordre de priorité figurant dans les communications individuelles est repris à l'annexe 1 de la présente note.

¹ Les réponses qui sont fournies doivent aider le Comité à perfectionner encore son programme de coopération technique. Elles n'auront aucune incidence juridique pour ce qui concerne l'état d'avancement de la mise en œuvre par les Membres; elles ne signifient pas que les Membres doivent prendre d'autres engagements et ne préjugent pas de la position des Membres quant à l'Accord ou aux droits et obligations qui en découlent.

I. POINTS CONCERNANT LA MISE EN ŒUVRE DE L'ACCORD OTC

A. QUESTIONS GÉNÉRALES CONCERNANT LA MISE EN ŒUVRE ET L'ADMINISTRATION

1. *Présentation des communications au titre de l'article 15.2 concernant la mise en œuvre et l'administration de l'Accord*

- **Présenter la communication en se conformant aux lignes directrices énoncées dans le document G/TBT/1/Rev.7 pour ce qui est des renseignements visés et demandés**

Situation actuelle	Problèmes, difficultés et/ou intérêts particuliers	Activités d'assistance et/ou de coopération technique requises
<ul style="list-style-type: none"> -Aucune action n'a encore été menée. -A notifié. -La communication est en cours d'élaboration. -Manque de compréhension de ce qu'il faut entendre par présentation des communications au titre de l'article 15.2. -Tous les éléments des lignes directrices n'ont pas été mis en place. -Un organisme spécial a été désigné comme responsable de cette matière ou un comité technique a été créé pour étudier la question. 	<ul style="list-style-type: none"> -Aucun organisme public en particulier n'est responsable de cette matière. -Aucun mécanisme n'a été mis en place aux fins de la mise en œuvre de l'Accord. -Les organismes concernés ne participent pas. -Difficultés à incorporer, dans la législation, la méthodologie et les procédures nécessaires à l'application et à l'administration de l'Accord. -Difficultés à identifier les règlements techniques projetés au niveau des pouvoirs publics locaux. -Absence d'inventaire des règlements techniques et des organismes concernés. -Manque de capacités et de ressources humaines pour la tenue d'un inventaire spécifique de tous les règlements existants et leur classification et analyse (par exemple, par code du SH et de l'ICS). -Il n'existe pas de procédure pour la parution des projets de règlement dans les publications officielles (par exemple, seuls les règlements adoptés sont publiés). -Manque de capacités techniques (par exemple, capacité de présenter les documents dans une langue autre que la langue nationale). 	<ul style="list-style-type: none"> -Conseil d'experts internationaux pour assister les organismes compétents dans la mise en œuvre de l'Accord. -Renforcement des capacités (par exemple, ressources humaines et institutionnelles) pour la mise en œuvre et l'administration de l'Accord (y compris les dispositions relatives à la transparence et la participation à la normalisation au niveau international). -Partager l'expérience avec d'autres Membres (par exemple, sur les lois et textes législatifs pertinents). -Ateliers de formation destinés aux autorités chargées de la réglementation, sur les règles à respecter dans l'élaboration, l'adoption et l'application des règlements en tenant compte des particularités des règlements nationaux existants. -Assistance dans l'élaboration d'un inventaire des règlements techniques. -Assistance dans l'organisation et le traitement des notifications OTC. -Renforcer les ressources technologiques afin de gérer l'information sous forme électronique et/ou matérielle (par exemple, numériseurs et bases de données) et établir des liens entre les règlements.

I. POINTS CONCERNANT LA MISE EN ŒUVRE DE L'ACCORD OTC

A. QUESTIONS GÉNÉRALES CONCERNANT LA MISE EN ŒUVRE ET L'ADMINISTRATION

2. *Mesures et arrangements qui pourraient faciliter la mise en œuvre et l'administration de l'Accord par les autorités et organismes non gouvernementaux compétents*

a) **Mettre en place des arrangements (par exemple, mesures législatives, réglementaires et administratives) pour assurer la mise en œuvre et l'application efficaces des dispositions de l'Accord**

Situation actuelle	Problèmes, difficultés et/ou intérêts particuliers	Activités d'assistance et/ou de coopération technique requises
<ul style="list-style-type: none"> -Des arrangements existent (par exemple, législation, règles de procédure, comité national). -Des mesures existent au niveau du gouvernement central. -Aucune mesure législative n'est en place en ce qui concerne la mise en œuvre de l'Accord. -Des projets de loi ont été élaborés. -L'Accord a été publié au Journal officiel, toutefois sa parution n'a pas été suivie d'autres mesures. -Des textes législatifs ou des lois existent (par exemple, système national de qualité ou Loi sur les normes). Toutefois, ils ne visent pas particulièrement ou exclusivement la mise en œuvre de l'Accord. -La législation est en place, mais elle doit être réexaminée pour être alignée sur les prescriptions en matière d'OTC. -Nécessité d'évaluer la possibilité d'élaborer des lignes directrices sur les meilleures pratiques de réglementation. 	<ul style="list-style-type: none"> -Difficultés à élaborer les lois par manque de compréhension des dispositions de l'Accord. -Difficultés à déterminer et à choisir les stratégies. -Difficultés (dans l'application) ou non application des textes législatifs ou lois élaborés pour la mise en œuvre de l'Accord. -La législation actuelle n'assure pas la mise en œuvre de l'Accord par les autorités pertinentes et les organismes non gouvernementaux. -Manque de capacités pour réexaminer la situation actuelle. -Manque de coordination/coordination entre les organismes concernés. -Manque de sensibilisation, de connaissance approfondie ou d'intérêt de la part des organismes pertinents (par exemple, les autorités chargées de la réglementation) en ce qui concerne l'Accord. -Difficultés de systématisation et de continuité dans les organismes publics. -Les conditions ne sont pas réunies pour la diffusion de renseignements relatifs aux règlements techniques et aux procédures d'évaluation de la conformité (par exemple, par voie électronique). -Manque de connaissances spécialisées et de ressources pour mettre en œuvre l'Accord (notamment, l'expérience opérationnelle et administrative). -Les contraintes liées à l'infrastructure financière, humaine et technique ainsi que le mécanisme doivent être renforcés. 	<ul style="list-style-type: none"> -Assistance pour élaborer des mesures législatives et administratives permettant d'assurer la mise en œuvre efficace des dispositions de l'Accord. -Formation (notamment, séminaire/atelier) du personnel chargé d'exécuter/de superviser la mise en œuvre de l'Accord. -Formation (ou lignes directrices) relative(s) à la mise en œuvre de l'Accord, en particulier pour les autorités du gouvernement central chargées de la réglementation en ce qui concerne les règlements techniques et les procédures d'évaluation de la conformité. -Conférence nationale pour les parties intéressées, visant à les sensibiliser aux obligations découlant de l'Accord OTC. -Assistance en vue de réexaminer les lois et les textes de loi existants relatifs à la mise en œuvre de l'Accord. -Échange d'expériences et/ou coopération technique entre pays semblables ou au niveau de développement similaire. -Soutien financier à la création du site Web du Journal officiel pour la publication des règlements techniques et des procédures d'évaluation de la conformité. -Améliorer la transmission des renseignements et des connaissances (notamment, mise en place d'un système informatisé en vue d'améliorer le flux d'informations entre les différents organismes concernés). -Formation concernant les règles de l'OMC dispensée aux négociateurs commerciaux.

b) Assurer la coopération et la coordination dans le pays, notamment pour que les prescriptions en matière d'OTC soient mieux connues au niveau national

Situation actuelle	Problèmes, difficultés et/ou intérêts particuliers	Activités d'assistance et/ou de coopération technique requises
<ul style="list-style-type: none"> -Un organisme ou un comité chargé de la coopération et de la coordination entre toutes les parties intéressées existe. -Une coopération informelle ou ponctuelle existe (par exemple, entre les organismes publics et le secteur privé). -Un comité existe, mais il est inactif. -Un comité devrait être créé en vue d'améliorer la coordination. -La sensibilisation à l'Accord est faible. -Divers organismes connaissent plus ou moins bien l'Accord. -Des séminaires et/ou ateliers ont été organisés par les organismes compétents afin de mieux faire connaître l'Accord <p>Un programme (comprenant des séminaires et des ateliers animés par des experts régionaux ayant l'expérience de l'application de l'Accord) est en cours pour informer les organismes intéressés du rôle, des responsabilités et des obligations qui leur incombent dans le cadre de l'Accord (notamment, expliquer ce qu'un règlement technique doit contenir et comment il doit être élaboré et le rôle du point de contact). Le programme a permis de pousser les organismes gouvernementaux à l'action pour obtenir des informations sur les règlements existants et créer un comité interministériel.</p>	<ul style="list-style-type: none"> -Il n'existe pas de mandat légal pour la coordination. -Un projet de loi pertinent est en cours d'élaboration. -Il est difficile de réunir les renseignements à communiquer et de normaliser les procédures d'établissement et d'application des règlements techniques et des normes par les organismes gouvernementaux décentralisés. -Il est difficile de diffuser l'Accord dans l'ensemble du pays. -Un organisme est chargé de suivre la mise en œuvre de l'Accord, mais il n'a toutefois pas été en mesure d'assurer une coordination efficace, en particulier entre les instances décentralisées. -Des politiques nationales existent, toutefois elles doivent être réexaminées afin de refléter des situations récentes. -Il y a conflit d'intérêts dans la définition d'une politique nationale portant sur les questions relatives aux obstacles techniques au commerce. -Manque d'intérêt de la part des organismes compétents. -Difficultés à identifier les organismes compétents (par exemple, les organismes d'évaluation de la conformité). -Difficultés financières dans la communication des renseignements concernant l'Accord aux institutions du gouvernement central ainsi qu'aux organismes locaux et non gouvernementaux et aux autres parties prenantes. -Manque de moyens financiers pour assurer la formation de toutes les parties prenantes. -Des ajustements sont nécessaires pour évoluer d'un système protectionniste vers une économie de marché ouverte 	<ul style="list-style-type: none"> -Partager avec d'autres Membres l'expérience de la mise en œuvre de l'Accord par les organismes gouvernementaux décentralisés. -Assistance dans le renforcement du mécanisme de diffusion de l'Accord dans l'ensemble du pays. -Séminaires et/ou consultations visant à fournir une expérience pratique. -Formation de formateurs ou organisation de séminaires et/ou d'ateliers nationaux de sensibilisation afin d'améliorer la compréhension de l'Accord par toutes les parties prenantes. -Ateliers de courte durée pour cadres supérieurs des entreprises et de l'État, organisés régulièrement. -Assistance dans la désignation et la formation d'un organisme chargé de la coordination au niveau national. -Échange d'expériences avec d'autres pays (notamment avec d'autres pays en développement).

I.A.2.

- c) **Faire participer toutes les parties intéressées, y compris les autorités et organismes publics, les organismes établissant des normes volontaires, le secteur privé et les autres parties intéressées pour faciliter la mise en œuvre de l'Accord par les autorités nationales**

Situation actuelle	Problèmes, difficultés et/ou intérêts particuliers	Activités d'assistance et/ou de coopération technique requises
<p>-Un organisme spécialisé existe pour les questions relatives aux OTC.</p> <p>-Il y a peu de participation des institutions privées.</p> <p>-Seules quelques parties intéressées sont pleinement informées de l'Accord et coopèrent activement.</p> <p>-Rien n'a été fait (notamment, sur une base régulière ou sur une base <i>ad hoc</i>).</p> <p>Une institution existe, toutefois elle ne mène pas d'activités pertinentes ou ne dispose pas de moyens appropriés pour assurer une coordination efficace.</p>	<p>-Il est difficile de recenser les parties intéressées (par exemple, manque de renseignements/bases de données sur les entreprises privées, en particulier les PME).</p> <p>-Manque de communication (notamment en raison du manque d'infrastructure pour diffuser les renseignements).</p> <p>-Manque de ressources, de prise de conscience (notamment, de la part du secteur privé) et d'intérêt (ne perçoivent pas la valeur ajoutée que peuvent apporter le temps et les ressources consacrées aux questions d'OTC, par exemple).</p> <p>-Manque de ressources humaines pour assurer la coordination entre les parties intéressées.</p> <p>-Manque de connaissance et de prise de conscience de l'Accord.</p> <p>-Intéressé par la création d'un organisme de coordination au niveau national.</p>	<p>-Atelier et/ou campagne de sensibilisation aux OTC à l'échelle nationale.</p> <p>-Orientations et/ou renforcement des capacités pour la création d'un comité national de coordination efficace.</p> <p>-Matériel promotionnel et formation d'experts chargés de la coordination nationale des activités.</p> <p>-Assistance dans la création de l'infrastructure et des systèmes informatisés permettant d'améliorer le flux d'informations entre les différents organismes concernés.</p>

I. POINTS CONCERNANT LA MISE EN ŒUVRE DE L'ACCORD OTC

A. QUESTIONS GÉNÉRALES CONCERNANT LA MISE EN ŒUVRE ET L'ADMINISTRATION

3. *Participation aux activités du Comité OTC*

a) **Participer aux réunions et autres activités du Comité, par exemple, aux examens triennaux de l'Accord**

Situation actuelle	Problèmes, difficultés et/ou intérêts particuliers	Activités d'assistance et/ou de coopération technique requises
<ul style="list-style-type: none"> -Participation active au cours des dernières années, en particulier lors des examens triennaux de l'Accord. -Participe à la coordination d'un certain nombre de ministères compétents. -Participe rarement. Toutefois, la mission à Genève suit cette question à intervalles réguliers. -Participe régulièrement par l'intermédiaire de représentants en poste à Genève. -Participe par l'intermédiaire d'experts en poste dans les capitales. -Participe à certaines occasions par l'intermédiaire d'experts en poste dans les capitales. -Est au courant des activités du Comité et participe dans la mesure du possible. -Ne participe pas. 	<ul style="list-style-type: none"> -Manque de moyens financiers pour l'envoi d'experts nationaux. -Il est difficile de participer pleinement aux activités pour des raisons d'ordre administratif et financier -Manque de volonté et d'intérêt politiques en faveur d'une participation régulière. -Manque de connaissances de base nécessaires à une pleine participation. -La coordination et la communication en la matière sont insuffisantes pour une participation active. -Participation faible due au manque de transparence dans la diffusion des renseignements et de dispositions internes au niveau national. -La position sur les questions relatives aux OTC n'est pas soigneusement définie vu le nombre limité de représentants en poste à Genève qui s'occupent de tous les accords de l'OMC -Difficultés à utiliser l'une des langues de travail de l'OMC. -Difficultés à participer lorsque les réunions informelles ne coïncident pas avec les réunions formelles. -Manque de participation au niveau des pouvoirs publics locaux. 	<ul style="list-style-type: none"> -Aide financière à la participation d'experts en poste dans les capitales (en particulier, la participation à des réunions et à des activités importantes). -Soutien à la participation par le biais de téléconférences. -Formation d'experts à la participation. -Coordination de l'ensemble des organismes compétents au niveau national en vue d'une participation active (y compris la sensibilisation des pouvoirs publics locaux à l'importance de leur participation). -Nécessité de faire coïncider les réunions informelles avec les réunions formelles en vue de faciliter la participation.

I.A.3.

b) Pouvoir recourir à la présentation régionale

Situation actuelle	Problèmes, difficultés et/ou intérêts particuliers	Activités d'assistance et/ou de coopération technique requises
<ul style="list-style-type: none">-Coordination par le biais d'organismes régionaux pour la participation et l'échange de renseignements.-Il n'a pas été possible de recourir à une telle pratique.-N'avait pas eu connaissance de l'existence d'activités au niveau régional jusqu'à une date récente.-Manque de coordination au niveau régional.-Participe à la coordination au niveau régional dans la mesures des fonds disponibles.-La participation au niveau régional n'a pas été systématique à cause de problèmes d'ordre financier.	<ul style="list-style-type: none">-Cela n'est pas prévu.-Les autorités compétentes au niveau régional ne sont pas suffisamment organisées de sorte que la région n'est pas étroitement impliquée en la matière.-La coordination régionale doit être améliorée pour faciliter la participation aux activités du Comité et la mise en œuvre de l'Accord.-Représentation insuffisante de l'OMC dans la région.	<ul style="list-style-type: none">-Formation des autorités compétentes de sorte que les États membres régionaux puissent harmoniser leurs positions en matière d'OTC.-Faciliter l'élaboration d'un mécanisme de coordination au niveau régional (y compris les règles et les méthodes).-Si la participation n'est pas possible au niveau national, des fonds devraient être débloqués au niveau régional, niveau auquel les pays examineraient les questions et définiraient une position unique.

I.A.4. Autres

Situation actuelle	Problèmes, difficultés et/ou intérêts particuliers	Activités d'assistance et/ou de coopération technique requises
	<ul style="list-style-type: none">-N'a pas connaissance des règlements techniques adoptés d'autres Membres, étant donné qu'il n'existe pas de principes directeurs spécifiques pour la notification des règlements qui ont déjà été adoptés.	<ul style="list-style-type: none">-Améliorer les mécanismes d'information de l'OMC.-Formation à l'utilisation des renseignements.-Renforcement de l'infrastructure pour accéder à l'information de l'OMC.

I. POINTS CONCERNANT LA MISE EN ŒUVRE DE L'ACCORD OTC

B. QUESTIONS CONCERNANT LA TRANSPARENCE, LES CONSULTATIONS ET LES NOTIFICATIONS

1. Point d'information

a) Établir un ou plusieurs point(s) d'information devant servir de point(s) de contact chargé(s) de communiquer des renseignements

Situation actuelle	Problèmes, difficultés et/ou intérêts particuliers	Activités d'assistance et/ou de coopération technique requises
<ul style="list-style-type: none"> -Un point d'information a été établi et est opérationnel. -Un point d'information non officiel existe au sein d'un autre ministère. -Il existe un point d'information pour les normes et un autre pour les règlements techniques. -Il n'existe actuellement qu'un seul point de contact pour la fourniture d'information en matière de SPS et d'OTC. -Un projet et un plan de travail sont élaborés suivant le schéma général recommandé. -Un centre d'information assure la diffusion des informations sur les normes techniques au niveau national. -Les méthodes traditionnelles de gestion de l'information et de la documentation sont dépassées par les nouvelles technologies. 	<ul style="list-style-type: none"> -Les effectifs limités, ainsi que le manque de connaissance et d'expérience du personnel du point d'information et des organismes réglementaires compétents, limitent l'efficacité des services d'information. -Nécessité de mieux comprendre les obligations liées au fonctionnement d'un point d'information. -Orientations et conseils insuffisants sur la façon d'inciter d'autres parties prenantes à prendre connaissance des prescriptions et à s'y conformer. -Ressources limitées pour financer la mise en place de matériel de pointe des technologies de l'information permettant de tenir une base de données sur les règlements techniques, les normes, les procédures d'évaluation de la conformité et les notifications au niveau national. -Absence de dossier complet reprenant les règlements techniques nationaux (sur papier ou sous forme électronique). -Coût de maintenance élevé pour le système de gestion du point d'information. -Le bureau du point d'information remplit aussi d'autres tâches, d'où une dispersion des activités et des ressources. -Des efforts isolés sont déployés par diverses institutions publiques en vue d'une coordination. Toutefois, il n'y a pas d'organisme national pour renforcer le processus. -Le point d'information fournit des renseignements uniquement en langue locale. Pour attirer les parties intéressées, ils doivent être rendu accessibles en anglais sur le site Web. -Manque de ressources appropriées (personnel, matériel, etc.) -Difficultés à fournir des services d'information concernant l'identification des règlements techniques nationaux (adoptés ou à l'état de projet), compte tenu du faible niveau d'application parmi les autorités chargées de la réglementation. -Absence de base de données sur les règlements techniques des partenaires commerciaux et de données sur l'équivalence des normes avec d'autres pays. 	<ul style="list-style-type: none"> -Formation et atelier relatifs à l'Accord et au fonctionnement des points d'information pour le personnel et les organismes réglementaires, animés par des experts de points d'information expérimentés. -Établir une coopération avec d'autres points d'information et organiser des forums d'échange de renseignements et d'expériences avec des points d'information correspondants sur l'application des dispositions de l'Accord. -Formation d'experts moyennant leur détachement pour une durée raisonnable auprès de points d'information correspondants bien établis. -Programme ou campagne d'éducation et d'information visant à sensibiliser les entreprises afin qu'elles respectent les obligations qui leur incombent. -Assistance technique pour mettre sur pied un système national permettant d'accroître l'efficacité du fonctionnement du point d'information. -Aide financière pour l'achat du matériel des technologies de l'information nécessaire pour améliorer la diffusion, la recherche, le traitement et le stockage des informations (y compris la mise en place d'une interface Web des points d'information pour faciliter la transmission électronique des renseignements et renforcer le processus de notification). -Il serait intéressant de disposer du système d'alerte relatif aux exportations qui consiste en une page Web donnant des renseignements sur les normes et sur l'évaluation de la conformité à l'intention des exportateurs et des importateurs. -Formation de personnel à l'utilisation de systèmes informatiques. -Financement de la traduction et du développement d'un site Web en anglais.

I.B.1.

b) Traiter les demandes et coopérer avec les autorités compétentes afin de répondre aux demandes de renseignements dans un délai raisonnable

Situation actuelle	Problèmes, difficultés et/ou intérêts particuliers	Activités d'assistance et/ou de coopération technique requises
<p>-Les conditions sont actuellement mises en place pour coopérer avec les autorités compétentes et permettre de répondre aux demandes et aux questions dans un délai raisonnable.</p> <p>-Les demandes sont transmises aux organismes compétents.</p> <p>-Le traitement des demandes s'effectue en coordination avec les autorités compétentes.</p> <p>-Si une demande relève de la compétence du point d'information, ce dernier communique la réponse directement au demandeur. Dans le cas contraire, la demande de renseignements est transmise à l'autorité compétente pour réponse. Dans l'intervalle, le point d'information accuse réception de la demande de renseignements et communique au demandeur l'adresse à laquelle il peut contacter l'autorité responsable. Ou bien, l'autorité responsable peut communiquer la réponse au point d'information qui la transmet au demandeur.</p> <p>-Une base de données contenant le texte des règlements techniques nationaux a été mise au point afin de faciliter le traitement des demandes de renseignements.</p> <p>-Une réponse aux demandes est envoyée dans un délai de cinq jours ouvrables ou dans un délai raisonnable.</p> <p>-Le délai varie lorsque les renseignements demandés doivent être recherchés ailleurs que dans la base de données du point d'information. Quand on ne trouve pas les renseignements donnés, la partie qui les a demandés est aiguillée vers l'organisme officiel compétent.</p> <p>-Les moyens ci-après ont été mis en place: tenue de consultations, dénonciation, observations et renseignements, texte intégral des demandes et diffusion des notifications par voie électronique aux clients enregistrés (alerte relative aux exportations).</p> <p>-Les demandes sont limitées et les réponses sont fournies dans la mesure des ressources disponibles.</p>	<p>-Matériel des technologies de l'information insuffisant (notamment, matériel et logiciel informatiques, bases de données et système de courrier électronique) pour recevoir et traiter les renseignements.</p> <p>-Absence de répertoire central des notifications permettant de traiter toutes les notifications reçues et diffusées.</p> <p>-Manque de coopération et de coordination efficaces entre les organismes compétents pour répondre aux demandes de renseignements dans un délai déterminé.</p> <p>-Manque de coordination entre le point d'information et les organismes compétents. Nécessité, pour les organismes compétents, de coopérer afin qu'il soit répondu aux demandes de renseignements dans un délai raisonnable.</p> <p>-D'autres autorités compétentes n'ont pas les compétences adéquates pour apprécier leurs responsabilités concernant les OTC. Elles répondent parfois avec retard.</p> <p>-Faiblesses des ressources financières qui permettraient de former le personnel au traitement des demandes de renseignements et aux réponses à ces dernières.</p> <p>-Problèmes de traduction des demandes de renseignements de l'anglais vers la langue locale et inversement.</p> <p>-Difficultés à traiter les documents rédigés dans une langue autre que l'anglais, l'espagnol ou le français.</p> <p>-Ne pourra peut-être pas maintenir le niveau de rendement lorsque le volume de travail augmentera.</p> <p>-Les exportateurs utilisent peu le point d'information.</p> <p>-Les réponses des autres points d'information ne sont habituellement pas reçues dans un délai raisonnable.</p>	<p>-Fourniture de matériel et logiciels informatiques pour améliorer les bases de données sur les normes et les règlements techniques.</p> <p>-Formation du personnel (notamment aux technologies de l'information et aux langues).</p> <p>-Assistance dans la création d'un répertoire central des notifications.</p> <p>-Assistance sous forme de séminaires pour sensibiliser les autorités compétentes aux obligations et souligner la nécessité d'une coordination entre les institutions concernées.</p> <p>-Coopération technique avec d'autres Membres.</p>

I.B.1.

- c) **Moyens pouvant faciliter le fonctionnement des points d'information (par exemple, accès à un réseau et à des installations de télécommunications pour développer la transmission électronique de renseignements ou la coopération régionale)**

Situation actuelle	Problèmes, difficultés et/ou intérêts particuliers	Activités d'assistance et/ou de coopération technique requises
<p>-Déjà mis en place.</p> <p>-Ces moyens sont limités en termes de quantité et de qualité (notamment, ordinateurs, Internet, site Web et accès au courrier électronique).</p> <p>-L'accès au réseau téléphonique est suffisamment bon. Toutefois, l'accès à Internet et au courrier électronique est problématique.</p> <p>-Les demandes de renseignements sont le plus souvent traitées par voie électronique (à savoir, courrier électronique et site Web).</p> <p>-Ne dispose pas de toute la technologie nécessaire pour une transmission optimale de l'information.</p> <p>-Il n'existe pas de système qui permette d'optimiser la manière dont les différentes demandes sont traitées (par exemple, les descripteurs employés dans la base de données ne sont pas normalisés).</p> <p>-Échange d'informations et d'expérience à l'intérieur de la région.</p>	<p>-Manque de ressources humaines et de connaissances techniques.</p> <p>-Manque d'ordinateurs et de matériel de pointe des technologies de l'information pour faciliter la communication et le fonctionnement du point d'information.</p> <p>-Un site Web et un système sont en place, mais ils nécessitent une mise à jour régulière.</p> <p>-Des difficultés techniques et financières ainsi que des problèmes d'accès au réseau et de télécommunication empêchent le point d'information de devenir pleinement opérationnel.</p> <p>-Manque de ressources financières (notamment, le matériel des technologies de l'information est en concurrence avec d'autres besoins prioritaires).</p> <p>-Difficultés d'utilisation du courrier électronique et du site Web (notamment en ce qui concerne le téléchargement des documents).</p> <p>-L'utilisation d'Internet est importante pour faciliter la transmission électronique des documents.</p> <p>-Les variations observées dans la qualité et le contenu des renseignements communiqués par les Membres dans leurs notifications ont engendré une confusion et rendu difficile la compréhension des notifications.</p> <p>-Il n'existe pas de mécanisme pour l'échange de renseignements ou de données d'expérience, à l'exception des ateliers parrainés par l'OMC.</p>	<p>-Formation du personnel du point d'information par le biais de programmes de coopération technique ou avec l'aide de consultants/d'experts étrangers (notamment, à l'utilisation d'outils d'accès et de matériel des technologies de l'information).</p> <p>-Visites techniques ou séjours de courte durée dans des points d'information étrangers importants.</p> <p>-Assistance en vue d'élaborer des moyens et des procédés de communication plus efficaces (notamment, renforcer le système national d'information, y compris la coopération entre les points d'information et d'autres organismes habilités à traiter l'information).</p> <p>-Aide financière pour l'achat de l'équipement nécessaire et de l'infrastructure matérielle et logicielle des technologies de l'information (notamment, base de données, site Web et connexion Internet).</p> <p>-Aide pour la mise à jour de l'infrastructure des technologies de l'information au sein d'organismes régionaux et sous-régionaux.</p> <p>-Assistance technique et activités de formation ciblées de manière plus efficace.</p> <p>-Organisation de séminaires de sensibilisation à l'Accord, l'accent étant mis sur les obligations en matière de notification.</p> <p>-Parrainage continu par l'OMC de séminaires/ateliers pour échanger des données d'expérience à l'intérieur de la région.</p> <p>-Publication d'un bulletin ou d'une lettre d'information de l'OMC pour informer les Membres de ce qui se passe entre eux.</p>

I. POINTS CONCERNANT LA MISE EN ŒUVRE DE L'ACCORD OTC

B. QUESTIONS CONCERNANT LA TRANSPARENCE, LES CONSULTATIONS ET LES NOTIFICATIONS

2. *Notifications*²

a) Désignation d'une seule autorité du gouvernement central responsable de la mise en œuvre des procédures de notification prévues par l'Accord³

Situation actuelle	Problèmes, difficultés et/ou intérêts particuliers	Activités d'assistance et/ou de coopération technique requises
<p>-Une autorité chargée des notifications a été désignée.</p> <p>-Aucune autorité n'a été désignée pour assurer la mise en œuvre des procédures de notification.</p> <p>-N'est pas encore Membre de l'OMC et n'est donc pas soumis à l'obligation de notification actuellement.</p> <p>-N'a encore soumis aucune notification.</p> <p>-Envisage de mettre en place un système national de notification et d'information et de sensibiliser les parties intéressées aux exigences de qualité et de productivité.</p>	<p>-Absence de loi relative aux obligations en matière de notification au niveau national.</p> <p>-L'autorité responsable tente de réaliser le travail de notification conformément aux procédures de l'OMC, toutefois elle se heurte à des difficultés.</p> <p>-Les organismes concernés ne sont pas sensibilisés aux obligations en matière de notification, ce qui rend les procédures de notification moins efficaces.</p> <p>-Il faut mieux comprendre les procédures de notification.</p> <p>-Compte tenu des écarts dans l'application des procédures par les organismes réglementaires, les règlements sont parfois notifiés tardivement, car l'autorité chargée des notifications n'est informée qu'une fois le règlement adopté ou rendu exécutoire.</p> <p>-Manque de coordination entre l'autorité chargée des notifications et les autorités chargées de la réglementation qui élaborent des règlements et des prescriptions en matière d'évaluation de la conformité.</p> <p>-Nécessité d'élaborer un système de notification national afin d'améliorer la coordination entre les autorités chargées de la réglementation et les autres organismes intéressés.</p> <p>-Manque de ressources humaines, ainsi que de matériel et de logiciels informatiques pour faciliter le fonctionnement efficace des autorités chargées des notifications.</p> <p>-Problème de langue (utilisation des langues officielles de l'OMC).</p> <p>-Manque de moyens financiers pour se doter d'un matériel des technologies de l'information suffisant (notamment, accès limité à Internet).</p> <p>-Nécessité pour les Membres, de respecter pleinement les dispositions de transparence énoncées dans l'Accord pour éviter les obstacles au commerce.</p>	<p>-Des fonctionnaires chargés de la notification seront formés dans le cadre de symposiums sur les notifications TBT/points d'information.</p> <p>-Consultation pour aider les organismes réglementaires et les autorités chargées des notifications à élaborer une loi/directive qui assure le respect de leurs obligations en matière de notification.</p> <p>-Formation de personnel pour l'organisation du système de notification et l'application des procédures (notamment, formation en cours d'emploi pour une durée déterminée).</p> <p>-Assistance dans les procédures de notification, fournie par d'autres pays ayant un degré de développement égal ou supérieur.</p> <p>-Formation concernant les obligations en matière de notification pour les autorités concernées, y compris les autorités chargées de la réglementation (notamment, organisation de séminaires de sensibilisation pour améliorer la compréhension de l'Accord, l'accent étant mis sur les obligations en matière de notification).</p> <p>-Nécessité de renforcer les capacités en matière de notification (notamment, mettre en place et appliquer le système de notification – matériel et logiciel)</p> <p>-Aide financière pour accroître les capacités des technologies de l'information et traduire les notifications dans la langue locale.</p>

² Articles 2.9, 2.10, 3.2, 3.3, 5.6, 5.7, 7.2 et 7.3, G/TBT/1/Rev.7 (pages 12 à 19).

³ Article 10.10 et 10.11.

I.B.2.

- b) Prendre des mesures et arrangements visant à faire en sorte que les autorités nationales et infranationales, lorsqu'elles élaborent de nouveaux règlements techniques ou de nouvelles procédures d'évaluation de la conformité, fournissent des informations sur leurs propositions assez tôt pour permettre aux Membres de remplir les obligations qui leur incombent en matière de notification**

Situation actuelle	Problèmes, difficultés et/ou intérêts particuliers	Activités d'assistance et/ou de coopération technique requises
<p>-Mis en œuvre.</p> <p>-Aucune action n'a encore été menée. Il n'existe pas de procédure juridique ou administrative obligeant les organismes publics centraux ou décentralisés à faire des notifications.</p> <p>-Des mesures existent mais sont inadéquates et inefficaces.</p> <p>-Pour que les obligations en matière de notification soient mieux remplies, un projet de loi réglementant les procédures de notification est en cours d'élaboration.</p> <p>-Au niveau du gouvernement fédéral, les notifications sont faites sur la base du Journal officiel et des accords conclus entre les autorités chargées de la notification et les autorités chargées de la réglementation.</p> <p>-Des arrangements en vue d'établir une coordination avec les autorités chargées de la réglementation compétentes ont été mis en place grâce au mécanisme élaboré par un comité national en vue de fournir des informations à l'autorité chargée de la notification assez tôt pour lui permettre de remplir les obligations de notification. Des rappels concernant les arrangements sont adressés tous les deux mois aux organismes réglementaires.</p> <p>-La coordination est assurée par l'entremise de la Commission nationale des obstacles techniques au commerce au moyen de communications écrites.</p> <p>-N'ont pas encore été pris au niveau des pouvoirs publics locaux.</p> <p>-Compréhension insuffisante par les autorités infranationales de leurs obligations de notifier les règlements techniques.</p> <p>-Un système est en place pour les autorités locales chargées de la réglementation. Cependant, il n'est pas pleinement conforme.</p> <p>-N'élaborent pas un grand nombre de règlements techniques.</p>	<p>-La procédure établie n'est pas suivie.</p> <p>-Le mécanisme juridique pour la mise en œuvre des notifications est faible du fait d'un manque de ressources humaines et institutionnelles.</p> <p>-Coordination insuffisante entre les différents organismes (notamment, les renseignements adressés par les autorités chargées de la réglementation ne parviennent pas en temps voulu – voir pas du tout – à l'autorité chargée de la notification).</p> <p>-La présentation des notifications est retardée du fait que le processus concerne plusieurs organismes.</p> <p>-Il n'existe pas de directive donnée par une instance supérieure, qui garantirait la coopération avec les autorités chargées de la réglementation.</p> <p>-Manque de sensibilisation et de compréhension des dispositions pertinentes de l'Accord.</p> <p>-Difficultés à établir si certaines mesures doivent être notifiées.</p> <p>-Difficultés à établir si une mesure doit être notifiée au titre de l'Accord SPS ou de l'Accord OTC.</p> <p>-Difficultés à identifier les règlements techniques projetés au niveau des pouvoirs publics locaux.</p> <p>-Les renseignements concernant la notification ne sont pas aisément collectés par les autorités infranationales en raison du manque de matériel de communication et de transmission.</p> <p>-Difficultés de coordination avec les autorités chargées de la réglementation faute de moyens et de connaissances spécialisées.</p> <p>-Compte tenu de la rotation importante du personnel, il est difficile de respecter pleinement les obligations en matière de notification.</p>	<p>-Promouvoir la connaissance de l'Accord parmi les autorités chargées de la réglementation, en particulier au niveau des pouvoirs publics locaux. Cette promotion serait plus efficace s'il y avait une coopération avec les autres États Membres qui connaissent les mêmes difficultés.</p> <p>-Formation destinée aux autorités chargées de la réglementation pour les sensibiliser davantage à l'importance qu'il y a à se conformer aux règles des accords commerciaux internationaux.</p> <p>-Formation de formateurs afin de renforcer les capacités locales et les ressources humaines pour traiter des questions relatives à l'Accord.</p> <p>-Séminaires de sensibilisation aux obligations (y compris la distinction entre mesures SPS et mesures OTC).</p> <p>-Renforcement des systèmes d'information et de communication reliant les différents organismes afin que l'information soit reçue à temps.</p>

I.B.2.

c) Établissement de notifications (par exemple, déterminer si une mesure doit être notifiée et établir des notifications selon les modes de présentation appropriés)

Situation actuelle	Problèmes, difficultés et/ou intérêts particuliers	Activités d'assistance et/ou de coopération technique requises
<ul style="list-style-type: none"> -A été mis en place et les notifications ont été élaborées en suivant la recommandation du Comité. -Aucune action n'a encore été menée. -Le travail est fait en coordination avec les organismes réglementaires. -Le système de notification n'a pas été mis en place, mais des notifications ont été établies. -L'Accord n'est pas appliqué pour l'élaboration de règlements techniques. -Jusqu'ici, l'établissement des notifications n'a pas posé de problème. -Aucune notification n'a été établie. -Les projets de règlements et les règlements techniques en vigueur sont publiés au Journal officiel par souci de transparence et non dans le but de se conformer aux règles énoncées dans l'Accord OTC. -Les lignes directrices énoncées dans le document G/TBT/1/ Rev.8 ont été traduites en langue locale et envoyées aux autorités chargées de la réglementation afin qu'elles puissent savoir quels renseignements doivent être communiqués. -Les normes internationales sont utilisées dans la plupart des cas et il n'est pas nécessaire d'établir des notifications. 	<ul style="list-style-type: none"> -Nombre insuffisant d'experts pour traiter/analyser les règlements techniques et mener à bien ces activités. -Il est difficile d'analyser la teneur des règlements techniques proposés. -Certaines autorités chargées de la réglementation ne savent pas quelles mesures doivent être notifiées, ni comment elles doivent l'être. -Méconnaissance de l'Accord. -Capacités techniques indisponibles. -Certains textes de réglementations projetées sont rédigés en langue locale et doivent être traduits, ce qui nécessite davantage de temps et des dépenses supplémentaires. 	<ul style="list-style-type: none"> -Formation en cours d'emploi (notamment, pour l'évaluation de projets de règlements techniques). -Recruter et former plus de personnel pour soutenir ces activités. -Séminaires de sensibilisation aux obligations découlant de l'Accord. -Le Secrétariat de l'OMC devrait vérifier les notifications avant de les distribuer aux Membres pour s'assurer qu'elles sont complètes et exactes conformément aux obligations de notification.

I.B.2.

- d) **Ménager la possibilité pour les autres Membres de présenter des observations au sujet des notifications relatives aux projets de règlements techniques et de procédures d'évaluation de la conformité, ainsi que la possibilité d'examiner ces observations (par exemple, ménager un délai de 60 à 90 jours pour la présentation d'observations, répondre en temps voulu aux demandes de documents ou de renseignements, traiter et prendre en considération les observations avant l'adoption des projets)**

Situation actuelle	Problèmes, difficultés et/ou intérêts particuliers	Activités d'assistance et/ou de coopération technique requises
<p>-Mis en œuvre. Une résolution a été adoptée par le gouvernement pour respecter le délai de 60 jours pour la présentation d'observations.</p> <p>-Aucune action n'a encore été menée.</p> <p>-Il est possible de présenter des observations.</p> <p>-Les demandes de prorogation du délai de présentation des observations sont généralement prises en considération.</p> <p>-Un délai d'au moins 60 jours est ménagé pour la présentation d'observations et tous les renseignements demandés sont transmis électroniquement. Les observations formulées sont examinées avant l'adoption des projets. Un projet de loi présenté au Congrès officialise les délais pertinents.</p> <p>-Les dispositions relatives à la transparence seront mises en œuvre une fois que la résolution pertinente aura été approuvée.</p> <p>-Doivent rarement répondre à des observations.</p> <p>-Élabore un mécanisme permettant de mieux organiser le point d'information/les notifications.</p> <p>-N'ont établi aucune notification et n'ont pas ménagé de délai d'observation.</p> <p>-Sauf en cas d'urgence, un délai de 45 jours est prévu pour la présentation d'observations. Ce délai peut être prorogé à la demande d'un Membre.</p>	<p>-Recommander un délai d'observation de 90 jours.</p> <p>-Il existe une tendance à émettre des règlements techniques par une procédure d'urgence, à seule fin d'éluder l'obligation de ménager un délai pour la présentation d'observations.</p> <p>-Il n'existe pas de ressources humaines qualifiées pour ce travail.</p> <p>-Manque de connaissances.</p> <p>-Améliorer la façon de formuler des observations concernant les notifications reçues.</p> <p>-Manque de coopération au niveau national pour s'occuper des observations relatives aux projets de normes, de règlements techniques ou de procédures d'évaluation de la conformité.</p> <p>-Réception tardive des textes relatifs aux notifications en raison de problèmes de communication, ce qui raccourcit le délai pour la présentation d'observations.</p>	<p>-Aide/indications pour décider à quels projets de règlements techniques d'autres Membres il faut répondre.</p> <p>-Séminaires de sensibilisation aux obligations découlant de l'Accord.</p>

I. POINTS CONCERNANT LA MISE EN ŒUVRE DE L'ACCORD OTC

B. QUESTIONS CONCERNANT LA TRANSPARENCE, LES CONSULTATIONS ET LES NOTIFICATIONS

3. *Publications*

- a) **Faire paraître un avis dans une publication assez tôt pour permettre aux parties intéressées dans d'autres Membres de prendre connaissance des projets de règlements techniques, de normes et de procédures d'évaluation de la conformité**

Situation actuelle	Problèmes, difficultés et/ou intérêts particuliers	Activités d'assistance et/ou de coopération technique requises
<ul style="list-style-type: none"> -Les normes et les procédures d'évaluation de la conformité sont publiées. -Les règlements techniques et les procédures d'évaluation de la conformité sont publiés au Journal officiel, sur les sites Web et dans les bulletins/journaux. -La publication des avis par les autorités chargées de la réglementation se limite aux différents services concernés. -Le programme de travail semestriel est diffusé sur le site Web. -Une liste d'adresses de courrier électronique est en cours d'élaboration pour que les parties intéressées reçoivent les notifications. -Aucune action en ce sens n'a encore été menée. 	<ul style="list-style-type: none"> -Les projets de règlements techniques publiés au Journal officiel ne respectent pas toujours les délais nécessaires pour que les parties intéressées par le sujet puissent présenter des observations. -Il n'existe pas de publication spécialisée (interne ou externe) qui permette un accès facile dans ce domaine et où paraîtraient les projets de règlement technique et les procédures d'évaluation de la conformité. -Manque de personnel et de ressources (notamment, matériel des technologies de l'information pour se conformer comme il convient et rapidement à l'Accord). -Les documents pertinents ne sont pas toujours disponibles. -Le bulletin n'est actuellement pas publié en raison du manque de ressources financières. -Difficultés à identifier les parties auxquelles il convient de transmettre les renseignements. -Manque de coordination appropriée au sein des organismes concernés. 	<ul style="list-style-type: none"> -Assistance dans la construction d'une page Web destinée à la publication des projets de règlements, à l'information sur les projets de normes, de règlements techniques et de procédures d'évaluation de la conformité, ainsi qu'à la liaison avec le site de l'OMC. -Formation de personnel pour soutenir ces activités. -Assistance dans l'élaboration du système (notamment, utilisation du courrier électronique). -Assistance dans la publication d'un bulletin officiel. -Organisation d'ateliers pour diffuser des connaissances spécialisées, établissement de données de référence, etc. -Campagne publicitaire stratégique visant à sensibiliser les parties intéressées.

b) Publier dans les moindres délais les règlements techniques, normes et procédures d'évaluation de la conformité adoptés

Situation actuelle	Problèmes, difficultés et/ou intérêts particuliers	Activités d'assistance et/ou de coopération technique requises
<p>-Aucune action en ce sens n'a encore été menée.</p> <p>-Tous les règlements techniques, normes et procédures d'évaluation de la conformité adoptés sont publiés dans les moindres délais (dans la langue nationale).</p> <p>-L'autorité chargée de la mise en œuvre communique, sur demande, aux parties intéressées, les publications concernant les prescriptions/normes techniques.</p> <p>-Publications aux niveaux régional et national.</p>	<p>-La diffusion est lente.</p> <p>-Manque de ressources techniques et financières, ainsi que de personnel.</p> <p>-Actuellement, les documents sont tirés à peu d'exemplaires du fait que le matériel d'impression est obsolète.</p> <p>-Équipements électroniques limités</p> <p>-Nécessité de traduire les règlements et les normes techniques dans les langues de l'OMC.</p> <p>-Intéressé par l'établissement d'un système de notification et d'information (faisant appel aux technologies de l'information) pour faciliter la transmission de tous les renseignements pertinents.</p>	<p>-Formation de personnel pour soutenir ces activités (y compris l'utilisation de systèmes des technologies de l'information et la traduction).</p> <p>-Aide pour l'achat du matériel d'impression et des technologies de l'information permettant d'améliorer la transmission des renseignements et la qualité des publications.</p>

I. POINTS CONCERNANT LA MISE EN ŒUVRE DE L'ACCORD OTC

C. ÉLABORATION, ADOPTION ET APPLICATION DE RÈGLEMENTS TECHNIQUES

1. *Mettre en place et maintenir un mécanisme et/ou une infrastructure juridique (par exemple, des mesures législatives, réglementaires et administratives) pour faire en sorte que les dispositions de l'article 2 de l'Accord soient appliquées*
- **De façon à ce que les autorités chargées de la réglementation de votre ressort territorial connaissent et respectent les disciplines énoncées à l'article 2 en la matière (par exemple, non-discrimination, obligation d'éviter de créer des obstacles non nécessaires au commerce, examen continu des règlements techniques et utilisation de normes internationales appropriées comme base de règlements techniques)**

Situation actuelle	Problèmes, difficultés et/ou intérêts particuliers	Activités d'assistance et/ou de coopération technique requises
<p>-L'article 2 est mis en œuvre (à savoir, la coordination et les conseils nécessaires sont assurés).</p> <p>-L'article 2/bonnes pratiques de réglementation est respecté par divers organismes.</p> <p>-La législation nationale régit l'application de l'Accord dans son ensemble. Toutefois, il n'existe pas de législation spécifique concernant l'article 2.</p> <p>-Des résolutions/lois existent pour la mise en œuvre de l'article 2 (par exemple, utilisation des normes internationales appropriées, examen des règlements techniques, élaboration et adoption de nouveaux règlements).</p> <p>-L'Accord a été diffusé auprès des autorités chargées de la réglementation et les obligations qui leur incombent leur sont rappelées à chaque fois qu'elles élaborent des règlements.</p> <p>-L'article 2 est mis en œuvre, toutefois des difficultés subsistent.</p> <p>-Examen des règlements en cours (adoptés avant l'entrée en vigueur de l'Accord), conformément aux dispositions de l'article 2.</p> <p>-Aucune disposition n'a encore été adoptée. Il n'existe pas d'infrastructure juridique pour appliquer l'article 2.</p> <p>-Un projet de loi/résolution existe.</p> <p>-Un projet visant à établir l'infrastructure appropriée a été élaboré.</p>	<p>-Les autorités chargées de la réglementation n'ont pas l'expérience qui leur permettrait de déceler les obstacles techniques au commerce.</p> <p>-Manque de compréhension, de connaissance et de renseignements concernant l'Accord et les obligations qui en découlent.</p> <p>-Manque de coordination parmi les autorités chargées de la réglementation.</p> <p>-Pressions des fabricants et des associations professionnelles en faveur de règlements techniques allant dans le sens de leurs intérêts.</p> <p>-Assurer la transition des règlements techniques obligatoires vers des normes volontaires.</p> <p>-Des mécanismes existent, mais ils ne sont pas entièrement conformes à l'Accord.</p> <p>-Il n'existe pas toujours de normes internationales qui pourraient étayer l'établissement des règlements techniques.</p> <p>-Problèmes dans les domaines liés à la normalisation pour étayer les règlements techniques sur des données scientifiques et absence d'éléments d'analyse de risque dans les règlements techniques équivalents.</p> <p>-Manque d'approche systématique et de continuité à l'échelle nationale.</p> <p>-Problèmes liés aux ressources et à la sensibilisation.</p> <p>-Nécessité de poursuivre le développement du système existant.</p> <p>-Manque de capacités techniques.</p>	<p>-Assistance pour rédiger une législation/des lois appropriée(s) afin d'appuyer l'infrastructure juridique à mettre en place pour assurer la mise en œuvre de l'article 2.</p> <p>-Formation de personnel (par exemple, aux principes des bonnes pratiques de réglementation).</p> <p>-Campagne stratégique en vue de sensibiliser les parties intéressées.</p> <p>-Assistance à l'information et sensibilisation par le biais d'ateliers et de séminaires concernant l'Accord.</p> <p>-Organisation régulière d'ateliers de courte durée pour cadres supérieurs des entreprises et de l'État.</p> <p>-Mission de consultation pour aider les organismes réglementaires.</p> <p>-Profiter de l'expérience d'autres Membres dans l'élaboration des règlements techniques (en particulier dans le domaine de la normalisation).</p> <p>-Renforcer la coordination nationale (par exemple, mise en place d'un réseau national comprenant les utilisateurs des règlements).</p> <p>-Visites techniques dans les organisations internationales pour mieux connaître les procédures en vue de leur harmonisation future.</p> <p>-Assistance en matière d'analyse de risque.</p> <p>-Assistance/indications pour examiner les règlements techniques et analyser s'ils ont des répercussions sur le commerce international et s'ils sont fondés ou non sur des normes internationales.</p> <p>-Aide financière pour obtenir les normes internationales et leur traduction.</p>

I. POINTS CONCERNANT LA MISE EN ŒUVRE DE L'ACCORD OTC

C. ÉLABORATION, ADOPTION ET APPLICATION DE RÈGLEMENTS TECHNIQUES

2. *Sensibilisation aux bonnes pratiques de réglementation*

- **De façon à éviter l'adoption de règlements techniques qui ne sont pas nécessaires, à limiter leur portée à leurs prescriptions spécifiques, à recourir le moins possible aux règlements techniques obligatoires et à utiliser, lorsqu'il y a lieu, des normes internationales volontaires, conformément aux dispositions pertinentes de l'Accord**

Situation actuelle	Problèmes, difficultés et/ou intérêts particuliers	Activités d'assistance et/ou de coopération technique requises
<ul style="list-style-type: none"> -L'article 2 de l'Accord est appliqué. -La sensibilisation aux bonnes pratiques s'effectue par la publication de l'Accord lui-même. -Il y a une sensibilisation générale aux bonnes pratiques de réglementation. -La sensibilisation aux bonnes pratiques de réglementation est faible. -Tous les organismes réglementaires ne sont pas sensibilisés aux bonnes pratiques de réglementation et à l'Accord. -Les bonnes pratiques de réglementation ont été adoptées (par exemple, recours aux normes volontaires plutôt qu'aux règlements techniques et adaptation des normes nationales aux normes internationales). -Abrogation des normes techniques obligatoires et action en faveur de leur application volontaire. -Abrogation des normes périmées et mise à jour sur le plan technique. -Un projet de résolution a été élaboré afin d'éviter l'adoption de règlements techniques qui ne sont pas nécessaires et de garantir l'utilisation des normes internationales volontaires. -Une nouvelle loi est élaborée afin de réduire le nombre de règlements techniques obligatoires. Ils ne seront utilisés qu'aux fins de la protection de la santé et de la sécurité des personnes, des animaux et des végétaux et de l'environnement. 	<ul style="list-style-type: none"> -Aucune infrastructure juridique n'est en place. -Manque de sensibilisation et de compréhension des bonnes pratiques de réglementation. -Les bonnes pratiques de réglementation sont mises en œuvre, toutefois des difficultés subsistent. -Comités de normalisation composés essentiellement de représentants des grandes entreprises qui cherchent à réduire la concurrence par le biais de la normalisation. -Intérêts particuliers tendant à maintenir une réglementation excessive par l'État, ce qui a pour effet de créer des obstacles à l'accès au marché. -Le vide juridique résultant de l'abrogation des normes techniques obligatoires provoque l'importation de marchandises de mauvaise qualité. -Le personnel concerné ne reçoit pas la formation appropriée. -Manque de moyens financiers pour obtenir les normes internationales. -Les normes internationales ne sont pas traduites en langue locale. -Difficultés à déterminer si un règlement ou une norme technique doit être adopté(e) pour réaliser un objectif légitime. -Difficultés à établir le lien entre le système de règlements techniques et le système de normes volontaires. -Les autorités chargées de la réglementation éprouvent des difficultés à établir des règlements techniques qui traitent de questions d'intérêt général. 	<ul style="list-style-type: none"> -Formation des autorités chargées de la réglementation et de personnel aux bonnes pratiques de réglementation. -Séminaire ou atelier sur l'application de l'Accord et les bonnes pratiques de réglementation (sur les sujets suivants: possibilités concrètes d'appliquer les bonnes pratiques de réglementation, analyse de l'incidence sur le commerce, etc.). -Assistance pour rédiger une législation appropriée afin d'appuyer l'infrastructure juridique à mettre en place. -Encourager la coopération entre pays d'une même langue. -Formation et assistance dans l'élaboration de normes et de règlements techniques en l'absence de normes internationales. -Assistance en vue d'améliorer le professionnalisme et le contrôle de la qualité dans tous les secteurs.

I. POINTS CONCERNANT LA MISE EN ŒUVRE DE L'ACCORD OTC

C. ÉLABORATION, ADOPTION ET APPLICATION DE RÈGLEMENTS TECHNIQUES

3. *Coordonner les activités des organismes de réglementation gouvernementaux, des fonctionnaires chargés des questions commerciales et des organismes nationaux à activité normative pour assurer une mise en œuvre efficace des dispositions de l'article 2 de l'Accord*

Situation actuelle	Problèmes, difficultés et/ou intérêts particuliers	Activités d'assistance et/ou de coopération technique requises
<ul style="list-style-type: none"> -Les autorités chargées de la réglementation travaillent de concert avec les organismes compétents à la mise œuvre de l'article 2. -Il y a une bonne coordination entre les organismes de réglementation gouvernementaux et les fonctionnaires chargés des questions commerciales. -Un comité national OTC a été créé pour traiter cette question. -L'article 2 est appliqué et mis en œuvre dans certains secteurs. -Une coordination existe entre les autorités compétentes. -Il n'existe aucun mécanisme de coordination officiel. -Il n'existe pas de cadre juridique pour cette coordination. On espère qu'une loi contribuera à résoudre le problème. -Cette activité est prévue mais elle n'est pas encore mise en œuvre. -Mécanisme de coordination entre ces autorités et organismes en cours d'établissement. -Une coordination existe entre les organismes (notamment dans le projet de résolution ou de convention régissant la publication des règlements techniques). 	<ul style="list-style-type: none"> -Aucune infrastructure juridique n'est en place. -Activités, attitudes et actions non coordonnées, voire contradictoires, de certaines autorités chargées de la réglementation, qui ne répondent pas à une politique commerciale cohérente de l'État. -Manque de communication et non-respect des obligations. -Difficultés de coordination avec de nombreuses autorités chargées de la réglementation. -Chaque organisme réglementaire travaille dans le cadre d'une législation différente. Il faut centraliser l'établissement des règlements techniques. -Manque d'expérience et ne dispose pas des mécanismes requis pour harmoniser les activités des organismes concernés. -Le comité national établi à cette fin est resté inactif pendant un certain temps. -Il existe une certaine confusion en ce qui concerne la nature des normes et des règlements techniques et le rapport entre les deux, ce qui donne lieu à des disparités normatives qui réduisent l'efficacité du contrôle et de la surveillance des objectifs légitimes -Les ressources matérielles et les capacités techniques ne sont pas disponibles. 	<ul style="list-style-type: none"> -Séminaires ou ateliers en vue d'améliorer la sensibilisation et de montrer la nécessité de la coordination entre les autorités concernées. -Échange d'expérience ou consultations avec des experts internationaux pour s'inspirer de l'expérience et du mécanisme d'élaboration des règlements techniques. -Assistance en vue de renforcer la coordination et le réseau nationaux (par exemple, élaboration de procédures et d'un système pour appuyer la coordination entre les divers organismes). -Assistance en vue d'harmoniser les diverses législations pour une coordination efficace. -Assistance en vue de mettre en place un système cohérent pour coordonner et centraliser l'établissement des règlements techniques. -Fournir des moyens matériels adéquats pour permettre d'assurer la coordination.

I. POINTS CONCERNANT LA MISE EN ŒUVRE DE L'ACCORD OTC

C. ÉLABORATION, ADOPTION ET APPLICATION DE RÈGLEMENTS TECHNIQUES

4. *Créer des organismes de réglementation ou des organismes d'évaluation de la conformité aux règlements techniques appropriés*⁴
(compte tenu du stade de développement du pays)

Situation actuelle	Problèmes, difficultés et/ou intérêts particuliers	Activités d'assistance et/ou de coopération technique requises
<ul style="list-style-type: none"> -Réalisé en partie. Des organismes ont été créés dans certains secteurs. -Les organismes compétents sont en place. -Chaque institution publique régit les questions qui relèvent de son champ de compétence. -Des organismes privés d'évaluation de la conformité sont également en place. -L'organisme national de normalisation sert aussi d'organisme national de certification. 	<ul style="list-style-type: none"> -Manque de ressources humaines et financières. -Peu de contrôle dans le domaine des normes obligatoires. - Manque de sensibilisation à l'évaluation de la conformité dans le domaine des normes volontaires. 	<ul style="list-style-type: none"> -Formation d'experts. -Coopération pour renforcer les organismes concernés. -Assistance en vue de créer des organismes pertinents. -Consultations techniques destinées aux autorités compétentes. -Ateliers d'assistance à l'établissement des fonctions et des responsabilités des autorités compétentes.

⁴ Article 11.3.1.

I. POINTS CONCERNANT LA MISE EN ŒUVRE DE L'ACCORD OTC

D. ÉLABORATION, ADOPTION ET APPLICATION DE NORMES

1. Organismes à activité normative

a) Création d'un ou de plusieurs organismes nationaux à activité normative⁵

Situation actuelle	Problèmes, difficultés et/ou intérêts particuliers	Activités d'assistance et/ou de coopération technique requises
<p>-Un organisme à activité normative est en place (gouvernemental/non gouvernemental).</p> <p>-Il n'y a pas d'organisme à activité normative.</p> <p>-Un organisme a été créé pour améliorer et uniformiser la gestion des activités normatives nationales. D'autres organisations administratives à activité normative ont été mises sur pied par l'État et par des associations professionnelles. Elles sont chargées de la normalisation au sein de leurs propres secteurs. Certaines autres organisations administratives à activité normative ont également créées par les provinces, les régions autonomes, les municipalités relevant directement du gouvernement central, les villes et les comtés. Elles sont également chargées de la normalisation au sein de leurs propres districts.</p>	<p>-Il n'existe pas d'organisme à activité normative.</p> <p>-La structure de l'organisme à activité normative doit être examinée.</p> <p>-Le manque de moyens techniques entrave l'échange d'informations.</p> <p>-Les faibles niveaux de salaire n'attirent pas les spécialistes hautement qualifiés.</p> <p>-Manque de personnel (technique et administratif).</p> <p>-Processus de décentralisation en cours. Il n'existe pas d'organisme privé ayant des activités de normalisation dans tous les domaines où ce serait nécessaire.</p> <p>-Ressources insuffisantes pour décentraliser de manière satisfaisante les activités normatives au niveau national.</p>	<p>-Assistance à la création de l'organisme à activité normative.</p> <p>-Formation de personnel à travers l'organisation de stages et l'échange de renseignements.</p> <p>-Formation en langues et en documentation.</p> <p>-Échange d'expériences avec d'autres Membres sur le fonctionnement de leurs organismes à activité normative.</p> <p>-Aide au renforcement des activités normatives.</p> <p>-Formation des parties intéressées pour appuyer les activités normatives.</p>

⁵ Article 2.12.

I.D.1.

b) Sensibilisation du ou des organisme(s) à activité normative au Code de pratique (Annexe 3 de l'Accord) et acceptation du Code par ce ou ces organisme(s)⁶

Situation actuelle	Problèmes, difficultés et/ou intérêts particuliers	Activités d'assistance et/ou de coopération technique requises
<ul style="list-style-type: none"> -L'organisme (les organismes) national (nationaux) à activité normative connaît (connaissent) bien le Code. -Le Code a été accepté. -Le Code n'a pas été accepté. -Aucune action n'a été menée pour améliorer la sensibilisation au Code et à l'Accord OTC. 	<ul style="list-style-type: none"> -S'est heurté à des difficultés dans la mise en œuvre du Code en raison du règlement interne de l'organisme de normalisation. -Manque de sensibilisation. -Manque de ressources financières pour les publications. -Faible possibilité de formulation d'observations. -Manque de matériel des technologies de l'information pour traiter les demandes et élaborer, adopter et adapter les normes nationales. -La traduction des normes internationales dans la langue locale n'est pas disponible pour sensibiliser davantage toutes les parties intéressées par ces normes. -Manque de ressources pour évaluer les normes internationales en vue de leur utilisation. -Manque d'espace pour la documentation, les archives et les employés. -L'information sur la normalisation n'est pas communiquée (par exemple, les renseignements sur les normes d'autres Membres). 	<ul style="list-style-type: none"> -Assistance technique et aide financière à la publication. -Fournir des informations sur les normes internationales (par exemple, par le biais de séminaires). -Aide en vue d'améliorer le fonctionnement de l'organisme à activité normative (infrastructure et personnel). -Assistance dans la mise en place de systèmes des technologies de l'information et de centres de documentation. -Organisation d'ateliers de formation, de sensibilisation et d'information sur le Code de pratique. -Aide en vue d'élaborer la documentation et les procédures pour l'acceptation et la mise en œuvre du Code. -Coopération en matière de normes et communication de l'information. -Établir un système d'information sur les normes afin d'améliorer la transparence des activités normatives.

⁶ Article 2.12.

I. POINTS CONCERNANT LA MISE EN ŒUVRE DE L'ACCORD OTC

D. ÉLABORATION, ADOPTION ET APPLICATION DE NORMES

2. *Mettre en place et maintenir un mécanisme et/ou une infrastructure juridique pour faire en sorte que les dispositions de l'Annexe 3 de l'Accord soient appliquées*

- De façon à ce que le/les organisme(s) à activité normative de votre ressort territorial connaissent et respectent les disciplines et obligations prévues à l'Annexe 3 de l'Accord en la matière (par exemple, non-discrimination, obligation d'éviter de créer des obstacles non nécessaires au commerce, utilisation des normes internationales appropriées comme base des normes élaborées par les Membres, mise au point de programmes de travail, fourniture de renseignements et possibilité de formuler des observations sur les projets)⁷

Situation actuelle	Problèmes, difficultés et/ou intérêts particuliers	Activités d'assistance et/ou de coopération technique requises
<p>-Les mécanismes et l'infrastructure juridique sont en place.</p> <p>-Il n'y a pas d'instrument juridique récent, mais il existe un projet de loi qui est en conformité avec les dispositions de l'OMC.</p> <p>-Les dispositions de l'annexe 3 sont incorporées dans la nouvelle loi.</p> <p>-Le Code n'est pas encore pleinement mis en œuvre (par exemple, en ce qui concerne la possibilité de présenter des observations sur les projets de norme et l'élaboration d'un programme de travail tous les six mois).</p> <p>-Disposition non encore prise.</p> <p>-Transmission par Internet des programmes de travail afin de se conformer aux obligations de transparence énoncées dans le Code.</p> <p>-Sensibilisation des organismes pertinents en cours pour ce qui est des dispositions du Code.</p>	<p>-Manque d'infrastructure juridique.</p> <p>-Les activités de normalisation suscitent peu d'intérêt dans le secteur privé.</p> <p>-Les autorités gouvernementales et les ONG participent de façon sporadique aux activités de normalisation.</p> <p>-Manque de connaissance sur le sujet et de capacités techniques.</p> <p>-Coordination avec les organismes pertinents parfois difficile.</p> <p>-Problèmes liés à la traduction.</p> <p>-Difficultés techniques et financières (notamment, se procurer les normes internationales).</p> <p>-Incompatibilité entre les normes nationales et les normes internationales pour des raisons historiques.</p> <p>-L'harmonisation avec les normes internationales est une tâche complexe et coûteuse (par exemple, renforcement de l'infrastructure technique et institutionnelle pour ce qui est, notamment, des laboratoires d'essai devant utiliser les normes internationales).</p>	<p>-Aide à l'élaboration d'un cadre juridique/législation ou d'un mécanisme pour la mise en œuvre du Code.</p> <p>-Formation de personnel et de parties intéressées (notamment, organismes publics, ONG, consommateurs et entreprises) pour satisfaire aux prescriptions du Code.</p> <p>-Mettre sur pied des ateliers nationaux pour accroître la sensibilisation.</p> <p>-Nécessité de coopérer davantage avec les institutions pertinentes.</p> <p>-Aide en vue d'obtenir les normes internationales pertinentes.</p> <p>-Organiser des réunions avec d'autres Membres pour l'échange de renseignements concernant la mise en œuvre du Code et de l'Accord.</p> <p>-Renforcer les capacités des organismes à activité normative par la formation et l'établissement de comités techniques sous-sectoriels.</p> <p>-Assistance dans l'élaboration de programmes pour l'adoption de normes au niveau national et régional.</p> <p>-Aide à la participation à des enceintes et à des réseaux régionaux et internationaux qui élaborent des normes.</p> <p>-Mise à disposition de l'infrastructure technique nécessaire (notamment, laboratoires d'essai et d'étalonnage en vue d'aider les institutions à activité normative dans le domaine de la recherche et de la vérification au moyen d'essais).</p>

⁷ Articles 2.1-2.5, 2.7-2.8, 11.1 et 15.2, G/TBT/1/Rev.7, G/TBT/5 (paragraphe 23 à 24) et G/TBT/9 (paragraphe 37 à 38).

I. POINTS CONCERNANT LA MISE EN ŒUVRE DE L'ACCORD OTC

D. ÉLABORATION, ADOPTION ET APPLICATION DE NORMES

3. *Participation à la normalisation au niveau international*⁸

a) **Participer aux activités normatives internationales dans les domaines qui présentent un intérêt particulier pour le pays (par exemple, adhérer à des comités techniques ou à des groupes de travail ou en assurer la présidence ou le secrétariat)**⁹

Situation actuelle	Problèmes, difficultés et/ou intérêts particuliers	Activités d'assistance et/ou de coopération technique requises
<ul style="list-style-type: none"> -Participe aux activités normatives des organismes internationaux (notamment, ISO, UIT, CEI, CODEX et OIML). -Participe dans la mesure du possible. -Joue un rôle actif au sein de certains comités techniques. -Participe aux activités d'un certain nombre de comités, de sous-comités et de groupes de travail techniques en tant que membre permanent ou occasionnel, toutefois, n'assure ni le secrétariat, ni la présidence des comités techniques. -Assurent le secrétariat de sous-comités. -Une stratégie nationale en matière de normalisation existe et préconise une participation accrue et stratégique aux activités normatives internationales dans les domaines politiques et techniques. Les experts en normalisation bénéficient d'une formation pour représenter les intérêts nationaux et participer de manière effective aux activités normatives. -Ne participe pas activement. -Ne participe pas en tant que membre à part entière pour des raisons d'ordre financier. -En tant que membre correspondant, il n'est pas possible de participer aux activités des comités techniques. -Des efforts ont été engagés pour passer du statut de membre correspondant à celui de membre à part entière. 	<ul style="list-style-type: none"> -Manque de connaissances spécialisées et de personnel. -Manque de moyens financiers. -Manque de connaissances sur le sujet, de la part des autorités compétentes. -Manque de motivation de la part des autorités compétentes. -Participation marginale dans des domaines présentant un intérêt particulier (notamment, participation aux réunions des comités techniques) compte tenu, entre autres, des contraintes en matière de ressources. -Certains comités présentant un intérêt particulier ont à leur tête des représentants de pays développés, ce qui ne facilite pas la coordination pour les pays en développement. -Problèmes de langue. -Intéressé par une participation plus active dans des domaines présentant un intérêt particulier (par exemple, assurer le secrétariat des comités concernés). -N'a pas les ressources nécessaires pour se conformer aux procédures internationales de normalisation qui nécessitent un suivi par des experts, impliquant des déplacements constants et des travaux spécialisés sur des sujets précis. -Le manque de personnel technique et spécialisé dans les secteurs public et privé oblige le personnel à remplir différentes fonctions en même temps, ce qui l'empêche de se consacrer entièrement à la surveillance des normes. -Les obstacles à la participation aux activités normatives 	<ul style="list-style-type: none"> -Aide en vue d'identifier les domaines qui présentent un intérêt particulier et d'encourager le secteur industriel à participer aux activités normatives internationales pertinentes. -Appui technique et financier à la formation d'experts (y compris l'apprentissage des langues). -Coopération et aide des pays développés aux pays en développement pour assurer le secrétariat des comités. -Séminaires ou ateliers à l'intention des autorités compétentes portant sur la nécessité de participer et les moyens pour y parvenir. -Aide en vue de participer à des activités présentant un intérêt particulier, au moins en qualité d'observateur (par exemple, dans le domaine des produits alimentaires et de la santé animale). -Assistance dans l'obtention de renseignements. -Mettre en œuvre les dispositions de l'article 12.5 de l'Accord et adapter les procédures d'établissement des normes afin de réduire les coûts et d'assurer une participation efficace (par exemple, par le biais des technologies de l'information). -Il faudrait organiser des réunions internationales sur la normalisation au niveau régional et l'OMC devrait prendre en charge les frais de participation. -Assistance pour devenir membre d'organismes

⁸ Articles 2.6, 5.5, 11.2, 12.5 et 12.6, Annexe 3 de l'Accord, G/TBT/9 (paragraphe 17 à 25 et Annexe 4).

⁹ G/TBT/9 (paragraphe 24).

Situation actuelle	Problèmes, difficultés et/ou intérêts particuliers	Activités d'assistance et/ou de coopération technique requises
<p>-A demandé à faire partie du Programme des pays affiliés pour avoir accès aux normes internationales et à la documentation par Internet, sans devoir verser la cotisation inhérente à l'adhésion.</p> <p>-A établi un certain nombre de normes internationales.</p> <p>-Participation par correspondance sauf dans les cas où sauf dans les cas où un financement est octroyé pour la participation aux réunions.</p> <p>-Impossibilité de participer aux activités dans tous les domaines pertinents.</p>	<p>internationales maintient les pays en développement dans la dépendance technologique.</p> <p>-Ne disposent pas de compétences spécialisées permettant d'apporter des contributions techniques aux documents présentés pour observations.</p> <p>-L'affiliation à certains organismes internationaux à activité normative n'est pas ouverte à tous les Membres de l'OMC. Par conséquent, certains Membres ne sont pas en mesure de participer à leurs activités normatives.</p>	<p>internationaux à activité normative.</p> <p>-Garantir le financement permettant aux fonctionnaires d'assurer le secrétariat de comités techniques ou scientifiques, ou de groupes de travail.</p>

I.D.3.

- b) **Moyens pouvant faciliter la participation (par exemple, participation via le courrier électronique, sensibilisation des organismes nationaux compétents et coordination des activités de ces organismes, coopération et coordination au niveau régional ou mise en place d'une stratégie de normalisation nationale ou régionale)**

Situation actuelle	Problèmes, difficultés et/ou intérêts particuliers	Activités d'assistance et/ou de coopération technique requises
<p>-Participe par des moyens électroniques (notamment, le vote électronique) ou des communications écrites.</p> <p>-Participation minimale aux activités normatives régionales.</p> <p>-Aucune stratégie de normalisation nationale, sauf concernant l'adoption de normes internationales chaque fois que cela est possible.</p> <p>-Un organisme national est responsable de la stratégie nationale.</p> <p>-Des réunions, des tables rondes et des séminaires ont été organisés à l'échelle du pays pour sensibiliser les organismes nationaux.</p> <p>-A établi un réseau de communication avec les pays développés pertinents.</p> <p>-Assure une coopération au niveau régional pour contribuer à la normalisation au niveau international.</p> <p>-Des documents et des plans d'action sont élaborés au sein de l'organisme régional.</p> <p>-Participe aux travaux d'une commission de normalisation à l'échelon régional qui élabore quelque fois des documents régionaux aux fins d'examen au niveau international.</p> <p>-Le secteur privé est présent au sein des délégations nationales lors des réunions d'organismes internationaux à activité normative.</p>	<p>-Contraintes financières, techniques et culturelles qui freinent l'innovation technologique (participation aux visioconférences, utilisation d'Internet et vote électronique).</p> <p>-Ressources financières limitées pour assister aux réunions des organisations régionales et internationales.</p> <p>-Manque de sensibilisation des parties intéressées à l'importance de participer aux activités internationales de normalisation (notamment, sensibiliser les entreprises aux avantages d'une compétitivité accrue). Il est donc difficile de les convaincre de consacrer du temps et des ressources à la participation à ces activités.</p> <p>-Problèmes d'organisation au niveau national.</p> <p>-N'est pas membre des organismes régionaux et internationaux.</p> <p>-Une stratégie de normalisation est en place. Elle doit toutefois être examinée et revue afin d'accroître la participation de certaines parties intéressées.</p>	<p>-Sensibiliser les parties intéressées (notamment, les organismes publics, groupes de consommateurs et entreprises, y compris les PME) à l'importance des normes internationales en matière de commerce (notamment par le biais d'une campagne publicitaire stratégique, de supports publicitaires, de séminaires et d'ateliers).</p> <p>-Renforcer les équipements de technologies de l'information pour faciliter la participation par des moyens électroniques et assurer la coordination au niveau du pays pour définir une position nationale.</p> <p>-Encourager une stratégie de normalisation nationale ou régionale.</p> <p>-Organiser des ateliers de formation nationaux ou régionaux, animés par des experts partageant leur expérience de la participation.</p> <p>-Sensibiliser les parties intéressées à la coordination et à la coopération à l'échelle nationale, régionale et sous-régionale.</p> <p>-Coopérer avec les universités afin de s'attacher les connaissances spécialisées.</p> <p>-Il serait utile que l'OMC organise des séminaires régionaux sur les avantages que présentent les activités normatives et la participation aux activités normatives à l'échelle internationale.</p>

I. POINTS CONCERNANT LA MISE EN ŒUVRE DE L'ACCORD OTC

D. ÉLABORATION, ADOPTION ET APPLICATION DE NORMES

4. Autres

Situation actuelle	Problèmes, difficultés et/ou intérêts particuliers	Activités d'assistance et/ou de coopération technique requises
	<ul style="list-style-type: none">-Pas de spécialistes parlant anglais.-Toutes les institutions pertinentes ne sont pas au courant des activités des organisations internationales de normalisation.-Problèmes dans la définition d'une norme internationale.	<ul style="list-style-type: none">-Possibilité de créer un centre de formation en langue anglaise.-Formation en ce qui concerne les normes internationales et le secrétariat.-Précision de la définition d'une norme internationale et clarification en ce qui concerne les droits de propriété intellectuelle liés aux normes internationales.

I. POINTS CONCERNANT LA MISE EN ŒUVRE DE L'ACCORD OTC

E. ÉLABORATION, ADOPTION ET APPLICATION DE PROCÉDURES D'ÉVALUATION DE LA CONFORMITÉ

1. *Infrastructure pour l'évaluation de la conformité*

- a) **Créer des organismes appropriés pour l'évaluation de la conformité aux règlements techniques et aux normes (par exemple, laboratoires d'essai, organismes d'inspection, de certification et d'accréditation), en tenant compte du stade de développement et des besoins sectoriels du pays¹⁰**

Situation actuelle	Problèmes, difficultés et/ou intérêts particuliers	Activités d'assistance et/ou de coopération technique requises
<ul style="list-style-type: none"> -Ces travaux sont en cours et sont coordonnés par un organisme public. -A signé un protocole d'accord sur la coopération en matière d'accréditation qui prévoit, entre autres, le recours à des organismes étrangers d'évaluation de la conformité. -L'infrastructure est en cours d'élaboration (notamment, un réseau de laboratoires d'essai et d'étalonnage accrédités par l'organisme national d'accréditation utilisant des normes et des guides internationaux pertinents). -Le système fonctionne de manière satisfaisante. Les organismes d'évaluation de la conformité existants sont conformes aux pratiques internationales. -Des organismes d'évaluation de la conformité sont en place dans différents secteurs. -Un certain nombre de laboratoires agréés existent. -Certains laboratoires dépendent des pouvoirs publics, d'autres du secteur privé. -Un système de marques de certification des produits nationaux et un programme de marquage de la qualité ont été mis en place et sont appliqués. -Le bureau national de normalisation est en charge des systèmes de gestion, d'inspection de la qualité et de certification des produits. -La demande des entreprises en services d'évaluation est faible. C'est pourquoi ce secteur n'a pas suscité de grands investissements. -Il y a peu d'infrastructure technique d'évaluation de la conformité, essentiellement des laboratoires d'essai et de métrologie. -Étant donné l'absence de normes et de règlements techniques 	<ul style="list-style-type: none"> -Manque de personnel qualifié et de connaissances spécialisées. -L'infrastructure pour l'évaluation de la conformité est peu développée. -Absence d'organismes d'évaluation de la conformité dans certains secteurs. -Peu de laboratoires fournissent des services accessibles aux PME. -Nécessité de développer les compétences de gestion des organismes d'évaluation de la conformité. -Difficultés pour les organismes d'évaluation de la conformité à respecter les guides et pratiques internationaux. -L'infrastructure des services d'inspection et de certification n'est pas adaptée aux nouvelles technologies. -Difficultés au niveau des laboratoires d'étalonnage en raison des frais encourus. -Manque de laboratoires agréés. Les laboratoires ne sont pas tous en mesure de se faire accréditer. -Absence d'organismes agréés et reconnus sur le plan international en matière de certification des systèmes de qualité. -Le programme ou système d'accréditation existant n'est pas efficace, 	<ul style="list-style-type: none"> -Aide financière à la création d'organismes d'évaluation de la conformité et du système pertinent. -Appui technique à la création de ces organismes (notamment, des organismes d'évaluation de la conformité agréés). -Coopération technique pour renforcer et améliorer les capacités des laboratoires existants (notamment, nouveaux équipements, formation de personnel et visites d'études). -Fourniture d'équipements de laboratoire de pointe afin d'améliorer l'infrastructure. -Assistance pour l'achat des normes internationales pertinentes. -Assistance dans la diffusion et l'applicabilité des normes et des guides internationaux pertinents auprès des parties concernées. -Atelier destiné aux experts des organismes concernés, reprenant les méthodes utilisées dans d'autres pays. -Formation concernant la mesure de la marge d'incertitude pour les laboratoires d'essai et d'étalonnage. -Formation concernant les activités d'inspection et la certification des produits au moyen de marques de conformité. -Formation de vérificateurs, d'évaluateurs et d'experts à l'accréditation et à l'utilisation de documents relatifs aux normes et aux guides internationaux (y compris les systèmes de management environnemental). -Ateliers techniques sur les méthodes d'essai et la mise en œuvre de programmes interlaboratoires tenant compte des

¹⁰ Article 11.3.1 et 11.4.

Situation actuelle	Problèmes, difficultés et/ou intérêts particuliers	Activités d'assistance et/ou de coopération technique requises
<p>nationaux, il n'y a pas de procédures d'évaluation de la conformité, ni d'organismes compétents en la matière.</p> <p>-Il n'y a pas d'organisme national d'accréditation.</p> <p>-Un organisme national d'accréditation existe pour l'accréditation des laboratoires d'essai et d'étalonnage, les organismes d'inspection et de certification.</p> <p>-Il n'y a pas d'organismes d'évaluation de la conformité agréés, toutefois des efforts sont déployés en vue d'établir un système d'accréditation.</p> <p>-Des programmes ont été élaborés pour introduire des entreprises de services de métrologie dans le système d'accréditation.</p> <p>-Cherche à obtenir l'accréditation internationale pour ses laboratoires dans des secteurs revêtant un intérêt particulier (textiles, ingénierie civile et produits agroalimentaires).</p> <p>-Le système d'évaluation de la conformité a été créé à une époque d'économie planifiée avec une participation importante de l'État.</p> <p>-Pour remédier à la situation chaotique (notamment, le fait que des produits nationaux d'importation et d'exportation étaient soumis à des systèmes de certification différents), un organisme national de certification et d'accréditation a été mis en place pour rendre obligatoire la certification des produits.</p> <p>-L'amélioration de la compétence technique des organismes d'évaluation de la conformité est une composante de la politique de l'État en matière de normes de qualité.</p> <p>-L'adoption d'une politique nationale en la matière participe à la volonté d'améliorer la situation dans ce domaine.</p>	<p>notamment au niveau des services fournis.</p> <p>-Les laboratoires n'étant pas accrédités, il faudrait mettre en place une autorité nationale d'accréditation.</p> <p>-Manque d'expérience dans les systèmes d'autres pays ou régions.</p> <p>-Besoin de formation pour pouvoir introduire les systèmes de certification volontaire.</p> <p>-Manque de gestion cohérente en raison des politiques et normes différentes adoptées par les divers services gouvernementaux.</p> <p>-Nécessité d'aboutir à un accord de reconnaissance mutuelle avec les organismes homologues.</p> <p>-Absence de mécanismes et d'évaluateurs (notamment pour l'accréditation de systèmes de management environnemental).</p> <p>-Difficultés financières.</p>	<p>exigences du marché intérieur et des besoins du secteur public (notamment, en ce qui concerne l'évaluation de la conformité avec les règlements techniques).</p> <p>-Services de consultation pour l'organisation de programmes d'accréditation tenant compte des règlements techniques existants et de la demande du secteur privé.</p> <p>-Aide en vue d'accéder aux systèmes internationaux et régionaux d'évaluation de la conformité et d'obtenir une reconnaissance internationale.</p> <p>-Sensibilisation à l'évaluation de la conformité au niveau national et régional.</p> <p>-Ateliers concernant l'échange de renseignements sur les systèmes d'autres Membres dans des domaines d'intérêt particulier.</p> <p>-Aide aux organismes publics dans l'élaboration de règlements techniques et de procédures d'évaluation de la conformité en se fondant sur les pratiques internationales et la conformité aux prescriptions de l'OMC.</p> <p>-Assistance dans l'élaboration d'un système de certification qui soit conforme aux prescriptions de l'OMC, tout en protégeant les intérêts des consommateurs et de l'industrie nationale.</p> <p>-Aider les autorités gouvernementales à gérer et à superviser tout le processus de façon efficace.</p> <p>-Assistance pour la coordination avec les systèmes de certification de produits étrangers.</p>

b) Renforcer les compétences techniques de ces organismes afin de permettre l'acceptation des résultats de leurs évaluations de la conformité et leur participation à des systèmes internationaux ou régionaux d'évaluation de la conformité

Situation actuelle	Problèmes, difficultés et/ou intérêts particuliers	Activités d'assistance et/ou de coopération technique requises
<ul style="list-style-type: none"> -Les compétences techniques appropriées existent malgré des contraintes liées à l'infrastructure. -Peut être encore amélioré par le jeu de la reconnaissance internationale et de la coopération technique. -L'organisme national d'accréditation est membre à part entière de certains systèmes régionaux et internationaux d'évaluation de la conformité. -L'organisme national d'accréditation est signataire d'accords de reconnaissance multilatéraux. -Il n'y a pas de base juridique pour l'accréditation. -S'emploie actuellement à obtenir l'accréditation internationale de certains organismes d'évaluation de la conformité. -Est toujours en voie d'accession à l'accord multilatéral régional. -Est devenu membre associé au sein d'un système international d'évaluation de la conformité grâce à l'aide financière d'un autre Membre. -Un programme de formation sera mis en œuvre à l'intention d'experts. -Élabore une loi sur les règlements techniques, la normalisation et l'évaluation de la conformité en vue d'améliorer le système. -Ne partage pas d'infrastructure avec d'autres Membres. 	<ul style="list-style-type: none"> -Manque de ressources techniques et financières, ainsi que de moyens permettant aux organismes pertinents de faire face aux impératifs de marché et d'obtenir leur reconnaissance régionale et internationale. -Nécessité d'améliorer le système pour renforcer la confiance des autorités chargées de la réglementation qui acceptent les certificats des organismes d'évaluation de la conformité. -La portée des essais d'aptitude est limitée. -Manque de moyens financier pour obtenir les normes et les guides internationaux pertinents. -Formation nécessaire pour mettre en œuvre les normes internationales pertinentes sur les laboratoires et l'accréditation. -Le système doit être renforcé. -Nécessité d'élaborer un programme relatif au système national d'accréditation qui satisfasse aux prescriptions des systèmes internationaux et régionaux d'accréditation. 	<ul style="list-style-type: none"> -Aide financière. -Consultants internationaux pour analyser et améliorer le système. -Améliorer les compétences techniques des organismes d'évaluation de la conformité en se fondant sur les normes internationales. - Assistance pour la mise en service de l'organisme d'accréditation.. -Promotion de la reconnaissance des essais, de la certification et de l'inspection. -Assistance dans l'étalonnage du matériel de laboratoire. -Échanges de visites et comparaisons de normes nationales de mesure physique et des comparaisons de traçabilité de normes internationales de mesure. -Assistance technique et financière en vue d'élargir la portée des essais d'aptitude interlaboratoires. -Élaborer un mécanisme pour le partage des infrastructures existantes au sein des régions. -Échange de renseignements. -Programmes de formation en coordination avec des systèmes internationaux d'évaluation de la conformité et des Membres de l'OMC. -Coopération et établissement d'un partenariat avec des laboratoires agréés extérieurs. -Formation à l'élaboration d'accords de reconnaissance mutuelle.

I. POINTS CONCERNANT LA MISE EN ŒUVRE DE L'ACCORD OTC

E. ÉLABORATION, ADOPTION ET APPLICATION DE PROCÉDURES D'ÉVALUATION DE LA CONFORMITÉ

2. Mettre en place un mécanisme et/ou une infrastructure juridique

- Faire en sorte que les procédures d'évaluation de la conformité soient élaborées, adoptées et appliquées par les organismes gouvernementaux et non gouvernementaux compétents de manière à ce qu'elles soient conformes aux disciplines de l'Accord (par exemple, non-discrimination, obligation d'éviter de créer des obstacles non nécessaires au commerce, utilisation des normes, guides et recommandations internationaux pertinents et transparence)¹¹

Situation actuelle	Problèmes, difficultés et/ou intérêts particuliers	Activités d'assistance et/ou de coopération technique requises
<p>-Se déroule bien. Les procédures d'évaluation de la conformité sont élaborées, adoptées et appliquées conformément aux disciplines de l'Accord.</p> <p>-Une loi assure la mise en œuvre (par exemple, non-discrimination en ce qui concerne les produits nationaux et les importations, qui sont assujettis à des procédures et règles de certification similaires).</p> <p>-Les organismes gouvernementaux et non gouvernementaux ont été informés de l'obligation qui leur est faite de se conformer aux disciplines de l'Accord.</p> <p>-Les dispositions sont appliquées, toutefois des problèmes subsistent.</p> <p>-Connait les prescriptions OTC et tient à les mettre en œuvre. Des progrès seront accomplis dans ce domaine au fil des expériences.</p> <p>-La législation en matière de certification a été étudiée et il a été proposé d'adopter de nouvelles lois pour assurer le respect des dispositions de l'Accord OTC.</p> <p>-La création d'un organisme national chargé de la mise en œuvre de l'Accord tend vers cet objectif.</p> <p>-Une loi a été élaborée pour libéraliser le système national de certification afin de réduire les catégories de produits soumis à la certification obligatoire et d'accepter la déclaration de conformité aux prescriptions de sécurité pour les produits importés soumis à un contrôle obligatoire.</p> <p>-Certaines normes internationales pertinentes sont utilisées.</p> <p>-Les normes internationales sont utilisées par certains organismes pertinents.</p> <p>-Il n'existe pas de disposition générale prévoyant la conformité avec les critères internationaux.</p> <p>-Aucune loi n'a été mise en place.</p> <p>-Étant donné qu'aucune loi en la matière n'a été approuvée à haut niveau, il</p>	<p>-Un programme de sensibilisation existe.</p> <p>-Manque de sensibilisation à l'Accord parmi les fonctionnaires et le secteur privé.</p> <p>-Difficultés au niveau de la compréhension et de la mise en œuvre des dispositions de l'Accord.</p> <p>-Manque de coordination entre les autorités chargées de la réglementation.</p> <p>-Le mécanisme juridique doit être renforcé.</p> <p>-Fragmentation et dispersion sectorielle du système. Manque de cohérence entre les organismes publics chargés de la réglementation.</p> <p>-Besoin d'harmonisation avec les règles reconnues au niveau international.</p> <p>-Manque de personnel qualifié, de capacités techniques et d'expérience.</p> <p>-Les négociations relatives aux ARM avec d'autres pays sont difficiles en raison de la non-conformité avec les prescriptions internationales existantes.</p>	<p>-Formation et sensibilisation (notamment, par le biais de séminaires/ateliers, de la diffusion de renseignements ou de campagnes de sensibilisation).</p> <p>-Mise à disposition de ressources pour un renforcement des capacités et le développement d'une infrastructure.</p> <p>-Assistance technique pour l'harmonisation du système.</p> <p>-Ateliers et échange de renseignements sur les pratiques d'autres Membres dans des domaines d'intérêt particulier.</p> <p>-Aide du Comité en vue d'établir des liens de coopération avec les organismes gouvernementaux et non gouvernementaux des pays développés afin d'apprendre à élaborer, adopter et appliquer des procédures d'évaluation de la conformité non obligatoires et à ne pas créer de nouveaux obstacles techniques au commerce.</p> <p>-Échange d'expériences avec d'autres pays sur l'élaboration d'ARM.</p> <p>-Aide d'organismes et de systèmes internationaux compétents ou d'autres Membres au niveau bilatéral.</p> <p>-Coopération sous forme de visites d'études dans d'autres organismes d'évaluation de la conformité en vue d'assurer la conformité avec l'Accord.</p> <p>-Formation de personnel concernant l'adoption de procédures transparentes et l'utilisation de normes</p>

¹¹ Articles 5, 7 et 8, G/TBT/1/Rev.7, G/TBT/5 (paragraphe 25 à 29), G/TBT/9 (paragraphe 26 à 36 et Annexe 5).

Situation actuelle	Problèmes, difficultés et/ou intérêts particuliers	Activités d'assistance et/ou de coopération technique requises
<p>est difficile de faire respecter l'Accord par l'ensemble des institutions publiques et des organismes non gouvernementaux.</p> <p>-Certains systèmes d'évaluation de la conformité non obligatoires ont été établis par plusieurs organismes publics et exercent une influence accrue sur le système. Cependant, ils ne sont pas tous pleinement compatibles avec l'Accord (par exemple, utilisation des normes internationales).</p>	<p>-Intéressé par la coordination avec les pays de la région.</p>	<p>internationales.</p>

I. POINTS CONCERNANT LA MISE EN ŒUVRE DE L'ACCORD OTC

E. ÉLABORATION, ADOPTION ET APPLICATION DE PROCÉDURES D'ÉVALUATION DE LA CONFORMITÉ

3. Reconnaissance de l'évaluation de la conformité

- a) **Prendre des dispositions appropriées pour faciliter l'acceptation des résultats des évaluations de la conformité (par exemple, reconnaissance unilatérale des résultats des procédures d'évaluation de la conformité conduites par les organismes dans d'autres Membres, négociation, conclusion et mise en œuvre d'un accord de reconnaissance mutuelle, accréditation, désignation par les pouvoirs publics et déclarations des fournisseurs)¹²**

Situation actuelle	Problèmes, difficultés et/ou intérêts particuliers	Activités d'assistance et/ou de coopération technique requises
<p>-C'est l'usage actuel (notamment avec le concours d'organismes partenaires).</p> <p>-Accepte, d'une manière générale, les résultats des évaluations de la conformité d'organismes reconnus d'autres pays Membres.</p> <p>-Au niveau régional, une décision prévoit la reconnaissance des certificats et des déclarations unilatérales de conformité.</p> <p>-S'agissant des mesures volontaires, le système national d'accréditation permet l'accréditation d'organismes étrangers et plusieurs ont déjà été accrédités.</p> <p>-Une résolution a été adoptée pour permettre à l'organisme national d'accréditation de reconnaître des instances agréées par les systèmes d'accréditation d'autres pays.</p> <p>-Un critère a été établi pour l'acceptation des résultats des évaluations de la conformité conduites par les organismes dans d'autres Membres.</p> <p>-À l'heure actuelle, les déclarations des fournisseurs ne sont pas utilisées car il n'existe pas de loi sur la responsabilité du fait des produits, ni de loi sur la sécurité des produits.</p> <p>-Aucun règlement technique n'a été établi au niveau national. La question est abordée selon le champ de compétence.</p> <p>-Est signataire d'ARM multilatéraux pour les laboratoires d'essai et les organismes de certification.</p> <p>-A conclu des accords multilatéraux et des accords de reconnaissance mutuelle dans le cadre du système régional (notamment, concernant l'acceptation des certificats de produit).</p> <p>-Un protocole d'accord sur la coopération en matière d'accréditation a été signé avec d'autres Membres.</p>	<p>-Faible applicabilité des résultats des ARM conclus au niveau régional.</p> <p>-Manque de personnel qualifié et de capacités techniques.</p> <p>-N'a pas ses propres normes fondamentales de mesure physique permettant de retrouver les résultats des essais et de l'étalonnage.</p> <p>-Intéressé par la création d'un organisme national d'accréditation pour faciliter la conclusion d'ARM avec d'autres pays.</p> <p>-Les organismes pertinents ne sont pas suffisamment conscients de l'importance d'éviter de créer des obstacles non nécessaires au commerce résultant de procédures d'évaluation de la conformité.</p> <p>-Les activités ne sont pas toujours fondées sur les normes ou guides internationaux pertinents.</p> <p>-Absence de cadre juridique. Rien n'est prévu pour ces activités.</p> <p>-Nécessité d'élaborer et de développer un système de certification des produits et la structure juridique correspondants, conformément aux pratiques internationales.</p> <p>-Nécessité d'adapter la politique et les pratiques actuelles en matière d'évaluation de la conformité pour reconnaître progressivement les résultats des essais effectués dans d'autres pays ou les certificats</p>	<p>-Aide des organisations internationales en vue de fournir les connaissances spécialisées nécessaires à la négociation et à la conclusion d'ARM bilatéraux et multilatéraux (notamment en matière d'inspection, de produits, de personnel et d'organismes de certification en matière d'environnement).</p> <p>-Coopération technique et juridique en vue d'harmoniser les procédures d'évaluation de la conformité à l'échelle régionale.</p> <p>-Aide en vue de renforcer l'organisme national d'accréditation, le rendre indépendant et autonome.</p> <p>-Formation d'experts par le biais de séminaires ou d'ateliers.</p> <p>-Développement de l'infrastructure et renforcement des capacités (notamment, compétences accrues des organismes d'évaluation de la conformité afin qu'ils soient reconnus au niveau international).</p> <p>-Besoin de matériels de référence homologués et de normes fondamentales de mesure physique pour renforcer les compétences techniques des organismes d'évaluation de la conformité.</p> <p>-Sensibilisation.</p> <p>-Ateliers d'échange de renseignements sur les pratiques d'autres Membres.</p>

¹² Article 6.1 à 6.3, G/TBT/9 (paragraphe 27 et Annexe 5).

Situation actuelle	Problèmes, difficultés et/ou intérêts particuliers	Activités d'assistance et/ou de coopération technique requises
<ul style="list-style-type: none"> -A signé plusieurs accords de reconnaissance mutuelle en matière d'accréditation. -Plusieurs accords de reconnaissance mutuelle ont été signés avec des partenaires commerciaux et des démarches ont été engagées en vue de conclure des ARM avec d'autres pays. -Participe activement aux ARM bilatéraux intergouvernementaux, aux ARM multilatéraux, ainsi qu'à divers ARM multilatéraux pour l'accréditation et la métrologie. En vertu de ces accords et arrangements, les résultats des évaluations de la conformité auxquelles ont procédé des organismes désignés sont acceptés et reconnus mutuellement par les autres signataires des ARM. -Est membre d'un système international qui prévoit la reconnaissance mutuelle des rapports d'essais dans les domaines électrique et électronique. -Le système national d'accréditation fonctionne conformément aux normes internationales pour accroître la confiance dans les systèmes multilatéraux. -Afin d'obtenir les certificats du système national et que les marques de conformité soient reconnues à l'étranger, le système national devrait être compatible avec les principes internationaux établis dans les normes internationales pertinentes. -Les lignes directrices internationales sont respectées dans la mesure du possible. -Un système d'évaluation de la conformité est en voie d'être élaboré. -Il n'existe ni procédure, ni renseignements en la matière. -Disposition non encore adoptée. 	<ul style="list-style-type: none"> lot par lot. -Nécessité de mieux comprendre le système d'évaluation de la conformité, les approches et la structure juridique correspondante dans d'autres pays. -Nécessité de mieux comprendre l'Accord et de déterminer les mesures actuelles qui visent à faire respecter l'Accord. -Certains organismes publics hésitent à reconnaître les certifications en raison de l'absence de directives ou de documents normatifs pour obtenir cette reconnaissance. -Difficultés à suivre l'évolution de toutes les pratiques nationales en matière d'évaluation de la conformité (par exemple, concernant les prescriptions relatives à certains produits ou services et les organismes de mise en œuvre). -Difficultés à conclure des ARM en raison de la complexité des systèmes dans les pays développés et du manque d'infrastructure nationale permettant de créer le climat de confiance nécessaire. -Coûts élevés engendrés par les ARM. -Les résultats de l'évaluation de la conformité sont rarement acceptés par les organismes des partenaires commerciaux. -Le système d'évaluation de la conformité peu développé et le manque de capacités techniques ne permettent pas d'effectuer des comparaisons pertinentes. 	<ul style="list-style-type: none"> -Coopération avec d'autres pays (notamment, des pays développés) sous forme d'échange de renseignements et de personnel. -Assistance dans l'établissement de procédures d'évaluation de la conformité conformes aux normes internationales, en fonction des besoins aux niveaux national et régional (par exemple, secteurs revêtant un intérêt particulier). -Renforcement de la coopération régionale et sous-régionale en la matière et conclusion d'ARM en vue d'encourager la reconnaissance à l'intérieur de la région. -Formation d'organismes privés pour garantir leur fiabilité et leur compétence afin que les organismes chargés de la réglementation puissent leur confier des travaux d'évaluation de la conformité aux règlements techniques. -Élaboration d'un document de politique générale sur les ARM (impliquant toutes les parties intéressées). -Formation concernant les déclarations des fournisseurs. -Encourager les pays développés à reconnaître les résultats des évaluations de la conformité conduites par des pays en développement.

I.E.3.

b) Permettre la participation d'organismes établis sur le territoire d'autres Membres à vos procédures d'évaluation de la conformité

Situation actuelle	Problèmes, difficultés et/ou intérêts particuliers	Activités d'assistance et/ou de coopération technique requises
<p>-En vertu de la loi, les organismes nationaux de certification (indépendamment du territoire où ils sont établis) certifient des produits et des services.</p> <p>-N'empêche pas les institutions étrangères de participer à ses procédures d'évaluation de la conformité.</p> <p>-Pour ce qui est de l'accréditation, la participation est permise seulement et à la condition que les organismes soient membres d'organisations régionales ou internationales, dans des domaines qui ne sont pas couverts par l'organisme national d'accréditation et elle s'effectue en coordination avec celui-ci.</p> <p>-Il est possible de créer un organisme de certification dans le cadre du système national pour autant qu'il soit accrédité par un organisme national d'accréditation.</p> <p>-Se fondant sur les ARM négociés avec des partenaires commerciaux, l'organisme national de certification a élaboré une procédure de reconnaissance des certificats.</p> <p>-Une résolution a été adoptée sur l'approbation de la procédure de reconnaissance des documents établissant l'innocuité des produits assujettis au contrôle obligatoire lors de l'importation. La résolution permettra de réduire de moitié les frais liés à l'évaluation de la conformité et de reconnaître les résultats d'un certain nombre d'organismes de certification de systèmes de la qualité.</p> <p>-N'est pas encore en vigueur.</p>	<p>-Manque de personnel qualifié.</p> <p>-Dans le cadre des ARM conclus avec d'autres partenaires commerciaux, les experts ont trouvé des documents et marques de conformité falsifiés.</p>	<p>-Échanger les expériences concernant les systèmes internationaux et ceux d'autres pays.</p> <p>-Assistance financière pour permettre la participation à des systèmes internationaux de certification et à des activités d'organisations internationales s'occupant de certification.</p> <p>-Formation d'experts et mise en place d'un système de reconnaissance des qualifications du personnel.</p>

I. POINTS CONCERNANT LA MISE EN ŒUVRE DE L'ACCORD OTC

E. ÉLABORATION, ADOPTION ET APPLICATION DE PROCÉDURES D'ÉVALUATION DE LA CONFORMITÉ

4. *Participation à des systèmes internationaux et régionaux*¹³

- a) **Créer les institutions/le cadre juridique permettant aux organismes nationaux d'évaluation de la conformité (gouvernementaux ou non gouvernementaux) de remplir les obligations que comporte la qualité de membre de ces systèmes ou la participation à ces systèmes**

Situation actuelle	Problèmes, difficultés et/ou intérêts particuliers	Activités d'assistance et/ou de coopération technique requises
<ul style="list-style-type: none"> -Des institutions ont été créées pour remplir les obligations que comporte la qualité de membre de ces systèmes ou la participation à des systèmes internationaux ou régionaux. -Participation à des systèmes régionaux (notamment, des programmes régionaux visant à vérifier les compétences). -Les organismes de certification satisfont aux prescriptions internationales. -Participe à des systèmes d'évaluation de la conformité à l'échelle internationale. -Ne participe pas. -Pas de participation effective ou participation irrégulière. -Des mesures sont prises en vue d'obtenir la reconnaissance au sein de systèmes internationaux. -Une nouvelle loi est élaborée à cette fin. -A l'intention d'accéder à des systèmes internationaux et étudie les possibilités de former des spécialistes dans ce domaine. -Il n'existe pas de cadre juridique dans ce domaine. 	<ul style="list-style-type: none"> -Manque d'instruments permettant d'effectuer des comparaisons entre laboratoires d'étalonnage. -Il est possible de satisfaire aux exigences des programmes, mais le processus d'instauration de la confiance exige trop de temps et de moyens. 	<ul style="list-style-type: none"> -Renforcement des compétences techniques des laboratoires d'étalonnage. -Développement d'infrastructure et formation, financement, etc. -Ateliers concernant l'échange de renseignements concernant les pratiques d'autres Membres dans des domaines d'intérêt particulier. -Sensibilisation à ces systèmes. -Soutien et orientation pour obtenir la reconnaissance au sein de systèmes internationaux.

¹³ Articles 9, 11.6 et 12.5, G/TBT/9 (paragraphe 35 à 36).

I.E.4.

- b) **Satisfaire aux exigences des programmes de ces systèmes visant à instaurer la confiance ou à vérifier les compétences**
c) **Répondre aux préoccupations communes au niveau régional**

Situation actuelle	Problèmes, difficultés et/ou intérêts particuliers	Activités d'assistance et/ou de coopération technique requises
<p>-Mis en œuvre.</p> <p>-Il n'existe pas d'organisme régional d'accréditation.</p> <p>-La question est traitée dans le cadre de l'organisme régional, en particulier par le groupe de travail "Règlements techniques et évaluation de la conformité".</p> <p>-Des réunions de coordination ont eu lieu à cette fin, mais cela n'est pas encore suffisant et il n'y a pas eu d'activités.</p> <p>-Un programme précis pour l'organisme régional doit encore être établi.</p>	<p>-Choisir les programmes appropriés pour vérifier les compétences.</p> <p>-Plusieurs questions juridiques et pratiques doivent être réglées pour pouvoir travailler efficacement à l'échelle régionale.</p> <p>-Problèmes d'infrastructure, de traçabilité et de fiabilité.</p> <p>-Impossibilité d'assister aux séminaires de formation régionaux et internationaux spécialisés compte tenu du manque de moyens financiers.</p> <p>-Le programme de vérification existant se limite aux milieux accrédités.</p>	<p>-Renforcer le réseau métrologique régional compte tenu des points forts des pays.</p> <p>-Renforcer le réseau d'essai régional avec des laboratoires régionaux de référence.</p> <p>-Mettre en place le système régional d'accréditation.</p> <p>-Formation en vue de créer le système approprié.</p> <p>-Formation de spécialistes à l'utilisation de normes, d'orientations et de recommandations internationales.</p> <p>-Participer à la vérification des compétences avec les laboratoires d'autres pays.</p> <p>-Financer la participation aux séminaires de formation spécialisés et aux réunions des systèmes internationaux et régionaux pour répondre aux préoccupations communes au niveau régional.</p>

I.E.5. *Autres*

Situation actuelle	Problèmes, difficultés et/ou intérêts particuliers	Activités d'assistance et/ou de coopération technique requises
	<p>-Promouvoir une norme, une vérification et une évaluation.</p> <p>-Les pays en développement ne sont pas en mesure de participer aux procédures d'évaluation de la conformité des pays développés.</p> <p>-Les difficultés financières ont limité la participation aux activités internationales.</p> <p>-Manque de connaissance des lois et des règlements d'autres pays.</p> <p>-Nécessité de mettre sur pied une équipe de professionnels possédant les compétences linguistiques et les capacités de coordination requises.</p>	<p>-Nécessité d'obtenir davantage de renseignements sur l'évaluation de la conformité.</p> <p>-Trouver un moyen pour faire comprendre les procédures d'évaluation de la conformité des pays développés Membres aux pays en développement Membres afin que ceux-ci puissent y participer.</p> <p>-Assistance technique de la part des pays développés et des organisations internationales compétentes afin de bénéficier d'une formation, d'établir un lien de coopération et de procéder à un échange d'information et de personnel.</p> <p>-Établir un réseau coopératif d'institutions de formation appliquant des politiques nationales et régionales de normalisation et de développement des ressources humaines ainsi que des programmes de formation connexes; renforcer les capacités des institutions nationales de formation.</p>

II. POINTS CONCERNANT LE FAIT DE TIRER PARTI DE L'ACCORD OTC ET LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

A. TIRER PARTI DE L'ACCORD

1. Sensibiliser

Notamment le secteur privé aux droits et avantages découlant de l'Accord, y compris à ceux qui sont liés à l'adoption de normes internationales et à l'utilisation de points d'information

Situation actuelle	Problèmes, difficultés et/ou intérêts particuliers	Activités d'assistance et/ou de coopération technique requises
<ul style="list-style-type: none"> -Pas de programme en cours. -Sensibilisation par le biais de séminaires et de la diffusion de l'Accord. -Les activités ne couvrent pas tous les secteurs concernés. -Des progrès sont enregistrés dans le secteur privé, toutefois les résultats atteints ne sont pas encore entièrement satisfaisants. -La sensibilisation au contenu et à l'importance des points d'information OTC a été insuffisante. -On ignore si le secteur privé utilise les mécanismes d'information offerts par l'Accord. -Des renseignements sur les projets de normes et de règlements techniques nationaux sont publiés dans différents bulletins, journaux officiels et sur certains sites Web. -L'importance et les avantages des normes internationales ont été soulignés. -Une partie du secteur privé a adopté des normes internationales. 	<ul style="list-style-type: none"> -Difficultés à maîtriser la complexité des dispositions de l'Accord. -Manque de renseignements sur les obligations et les avantages découlant de l'Accord. -Sensibilisation inadéquate du secteur privé (principalement les PME). -Campagne de promotion insuffisante en raison du manque de ressources (financières, en personnel). -Les séminaires ne touchent pas un large public. De telles actions de sensibilisation doivent être menées de façon continue. -Le rôle du point d'information n'est pas clair pour le secteur privé. -Manque de coopération de la part des associations professionnelles pour la diffusion des notifications et la présentation des observations à leur sujet. -Manque de moyens financiers et de personnel qualifié. -Difficultés à utiliser Internet. -Résistance du secteur privé à l'utilisation des normes. -Les normes internationales ne sont pas traduites dans la langue du pays. -Manque de ressources pour la traduction de règlements et de normes dans la langue du pays. 	<ul style="list-style-type: none"> -Ateliers et séminaires concernant la mise en œuvre des dispositions de l'Accord (notamment, cas pratiques, clarification du rôle et de l'utilisation des points d'information) destinés à toutes les parties prenantes (notamment, les secteurs public et privé, les PME, les points de coordination, cadres supérieurs, exportateurs, etc.). -Campagne stratégique publicitaire visant à sensibiliser les consommateurs et les autres parties intéressées (par exemple, construction de l'image, matériel promotionnel, moyens de radiodiffusion: radio, télévision). -Élaboration de matériel promotionnel et de documents d'information en vue d'encourager la participation. -Mise en place d'un système d'échange d'information et d'expériences efficace entre les pays Membres, y compris des mesures visant à sensibiliser davantage le secteur privé. -Aide financière pour la création d'organismes de publication, l'édition de bulletins, l'obtention de normes internationales dans la langue du pays et l'accès à Internet. -Assistance dans l'élaboration de politiques nationales de restructuration et de modernisation industrielles et de mécanismes de soutien. -Aide en vue de renforcer la participation à l'élaboration de normes internationales. -Renforcer les points d'information (notamment, financer l'achat de matériel de transmission par voie électronique et la publication d'un Journal officiel). -Assistance dans l'élaboration de catalogues des normes nationales (notamment, fournis par tous les Membres, chaque année, de préférence par voie électronique). -Formation d'experts nationaux.

II.A.2. Diffusion de renseignements¹⁴

- a) **Sur les normes, règlements techniques ou procédures d'évaluation de la conformité nationaux, étrangers, régionaux et internationaux, projetés ou adoptés, pour aider les producteurs à adapter leurs produits et leurs méthodes de production aux nouvelles prescriptions¹⁵ et accroître les possibilités d'accès aux marchés**

Situation actuelle	Problèmes, difficultés et/ou intérêts particuliers	Activités d'assistance et/ou de coopération technique requises
<ul style="list-style-type: none"> -Mise en œuvre non satisfaisante; pas de programme en cours. -Ne couvre pas tous les secteurs concernés. -S'effectue par le biais du site Web des organismes chargés de la réglementation ou des points d'information. -Des renseignements sont diffusés auprès de certaines parties intéressées, durant des ateliers et des symposiums. -Diffusés auprès d'entreprises aux niveaux national et régional. -Envoyés par courrier sous forme de publications périodiques, de publications d'avis dans les médias locaux, les chambres de commerce, les associations professionnelles, les syndicats et les organismes publics. -Chaque organisme réglementaire est chargé de diffuser ses propres mesures. -Des renseignements sont diffusés sur demande pour aider les producteurs à adapter leurs produits et leurs méthodes de production aux nouvelles prescriptions et accroître les possibilités d'accès aux marchés. -Les mesures notifiées par les Membres à l'OMC peuvent être consultées au point d'information. -Les notifications peuvent être 	<ul style="list-style-type: none"> -Manque de sensibilisation à l'importance de l'information reçue pour assurer un bon accès aux marchés. -Manque d'informations, connaissance insuffisante des dispositions de l'Accord dans le secteur privé et manque de sensibilisation à l'importance du maintien d'un contact suivi avec les autorités compétentes. -Les processus de diffusion ne sont pas efficaces. -Manque de ressources humaines et de moyens financiers permettant de renforcer les services d'information (notamment, prendre contact avec les utilisateurs possibles, organiser des ateliers sur la diffusion des renseignements et améliorer l'équipement du point d'information). -Manque de coordination entre les autorités chargées de la réglementation. -Ni les autorités chargées de la réglementation, ni les parties intéressées ne répondent aux demandes de renseignements qui leur sont envoyées. -Seuls les organismes réglementaires assurent le contrôle des bulletins, du Journal officiel ou des publications, notamment lorsqu'ils participent à l'élaboration ou à la publication d'une norme, d'un règlement technique ou d'une procédure d'évaluation de la conformité. -Il n'existe pas de système national mis en œuvre par l'intermédiaire des chambres de commerce et d'industrie qui manquent de capacités pour diffuser des renseignements de manière efficace. -Absence de lien entre le point de contact et le service "Documents en ligne" de l'OMC. -Renseignements incomplets sur le site Web. -Pas de capacités pour diffuser des renseignements par courrier électronique. 	<ul style="list-style-type: none"> -Assistance en vue d'assurer la transparence et la diffusion efficace des renseignements (notamment, mise en place d'un système d'échange électronique de données pour les entreprises, les institutions publiques locales, les institutions du gouvernement central et/ou d'un "centre d'information" chargé de la diffusion des normes [nationales et internationales], des règlements techniques et des procédures d'évaluation de la conformité). -Assistance à la diffusion de renseignements par voie électronique (notamment, amélioration du site Web concernant les points d'information et/ou mise en place d'une plate-forme technologique assurant une interface entre tous les organismes qui s'occupent des obstacles techniques au commerce). -Formation à la diffusion de renseignements en matière d'OTC. -Séminaires/ateliers concernant le fonctionnement des points d'information et l'importance de l'utilisation des normes internationales. -Partager l'expérience et les experts entre les Membres/régions (par exemple, les points d'information assurant une diffusion satisfaisante des notifications ou promotion des systèmes de mesure qui facilitent le commerce des produits de base et des ressources naturelles). -Séminaires/ateliers de sensibilisation pour les entreprises et de formation pour les producteurs locaux afin qu'ils puissent adapter leurs produits en fonction des nouvelles procédures d'évaluation de la conformité et des normes internationales. -Programmes nationaux intégrés qui offrent des ensembles de services multidisciplinaires répondant aux besoins de soutien au niveau local et aux contraintes sur le plan des capacités dans le secteur industriel. -Campagne stratégique publicitaire visant à sensibiliser les

¹⁴ Préambule de l'Accord, G/TBT/9 (paragraphe 7, 25 et 40).

¹⁵ Article 2.12.

Situation actuelle	Problèmes, difficultés et/ou intérêts particuliers	Activités d'assistance et/ou de coopération technique requises
<p>consultées grâce au service "Documents en ligne" du site Web de l'OMC.</p> <p>-Une organisation à but non lucratif, créée conjointement par les pouvoirs publics et le secteur privé, aide les producteurs à obtenir une certification internationale afin d'améliorer la qualité des produits et de la production.</p> <p>-L'interaction avec le point d'information est volontaire.</p>	<p>-Tous les organes et autres parties intéressées ne disposent pas du courrier électronique et des moyens électroniques nécessaires.</p> <p>-Le secteur privé n'a pas les moyens d'acquérir les normes internationales.</p> <p>-Les normes nationales ne sont pas publiées dans leur intégralité (uniquement leur titre). La version intégrale peut être achetée auprès de l'organisme national à activité normative.</p> <p>-Difficultés dans l'adoption de règlements techniques conformes aux normes internationales en raison de leurs aspects controversés touchant la propriété intellectuelle et des langues dans lesquelles ils sont disponibles.</p> <p>-Insuffisance de l'infrastructure et des méthodes d'évaluation de la conformité.</p>	<p>consommateurs et les autres parties intéressées (par exemple, construction de l'image, matériel promotionnel, moyens de radiodiffusion: radio, télévision et autres médias).</p> <p>-Faciliter et accroître la participation aux ARM internationaux et régionaux dans les organismes d'accréditation, les laboratoires d'étalonnage et d'essai et les organismes d'inspection.</p> <p>-Renforcer les associations professionnelles.</p> <p>-Ressources humaines et aide financière pour la création du Journal officiel/site Web chargé de la publication des normes, des règlements techniques, des procédures d'évaluation de la conformité et de la diffusion des notifications.</p>

II.A.2.

b) Sur les notifications aux parties intéressées pour recueillir leurs observations

Situation actuelle	Problèmes, difficultés et/ou intérêts particuliers	Activités d'assistance et/ou de coopération technique requises
<ul style="list-style-type: none"> -Mise en œuvre non satisfaisante. -Cela n'est pas prévu. -N'atteint pas tous les secteurs concernés. -Les renseignements sont envoyés aux parties intéressées, par la poste ou par courrier électronique, par l'intermédiaire des chambres de commerce et des associations professionnelles, du point d'information et du site Web des organismes réglementaires, accompagnés d'une demande de commentaires. -Des avis sont envoyés aux syndicats, aux associations et aux organismes gouvernementaux. -Chaque organisme réglementaire est chargé de diffuser ses propres mesures, bien que celles notifiées par l'intermédiaire de l'OMC puissent également être obtenues auprès du point d'information. -Une période d'adaptation de trois mois est prévue pour chaque projet de norme par le biais de la publication d'avis dans les médias locaux. (Journal officiel) 	<ul style="list-style-type: none"> -Les processus de diffusion ne sont pas très efficaces. -Il n'existe pas de système national mis en œuvre par l'intermédiaire des chambres de commerce et d'industrie, qui manquent de capacités pour diffuser des renseignements de manière efficace. -Manque de sensibilisation à l'importance de l'information reçue pour assurer un bon accès aux marchés. -Ni les autorités chargées de la réglementation, ni les parties intéressées ne répondent aux demandes de renseignements qui leur sont envoyées. 	<ul style="list-style-type: none"> -Formation concernant la diffusion de renseignements sur l'Accord OTC et ses dispositions en matière de transparence. -Élaborer une stratégie efficace visant à attirer les entreprises. -Campagne stratégique publicitaire visant à sensibiliser les consommateurs et les autres parties intéressées (par exemple, construction de l'image, matériel promotionnel, moyens de radiodiffusion: radio, télévision et autres médias). -Ressources humaines et aide financière pour la création du Journal officiel/site Web chargé de la publication des normes, des règlements techniques, des procédures d'évaluation de la conformité et de la diffusion des notifications.

II.A.2.

- c) **Moyens pouvant améliorer la diffusion de renseignements (par exemple, créer des chambres de commerce ou autres associations professionnelles pour canaliser les renseignements ou utiliser la transmission de renseignements par voie électronique)**

Situation actuelle	Problèmes, difficultés et/ou intérêts particuliers	Activités d'assistance et/ou de coopération technique requises
<ul style="list-style-type: none"> -Diffusion par courrier essentiellement. -Transmission par voie électronique. -Un effort est fait pour envoyer les renseignements aux chambres de commerce et aux associations professionnelles susceptibles d'être intéressées. 	<ul style="list-style-type: none"> -Les processus de diffusion ne sont pas efficaces. -Il n'existe pas de système national mis en œuvre par l'intermédiaire des chambres de commerce et d'industrie, qui manquent de capacités pour diffuser des renseignements de manière efficace. -Manque d'informations et connaissance insuffisante des dispositions de l'Accord dans le secteur privé et manque de sensibilisation à l'importance du maintien d'un contact suivi avec les autorités compétentes. -Tous les organes et autres parties intéressées ne disposent pas du courrier électronique et des moyens électroniques nécessaires. 	<ul style="list-style-type: none"> -Assistance à la diffusion de renseignements par voie électronique (notamment, amélioration du site Web concernant les points d'information et/ou mise en place d'une plate-forme technologique assurant une interface entre tous les organismes qui s'occupent des obstacles techniques au commerce). -Partager l'expérience et les experts entre les Membres/régions (par exemple, les points d'information assurant une diffusion satisfaisante des notifications ou promotion des systèmes de mesure qui facilitent le commerce des produits de base et des ressources naturelles). -Campagne stratégique publicitaire visant à sensibiliser les consommateurs et les autres parties intéressées (par exemple, construction de l'image, matériel promotionnel, moyens de radiodiffusion: radio, télévision et autres médias). -Ressources humaines et aide financière pour la création du Journal officiel/site Web chargé de la publication des normes, des règlements techniques, des procédures d'évaluation de la conformité et de la diffusion des notifications.

II.A.3. *Coopération et coordination avec le secteur privé*

- **En ce qui concerne les ARM, les arrangements d'équivalence et d'harmonisation, ou pour fournir une assistance en ce qui concerne les mesures que les producteurs doivent prendre s'ils désirent avoir accès à des systèmes d'évaluation de la conformité appliqués par des organismes du ressort territorial d'autres Membres**

Situation actuelle	Problèmes, difficultés et/ou intérêts particuliers	Activités d'assistance et/ou de coopération technique requises
<p>-Aucun plan de coopération ou de coordination n'a été établi. Toutefois, des renseignements ont été fournis.</p> <p>-La coordination n'est pas adéquate.</p> <p>-Existe par le biais d'organisations pertinentes aux niveaux national et régional.</p> <p>-Assurées par le biais des chambres de commerce et des fédérations professionnelles.</p> <p>-Bien qu'aucun ARM n'ait été signé, le secteur privé a accès à des systèmes d'évaluation de la conformité appliqués par des organismes du ressort territorial d'autres Membres.</p> <p>-Des accords ont été conclus avec des associations professionnelles pour l'élaboration de normes techniques et l'utilisation de procédures d'évaluation de la conformité.</p> <p>-Le secteur privé est parfois sollicité pour fournir une assistance à titre consultatif.</p> <p>-Des renseignements concernant les procédures d'évaluation de la conformité sont disponibles à la bibliothèque et sur le site Web.</p>	<p>-Manque de compréhension des avantages des ARM.</p> <p>-Manque de moyens pour prendre contact avec les utilisateurs possibles.</p> <p>-Manque de sensibilisation à l'importance du maintien d'un contact suivi avec les autorités compétentes.</p> <p>-Manque de moyens financiers pour les ARM dans la réalisation des objectifs.</p> <p>-Participation inégale des petites entreprises et des grandes entreprises aux ARM.</p> <p>-Manque de capacités techniques.</p> <p>-Faibles capacités dans les associations du secteur privé.</p>	<p>-Mener des activités réglementaires découlant des ARM et améliorer la connaissance de leur contenu et de leur importance.</p> <p>-Promouvoir les ARM dans le secteur privé.</p> <p>-Ateliers concernant l'élaboration et le fonctionnement des ARM.</p> <p>-Renforcement des capacités pour répondre aux besoins d'assistance technique du secteur privé.</p> <p>-Ressources techniques/financières permettant aux PME de mettre en place des systèmes qualité, de gestion de l'environnement et de sécurité sanitaire des produits alimentaires susceptibles d'être certifiés et reconnus au niveau international.</p> <p>-Création d'une institution pour la formation d'experts aux équipements des technologies de l'information.</p>

II. POINTS CONCERNANT LE FAIT DE TIRER PARTI DE L'ACCORD OTC ET LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

B. ACCÈS AUX MARCHÉS ET RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

1. Questions concernant l'accès aux marchés

- a) **Données d'expérience précises concernant les exportations qui se voient refuser l'accès pour des raisons tenant aux prescriptions en vigueur sur les marchés en matière de normes, de règlements techniques et d'évaluation de la conformité (par exemple, prescriptions relatives au marquage, à l'étiquetage, à l'échantillonnage, aux certificats ou aux essais)**

Situation actuelle	Problèmes, difficultés et/ou intérêts particuliers	Activités d'assistance et/ou de coopération technique requises
<p>-Manque de renseignements au sujet de problèmes particuliers d'accès aux marchés; le secteur privé ne communique généralement pas ce type de problème aux autorités compétentes.</p> <p>-Problèmes liés aux mesures OTC et SPS.</p> <p>-Problèmes découlant de la non-reconnaissance des résultats d'évaluation de la conformité (notamment, des certificats de conformité) délivrés par des organismes nationaux accrédités.</p> <p>-Problèmes et charges additionnelles découlant de mesures concernant les technologies nouvelles et de pointe (notamment, les produits respectueux de l'environnement et les OGM).</p> <p>-Connaissance insuffisante des prescriptions des autres pays en matière de certification. Cette situation a donné lieu à un système de double certification et à des coûts élevés.</p>	<p>-Connaissance insuffisante de l'Accord et du règlement des différends commerciaux.</p> <p>-Le secteur privé n'a pas l'habitude d'informer les autorités compétentes des problèmes auxquels il se heurte en matière d'exportations.</p> <p>-Les autorités compétentes manquent de moyens pour joindre les exportateurs.</p> <p>-Connaissance insuffisante des règlements techniques et de l'accès au marché.</p> <p>-Insuffisance de moyens techniques et financiers pour actualiser les normes nationales et les équipements.</p> <p>-Manque de laboratoires agréés et d'organismes d'évaluation de la conformité.</p> <p>-Équipement insuffisant, en particulier pour la métrologie et l'étalonnage.</p> <p>-Manque de connaissances spécialisées et de ressources pour aider les exportateurs dans certains secteurs.</p> <p>-Difficultés d'accès aux règlements techniques des pays importateurs.</p> <p>-Non-reconnaissance des résultats d'évaluation de la conformité délivrés par des organismes nationaux.</p> <p>-Difficultés de mise en conformité des prescriptions techniques.</p> <p>-Manque d'harmonisation en ce qui concerne les normes, la métrologie et les procédures d'évaluation de la conformité.</p>	<p>-Assistance dans l'élaboration d'un inventaire des procédures d'évaluation de la conformité et des règlements techniques d'autres pays membres.</p> <p>-Renforcer les capacités du secteur privé à respecter les règlements techniques et les procédures d'évaluation de la conformité des marchés locaux et d'exportation et à assurer la qualité.</p> <p>-Formation et ateliers/séminaires destinés au secteur privé (notamment, sur l'accès aux marchés, les droits et les avantages dans le cadre de l'OMC/OTC, formation d'experts concernant les procédures d'évaluation de la conformité et l'élaboration de matériel).</p> <p>-Formation (séminaires/ateliers, par exemple) en ce qui concerne l'écoétiqetage, l'écodesign, l'analyse du cycle de vie, la responsabilité environnementale et l'évaluation des risques; formation d'experts en matériel et logiciels informatiques pour pouvoir créer la base de données/les inventaires nécessaires pour procéder à des évaluations environnementales et formation concernant le recyclage, la récupération, les technologies plus propres de gestion des déchets dangereux.</p> <p>-Échange d'expériences nationales (notamment, accès aux marchés et gestion des laboratoires).</p> <p>-Assistance juridique sur les moyens de contester les prescriptions techniques d'autres Membres lorsqu'elles sont incompatibles avec les règles de l'OMC.</p> <p>-Renforcer les capacités techniques des organismes d'évaluation de la conformité existants (notamment, laboratoires et organismes d'accréditation) et promouvoir la reconnaissance de leurs résultats d'évaluation.</p> <p>-Créer un institut de métrologie national.</p> <p>-Campagne stratégique publicitaire visant à sensibiliser les consommateurs et les autres parties intéressées (par exemple, construction de l'image, matériel promotionnel, moyens de radiodiffusion: radio, télévision et autres médias).</p>

II.B.1.

- b) **Données d'expérience précises concernant les produits qui ont des difficultés à satisfaire aux prescriptions étrangères (par exemple, en raison du manque de ressources techniques et d'infrastructure comme des organismes de métrologie, d'étalonnage ou des laboratoires agréés dans le pays)**

Situation actuelle	Problèmes, difficultés et/ou intérêts particuliers	Activités d'assistance et/ou de coopération technique requises
<p>-Manque de renseignements au sujet de problèmes particuliers d'accès aux marchés; le secteur privé ne communique généralement pas ce type de problème aux autorités compétentes.</p> <p>-Problèmes liés aux mesures OTC et SPS.</p> <p>-Problèmes et charges additionnelles découlant de mesures concernant les technologies nouvelles et de pointe.</p> <p>-Problèmes découlant de l'évaluation de la conformité et de la non-reconnaissance des certificats délivrés par des organismes nationaux accrédités.</p> <p>-Difficultés d'accès aux marchés pour des produits tels que le poisson, les câbles, les matelas, les installations d'électricité et de gaz, les pneus, etc.</p> <p>-Les produits alimentaires satisfont difficilement aux prescriptions relatives aux essais, à l'étiquetage et à la mise en conserve énoncées dans les règlements techniques.</p>	<p>-Le secteur privé n'a pas l'habitude d'informer les autorités compétentes des problèmes auxquels il se heurte en matière d'exportations.</p> <p>-Les autorités compétentes manquent de moyens pour joindre les exportateurs.</p> <p>-Formation insuffisante en matière de règlement des différends commerciaux.</p> <p>-Manque de connaissances spécialisées et de ressources pour aider les exportateurs dans certains secteurs.</p> <p>-Il n'est pas facile d'avoir accès aux règlements techniques des pays importateurs.</p> <p>-Difficultés à respecter les prescriptions techniques établies par les marchés importateurs.</p> <p>-Non-reconnaissance des certificats de conformité délivrés par des organismes nationaux.</p> <p>-Manque de ressources techniques, à l'échelle du pays, pour actualiser les normes.</p>	<p>-Renforcer les capacités du secteur privé à respecter les prescriptions des marchés et à assurer la qualité.</p> <p>-Formation et ateliers/séminaires destinés au secteur privé (notamment, concernant l'accès aux marchés, les droits et les avantages dans le cadre de l'OMC/OTC, la formation d'experts, l'élaboration de matériel, etc.).</p> <p>-Échange d'expériences nationales (notamment, accès aux marchés et gestion des laboratoires).</p> <p>-Assistance juridique sur les moyens de contester les prescriptions techniques d'autres Membres lorsqu'elles sont incompatibles avec les règles de l'OMC.</p> <p>-Renforcer les capacités techniques des laboratoires existants afin d'obtenir la reconnaissance internationale.</p> <p>-Créer un institut de métrologie national.</p> <p>-Campagne stratégique publicitaire visant à sensibiliser les consommateurs et les autres parties intéressées (par exemple, construction de l'image, matériel promotionnel, moyens de radiodiffusion: radio, télévision et autres médias).</p>

II.B.2. Élaboration d'une stratégie nationale

- Comme une stratégie nationale visant à sensibiliser les parties intéressées (par exemple, décideurs, praticiens de l'évaluation de la conformité et entreprises) aux exigences de qualité et à la métrologie, ainsi qu'aux prescriptions en matière de surveillance du marché, et de responsabilité du fait du produit

Situation actuelle	Problèmes, difficultés et/ou intérêts particuliers	Activités d'assistance et/ou de coopération technique requises
<ul style="list-style-type: none"> -Il n'existe pas de stratégie nationale spécifique. -Une sensibilisation aux exigences de qualité n'est pas envisageable compte tenu du manque de législation pertinente. -Une stratégie nationale est en place. -Vise à relever les normes d'enseignement et de santé et à promouvoir la compétitivité des PME locales. -Informelle et/ou limitée chez les parties intéressées. -Existe par le biais de séminaires, d'ateliers ou de symposiums. -La promotion de la qualité et de la métrologie fait partie des objectifs institutionnels stratégiques. -Une nouvelle loi "sur les règlements techniques, la normalisation et l'évaluation de la conformité" est en cours d'élaboration. -Un programme vise à sensibiliser les agriculteurs à l'accroissement des exportations agricoles, notamment aux exigences en matière de qualité, d'emballage et d'étiquetage. - La stratégie nationale a été élaborée avec la participation active d'entreprises, d'associations, d'organismes gouvernementaux, d'universitaires et autres parties intéressées. -La stratégie met l'accent sur la participation à des activités normatives internationales, la facilitation des échanges, la pertinence et l'opportunité par rapport aux marchés de l'élaboration de normes, la formation d'experts, la mise en œuvre et l'utilisation d'outils de commercialisation et des technologies de l'information pour promouvoir l'élaboration de normes. 	<ul style="list-style-type: none"> -Manque de ressources humaines, techniques et financières pour mener une action de sensibilisation à ces questions. -Difficultés à engager du personnel hautement qualifié en nombre suffisant. -Connaissance et compréhension du sujet insuffisantes. -Manque d'expérience pour élaborer une stratégie globale efficace. -Manque de moyens financiers pour lancer un tel programme. -Surveillance du marché et responsabilité du fait du produit insuffisantes. 	<ul style="list-style-type: none"> Formation de fonctionnaires (notamment, sensibilisation, formation de formateurs). -Mise en œuvre d'une stratégie efficace pour atteindre le secteur privé et renforcer sa connaissance et sa capacité à respecter la réglementation du pays importateur (notamment, obtenir l'accès aux marchés). -Assistance dans l'évaluation de la situation actuelle et la mise en place d'une stratégie avec les parties intéressées au niveau local. -Échange d'experts. -Échange d'expériences avec d'autres Membres concernant l'élaboration d'une stratégie nationale. -Formation à la mise en place d'un système rationnel de surveillance du marché et de lois sur la responsabilité du fait des produits. -Renforcer les capacités de l'infrastructure nationale de métrologie et sa présence au niveau international, en particulier dans le domaine de la chimie, des matériaux de référence certifiés, de la santé, de l'alimentation et de la biologie. -Campagne stratégique publicitaire visant à sensibiliser les consommateurs et les autres parties intéressées (par exemple, construction de l'image, matériel promotionnel, moyens de radiodiffusion: radio, télévision et autres médias).

ANNEXE 1

CLASSEMENT DES BESOINS PAR ORDRE DE PRIORITÉ

BRUNÉI DARUSSALAM (JOB(02)/99)

A. *Quels sont vos besoins en matière d'assistance technique, de coopération technique ou de renforcement des capacités dans le domaine des OTC qui ont la priorité absolue? (Prière également d'expliquer ou de justifier ces besoins.)*

1. Accroître les connaissances spécialisées sur les questions relatives aux OTC (y compris les compétences en matière de notification)
2. Créer et mettre en application un cadre juridique
3. Fournir une infrastructure matérielle et mettre en œuvre le processus national de normalisation
4. Accroître les compétences en matière de négociation
5. Gérer le règlement des différends

B. *Quelle est la place de ces besoins dans l'ensemble de vos besoins en matière d'assistance technique et de renforcement des capacités dans le domaine du commerce (autrement dit, certains de ces besoins sont-ils jugés prioritaires au niveau national par les autorités ou organismes compétents et par les parties intéressées)?*

Actuellement le Brunéi ne dispose pas d'un organisme national de normalisation. Les normes en vigueur s'appliquent presque exclusivement au secteur de la construction. Ces normes sont administrées par le Ministère du développement qui est également devenu le point de coordination de facto pour toutes les informations relatives aux OTC. Le Brunéi n'a formellement notifié à l'OMC aucun point d'information en ce qui concerne les OTC et débat actuellement de la manière d'aborder des questions plus vastes de normalisation et du point de savoir s'il est souhaitable de créer une entité centralisée. Il est également confronté à des difficultés pour établir des notifications relatives aux OTC.

C. *Avez-vous reçu dans le passé une assistance dans ces domaines classés par ordre de priorité? Dans l'affirmative, quand et de qui?*

Oui, seulement pour des activités générales de sensibilisation à l'Accord OTC, organisées par l'ISO et l'OMC au Japon (un participant) et à Bangkok (deux participants)

D. *Recevez-vous actuellement une assistance dans ces domaines classés par ordre de priorité? Dans l'affirmative, de qui?*

Symposium de l'APEC sur le manuel de l'OMC relatif aux notifications et aux points d'information en ce qui concerne les OTC/SPS – Projet de libéralisation et de facilitation du commerce et de l'investissement de l'APEC – qui s'est tenu à Bangkok, du 29 au 31 mai 2002 (deux participants)

E. *Avez-vous pris contact avec des donateurs pour vous aider à répondre à ces besoins? Dans l'affirmative, quand et à qui vous êtes-vous adressé?*

Pas de détails

F. *Pouvez-vous indiquer les donateurs qui, à votre avis, seraient bien placés pour vous aider à répondre à ces besoins particuliers? Ou pensez-vous qu'un arrangement de coopération technique ou un arrangement régional serait une solution possible?*

La coopération technique et un arrangement régional sont une solution possible. Les donateurs peuvent offrir une formation interne dans des domaines spécialisés. Les donateurs sont notamment l'ISO, les CE, les États-Unis, le Japon et le CER.

G. Toute autre question devant être abordée

La formation interne est plus efficace, suivie d'une formation en détachement dispensée dans les points de notification ou d'information dans d'autres Membres.

ARGENTINE (JOB(02)/99/Add.1)

A. *Quels sont vos besoins en matière d'assistance technique, de coopération technique ou de renforcement des capacités dans le domaine des OTC qui ont la priorité absolue? (Prière également d'expliquer ou de justifier ces besoins.)*

1. E. 3. a): L'assistance technique et la coopération seraient souhaitables afin d'éviter la persistance de la difficulté mentionnée sous ce point et ses conséquences préjudiciables.

2. I. D. 3. a): La participation aux activités normatives internationales dans des domaines d'intérêt particulier sur le plan national est soumise aux contraintes budgétaires. Aussi serait-il extrêmement important de rendre possible cette participation.

3. I. B. 1. c): Faciliter l'accès aux moyens mentionnés sous ce point afin d'améliorer le fonctionnement du point d'information national OMC-OTC.

4. I. C. 4.: Fournir une assistance et une coopération, dans les limites de ce qui est prévu par le programme, pour le développement des organismes publics d'évaluation de la conformité avec les règlements techniques.

B. *Quelle est la place de ces besoins dans l'ensemble de vos besoins en matière d'assistance technique et de renforcement des capacités dans le domaine du commerce (autrement dit, certains de ces besoins sont-ils jugés prioritaires au niveau national par les autorités ou organismes compétents et par les parties intéressées)?*

Ces besoins sont jugés prioritaires par les organismes nationaux qui s'occupent de ces questions.

C. *Avez-vous reçu dans le passé une assistance dans ces domaines classés par ordre de priorité? Dans l'affirmative, quand et de qui?*

Une assistance a déjà été reçue, notamment en ce qui concerne le fonctionnement du point d'information.

D. *Recevez-vous actuellement une assistance dans ces domaines classés par ordre de priorité? Dans l'affirmative, de qui?*

Des activités relatives à la question susmentionnée sont actuellement organisées.

E. *Avez-vous pris contact avec des donateurs pour vous aider à répondre à ces besoins? Dans l'affirmative, quand et à qui vous êtes-vous adressé?*

F. Pouvez-vous indiquer les donateurs qui, à votre avis, seraient bien placés pour vous aider à répondre à ces besoins particuliers? Ou pensez-vous qu'un arrangement de coopération technique ou un arrangement régional serait une solution possible?

G. Toute autre question devant être abordée.

MACAO, CHINE (JOB(02)/99/Add.2)

A. *Quels sont vos besoins en matière d'assistance technique, de coopération technique ou de renforcement des capacités dans le domaine des OTC qui ont la priorité absolue? (Prière également d'expliquer ou de justifier ces besoins.)*

1. Formation en ce qui concerne l'Accord OTC pour encourager et renforcer la sensibilisation à l'Accord
2. Formation en matière de notification de manière à renforcer la capacité des fonctionnaires de mettre en œuvre l'Accord
3. Renseignements sur les normes et règlements techniques internationaux importants pour faciliter l'adoption de ces normes
4. Séminaires/ateliers sur le cadre et l'incidence du deuxième examen triennal de l'Accord
5. Formation des formateurs nationaux en ce qui concerne l'Accord OTC pour assurer une meilleure diffusion des règlements de l'OMC

B. *Quelle est la place de ces besoins dans l'ensemble de vos besoins en matière d'assistance technique et de renforcement des capacités dans le domaine du commerce (autrement dit, certains de ces besoins sont-ils jugés prioritaires au niveau national par les autorités ou organismes compétents et par les parties intéressées)?*

Les besoins 1 à 3 susmentionnés sont jugés prioritaires au niveau intérieur.

C. *Avez-vous reçu dans le passé une assistance dans ces domaines classés par ordre de priorité? Dans l'affirmative, quand et de qui?*

Non

D. *Recevez-vous actuellement une assistance dans ces domaines classés par ordre de priorité? Dans l'affirmative, de qui?*

Non

E. *Avez-vous pris contact avec des donateurs pour vous aider à répondre à ces besoins? Dans l'affirmative, quand et à qui vous êtes-vous adressé?*

Non.

F. *Pouvez-vous indiquer les donateurs qui, à votre avis, seraient bien placés pour vous aider à répondre à ces besoins particuliers? Ou pensez-vous qu'un arrangement de coopération technique ou un arrangement régional serait une solution possible?*

L'assistance technique fournie par le Secrétariat de l'OMC serait une solution possible. Macao, Chine se félicite également des activités de coopération menées au niveau régional.

G. *Toute autre question devant être abordée.*

Non

SINGAPOUR (JOB(02)/99/Add.3)

A. *Quels sont vos besoins en matière d'assistance technique, de coopération technique ou de renforcement des capacités dans le domaine des OTC qui ont la priorité absolue? (Prière également d'expliquer ou de justifier ces besoins.)*

B. *Quelle est la place de ces besoins dans l'ensemble de vos besoins en matière d'assistance technique et de renforcement des capacités dans le domaine du commerce (autrement dit, certains de ces besoins sont-ils jugés prioritaires au niveau national par les autorités ou organismes compétents et par les parties intéressées)?*

C. *Avez-vous reçu dans le passé une assistance dans ces domaines classés par ordre de priorité? Dans l'affirmative, quand et de qui?*

NON.

D. *Recevez-vous actuellement une assistance dans ces domaines classés par ordre de priorité? Dans l'affirmative, de qui?*

NON.

E. *Avez-vous pris contact avec des donateurs pour vous aider à répondre à ces besoins? Dans l'affirmative, quand et à qui vous êtes-vous adressé?*

F. *Pouvez-vous indiquer les donateurs qui, à votre avis, seraient bien placés pour vous aider à répondre à ces besoins particuliers? Ou pensez-vous qu'un arrangement de coopération technique ou un arrangement régional serait une solution possible?*

BRÉSIL (JOB(02)/99/Add.5)

A. *Quels sont vos besoins en matière d'assistance technique, de coopération technique ou de renforcement des capacités dans le domaine des OTC qui ont la priorité absolue? (Prière également d'expliquer ou de justifier ces besoins.)*

1. Sensibiliser aux prescriptions de l'Accord OTC au niveau fédéral et aux niveaux des États et des collectivités locales, qu'il s'agisse d'entités publiques ou du secteur privé.
2. Offrir aux organismes nationaux de réglementation une formation sur l'élaboration de règlements techniques fondés sur les principes OTC. Diffuser ces pratiques par le biais des associations locales pour que les organismes de réglementation aux niveaux des États et des collectivités locales puissent les appliquer.
3. Aider l'organisme national de normalisation (ABTN) dans la mise en œuvre du Code de pratique pour l'élaboration, l'adoption et l'application des normes. (Guide ISO 60).
4. Promouvoir les activités de formation au siège de l'OMC destinées aux responsables des organismes de réglementation qui n'ont pas encore adhéré aux points d'information.
5. Établir une base de renseignements sur la commercialisation afin de renforcer l'interaction des 5 000 entreprises brésiliennes les plus importantes et du point d'information.

B. *Quelle est la place de ces besoins dans l'ensemble de vos besoins en matière d'assistance technique et de renforcement des capacités dans le domaine du commerce (autrement dit, certains de ces besoins sont-ils jugés prioritaires au niveau national par les autorités ou organismes compétents et par les parties intéressées)?*

Oui, les activités susmentionnées représentent, d'après le gouvernement central, les trois priorités essentielles pour la mise en œuvre complète de l'Accord OTC aux trois niveaux - gouvernement fédéral, États et collectivités locales - et répondraient aux besoins du secteur public et du secteur privé.

C. *Avez-vous reçu dans le passé une assistance dans ces domaines classés par ordre de priorité? Dans l'affirmative, quand et de qui?*

Oui. En 1996, le point d'information brésilien a reçu une assistance technique dans les domaines susmentionnés, durant un séminaire de deux jours organisé par le Comité des obstacles techniques à Rio de Janeiro. Cependant, notre objectif, qui était de diffuser ces pratiques à d'autres niveaux des pouvoirs publics, n'a pas été atteint.

D. *Recevez-vous actuellement une assistance dans ces domaines classés par ordre de priorité? Dans l'affirmative, de qui?*

- a) Non. Les activités de formation organisées à l'intention du personnel de l'Inmetro en 1996 ont été abandonnées.
- b)

E. Avez-vous pris contact avec des donateurs pour vous aider à répondre à ces besoins? Dans l'affirmative, quand et à qui vous êtes-vous adressé?

Oui. En avril/mai 2002, l'Inmetro a commencé à coopérer avec l'OMC, la CNUCED et le CCI en vue d'identifier les activités de consultation/de formation possibles de même que les organismes de financement susceptibles de les soutenir.

F. Pouvez-vous indiquer les donateurs qui, à votre avis, seraient bien placés pour vous aider à répondre à ces besoins particuliers? Ou pensez-vous qu'un arrangement de coopération technique ou un arrangement régional serait une solution possible?

Les organismes de financement traditionnels, qui soutiennent actuellement de telles initiatives sont les suivantes: la Banque mondiale, la Banque interaméricaine de développement, l'ONUDI et l'Agence interaméricaine pour la coopération et le développement. En ce qui concerne le Code de pratique pour les règlements techniques, l'Inmetro a identifié le Département du commerce et de l'industrie du Royaume-Uni comme étant un partenaire possible pour une première analyse d'impact des réglementations. L'Inmetro estime qu'un tel guide permettra de s'assurer que les règlements publiés sont nécessaires et efficaces pour obtenir les avantages souhaités. Il permettra aussi de s'assurer que les coûts et risques qui en découlent sont justifiés et que la charge pour les PME est réduite au minimum.

G. Toute autre question devant être abordée.

COOPÉRATION ET/OU ASSISTANCE TECHNIQUE QUI POURRAIT ÊTRE FOURNIE PAR L'INMETRO

1. Soutien aux pays les moins avancés pour la conception, la mise en place, l'organisation et le fonctionnement de leurs points d'information, tel qu'il est prévu dans l'Accord OTC.
2. Coopération pour la mise en place de portails dans le but d'aider les exportateurs des PMA, que ce soit pour l'identification et la suppression des obstacles techniques ou pour l'utilisation d'instruments tels que "Alerta Exportador!"
3. Assistance technique aux pays les moins avancés pour que leurs organismes de réglementation se conforment aux prescriptions et aux principes du Code de pratique pour les règlements techniques de l'Accord OTC.
4. Assistance technique aux pays les moins avancés qui soit adaptée à leurs besoins et leur permette de mettre en œuvre leurs procédures d'évaluation de la conformité tout en s'assurant que celles-ci respectent l'Accord OTC.
5. Assistance technique et administrative aux organismes d'accréditation et à leurs réseaux de laboratoires d'essais et d'étalonnage respectifs dans les pays les moins avancés, et mise à disposition des instruments nécessaires pour qu'ils opèrent conformément aux prescriptions de l'Accord OTC.

INDONÉSIE (JOB(02)/99/Add.6)

A. *Quels sont vos besoins en matière d'assistance technique, de coopération technique ou de renforcement des capacités dans le domaine des OTC qui ont la priorité absolue? (Prière également d'expliquer ou de justifier ces besoins.)*

1. Élaborer des procédures/un système pour appuyer la coordination entre les diverses institutions gouvernementales chargées de l'application de l'Accord OTC
2. Concevoir et établir un groupe de travail chargé de traiter les questions concernant les obstacles techniques au commerce dans le cadre de l'OMC.
3. Matériel et logiciels informatiques pour appuyer la mise en œuvre des activités en rapport avec les obstacles techniques au commerce dans le cadre de l'OMC.

B. *Quelle est la place de ces besoins dans l'ensemble de vos besoins en matière d'assistance technique et de renforcement des capacités dans le domaine du commerce (autrement dit, certains de ces besoins sont-ils jugés prioritaires au niveau national par les autorités ou organismes compétents et par les parties intéressées)?*

Les trois activités ci-dessus sont celles dont nous avons le plus besoin pour organiser en Indonésie les activités en rapport avec les obstacles techniques au commerce.

C. *Avez-vous reçu dans le passé une assistance dans ces domaines classés par ordre de priorité? Dans l'affirmative, quand et de qui?*

Nous avons reçu une assistance technique de la part du gouvernement japonais (JICA), mais elle s'est limitée à l'organisation d'un atelier pour aider à mieux comprendre l'Accord OTC.

D. *Recevez-vous actuellement une assistance dans ces domaines classés par ordre de priorité? Dans l'affirmative, de qui?*

Non

E. *Avez-vous pris contact avec des donateurs pour vous aider à répondre à ces besoins? Dans l'affirmative, quand et à qui vous êtes-vous adressé?*

Oui, nous avons pris contact avec l'UE et avons déjà présenté notre projet de proposition qui doit être examiné par les experts de l'UE (à la fin de juin 2002).

F. *Pouvez-vous indiquer les donateurs qui, à votre avis, seraient bien placés pour vous aider à répondre à ces besoins particuliers? Ou pensez-vous qu'un arrangement de coopération technique ou un arrangement régional serait une solution possible?*

Étant donné que l'UE et l'Indonésie souhaitent vivement développer leurs relations commerciales et que l'Indonésie pense que l'UE est l'une des principales destinations de ses exportations, nous considérons que l'UE est particulièrement bien placée pour nous aider.

G. *Toute autre question devant être abordée.*

THAÏLANDE (JOB(02)/99/Add.8)

- A. *Quels sont vos besoins en matière d'assistance technique, de coopération technique ou de renforcement des capacités dans le domaine des OTC qui ont la priorité absolue? (Prière également d'expliquer ou de justifier ces besoins.)***
1. Séminaires/ateliers de sensibilisation sur:
 - La mise en œuvre et l'administration de l'Accord OTC.
 - Les obligations de notification.
 - Les bonnes pratiques de réglementation.
 2. Séminaires/ateliers sur:
 - Le recyclage/la récupération/les technologies plus propres de gestion des déchets dangereux.
 - L'accès aux marchés pour les pays en développement.
 3. Formation en ce qui concerne:
 - Les normes et guides internationaux pour l'évaluation de la conformité.
 - L'écodesign, l'analyse du cycle de vie et la responsabilité environnementale, la collecte de données pour les fiches signalétiques sur la sécurité d'utilisation des produits, l'évaluation des risques (évaluation des risques ciblée).
 - La déclaration des fournisseurs.
 - La façon de conclure des ARM.
 - L'écodesign, l'écoétiquetage, l'analyse du cycle de vie et la responsabilité environnementale, la collecte de données pour les fiches signalétiques sur la sécurité d'utilisation des produits, l'évaluation des risques (évaluation des risques ciblée).
 4. Experts et matériel informatique:
 - Conférenciers pour des séminaires et des ateliers qui seront organisés à Bangkok à l'intention des organismes publics compétents et des parties intéressées.
 - Experts en matériel et logiciel informatiques pour pouvoir créer la base de données/les inventaires dont nous avons besoin pour procéder à des évaluations environnementales sur la base des prescriptions de l'UE.
 - Experts pour nous aider à utiliser les technologies appropriées de recyclage et de récupération en relation avec la Directive relative aux déchets d'équipements électriques et électroniques.
 - Experts connaissant les directives connexes de l'UE pour aider les experts locaux à élaborer un projet de plan d'action.

B. *Quelle est la place de ces besoins dans l'ensemble de vos besoins en matière d'assistance technique et de renforcement des capacités dans le domaine du commerce (autrement dit, certains de ces besoins sont-ils jugés prioritaires au niveau national par les autorités ou organismes compétents et par les parties intéressées)?*

Ces besoins sont jugés prioritaires au niveau national par les autorités nationales et les organismes compétents et par les parties intéressées.

C. *Avez-vous reçu dans le passé une assistance dans ces domaines classés par ordre de priorité? Dans l'affirmative, quand et de qui?*

- Séminaire ISO/OMC/TISI sur l'évaluation de la conformité et son rôle dans le commerce international, 10 et 11 octobre 2000.
- Atelier JICA/TISI sur le renforcement des capacités en relation avec l'Accord OTC de l'OMC, 12 et 13 février 2002.
- Atelier ISO/OMC/JISC sur les moyens d'accroître la participation des pays en développement et des économies en transition aux travaux internationaux de normalisation, 14 et 15 février 2002.
- Symposium de l'APEC sur les procédures de notification prévues par l'Accord de l'OMC sur les obstacles techniques au commerce et l'Accord de l'OMC sur les mesures sanitaires et phytosanitaires, 29-31 mai 2002, financé par la Nouvelle-Zélande.

D. *Recevez-vous actuellement une assistance dans ces domaines classés par ordre de priorité? Dans l'affirmative, de qui?*

- Deuxième atelier JICA/TISI sur le renforcement des capacités en relation avec l'Accord OTC de l'OMC, 27 et 28 août 2002:
 - Acquérir une plus grande expérience en ce qui concerne la participation à des activités normatives au niveau international.
 - Améliorer la capacité de négociation au Comité OTC et dans les organismes internationaux à activité normative.

E. *Avez-vous pris contact avec des donateurs pour vous aider à répondre à ces besoins? Dans l'affirmative, quand et à qui vous êtes-vous adressé?*

La Thaïlande a pris contact avec l'UE en 2001 en vue d'obtenir une assistance pour le projet dénommé "Transfert de technologies de récupération des déchets dangereux: étude de cas sur les déchets d'équipements électriques et électroniques", mais elle n'a pas reçu de réponse.

F. *Pouvez-vous indiquer les donateurs qui, à votre avis, seraient bien placés pour vous aider à répondre à ces besoins particuliers? Ou pensez-vous qu'un arrangement de coopération technique ou un arrangement régional serait une solution possible?*

Les donateurs susceptibles de répondre à ces besoins sont les suivants:

- L'OMC.
- La CEE/ONU (pour la gestion des déchets dangereux).
- N'importe quelle organisation internationale.
- Les pays Membres qui pourraient mettre des experts à notre disposition.

G. *Toute autre question devant être abordée.*

Non.

CHILI (JOB(02)/99/Add.10)

A. *Quels sont vos besoins en matière d'assistance technique, de coopération technique ou de renforcement des capacités dans le domaine des OTC qui ont la priorité absolue? (Prière également d'expliquer ou de justifier ces besoins.)*

B. *Quelle est la place de ces besoins dans l'ensemble de vos besoins en matière d'assistance technique et de renforcement des capacités dans le domaine du commerce (autrement dit, certains de ces besoins sont-ils jugés prioritaires au niveau national par les autorités ou organismes compétents et par les parties intéressées)?*

C. *Avez-vous reçu dans le passé une assistance dans ces domaines classés par ordre de priorité? Dans l'affirmative, quand et de qui?*

D. *Recevez-vous actuellement une assistance dans ces domaines classés par ordre de priorité? Dans l'affirmative, de qui?*

E. *Avez-vous pris contact avec des donateurs pour vous aider à répondre à ces besoins? Dans l'affirmative, quand et à qui vous êtes-vous adressé?*

F. *Pouvez-vous indiquer les donateurs qui, à votre avis, seraient bien placés pour vous aider à répondre à ces besoins particuliers? Ou pensez-vous qu'un arrangement de coopération technique ou un arrangement régional serait une solution possible?*

G. *Toute autre question devant être abordée.*

Le Chili a fait des efforts majeurs pour respecter ses obligations au titre de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce. Il subsiste toutefois certaines lacunes en ce qui concerne le niveau de connaissance des différents intervenants nationaux à l'égard des droits et obligations découlant de l'Accord ainsi que l'absence d'un instrument juridique garantissant la mise en œuvre efficace de l'Accord. On tente actuellement de régler cette question.

PHILIPPINES (JOB(02)/99/Add.11)

A. Quels sont vos besoins en matière d'assistance technique et de renforcement des capacités dans le domaine des otc qui ont la priorité absolue?

Les besoins prioritaires des Philippines sont axés sur les domaines suivants:

1. **Assistance technique** destinée à améliorer l'infrastructure technique des organismes publics de réglementation (laboratoires d'essais/d'étalonnages) en vue de la mise en place d'un système de certification fiable dans lequel les partenaires commerciaux du pays aient confiance. Il faut également procéder à l'examen et assurer le suivi des activités destinées à améliorer l'infrastructure technique.
2. **Renforcement des capacités**, en particulier dans les domaines suivants:
 - Connaissances spécialisées en ce qui concerne les systèmes de l'OMC (mise en œuvre et administration de l'Accord de l'OMC).
 - Connaissances spécialisées dans des domaines déterminés (normes et conformité).
 - Examen des lois et politiques relatifs à l'engagement pris par les Philippines de respecter les prescriptions de l'Accord OTC de l'OMC

Ces besoins sont expliqués de manière plus approfondie dans le tableau ci-dessous:

DOMAINE	BESOINS EN MATIÈRE D'ASSISTANCE TECHNIQUE	BESOINS EN MATIÈRE DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS
Administration et mise en œuvre de l'Accord OTC		<p>Envoi d'un expert OTC aux Philippines (mission de consultation)</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Évaluation de la situation actuelle des Philippines au regard des prescriptions de l'Accord OTC de l'OMC, y compris l'examen des lois et politiques relatifs au cadre juridique du pays. ➤ Conception et élaboration d'un plan général de mise en œuvre, de stratégies et d'un calendrier (combinaison de plusieurs activités: stages de formation, appui systématique en matière de consultation, documentation et lancement d'une campagne d'éducation et d'information). ➤ Application du système au moyen du plan général avec l'aide d'un expert qui fournit des orientations pour le système, participe aux réunions et donne des conseils au sujet de telle ou telle question, en fonction des besoins.

DOMAINE	BESOINS EN MATIÈRE D'ASSISTANCE TECHNIQUE	BESOINS EN MATIÈRE DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS
		<p>➤ Suivi, examen et finalisation du plan général de mise en œuvre (examen et suivi des mesures correctives pour mettre au point l'application de l'Accord).</p> <p>Organisation d'un symposium sur l'Accord OTC de l'OMC mettant l'accent sur les concepts et les obligations en matière de notification et l'Annexe 3 de l'Accord (Code de pratique pour l'élaboration, l'adoption et l'application des normes).</p> <p>Stages (visites d'échange) du personnel du BPS chargé de faire fonctionner le point d'information OTC au Secrétariat de l'OMC ou dans n'importe quel point d'information disposant de mécanismes de mise en œuvre de l'Accord parfaitement au point.</p> <p>Fourniture de documentation/publications techniques pour permettre aux points d'information d'être au courant de l'évolution de la situation en la matière.</p> <p>Création d'un système efficace d'échange d'informations entre les parties à l'Accord OTC Membres de l'OMC pour faciliter la transmission de renseignements sur les normes, les règlements techniques et les procédures d'évaluation de la conformité.</p> <p>➤ Fourniture de matériel et logiciels informatiques pour des bases de données en ligne.</p> <p>➤ Élaboration d'une page Web interactive.</p>
Normes internationales		<p>Possibilité de faire appel à des experts en matière d'élaboration et d'harmonisation de normes.</p> <p>Infrastructure de vote électronique, y compris la fourniture de matériel des technologies de l'information.</p>

DOMAINE	BESOINS EN MATIÈRE D'ASSISTANCE TECHNIQUE	BESOINS EN MATIÈRE DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS
		<p>Organisation de programmes de formation pour nous permettre d'assurer le Secrétariat des Comités techniques/sous-comités/Groupes de travail de l'ISO/la CEI et d'appliquer les directives de l'ISO/la CEI.</p>
<p>Procédures d'évaluation de la conformité</p>	<p>Assistance technique pour améliorer l'infrastructure technique des organismes publics de réglementation (laboratoires d'essais et d'étalonnages) en vue de la mise en place d'un système de certification fiable dans lequel les partenaires commerciaux des Philippines aient confiance. Il faut également procéder à l'examen et assurer le suivi des activités destinées à améliorer l'infrastructures technique.</p> <p>Acquisition de matériel d'essai pour:</p> <p>Les services d'étalonnage et le matériel électrique - Radiofréquence/micro-ondes, acoustique, dynamique des fluides, dynamique des gaz, température – cryogénie/pyrométrie > 800 c, humidité/hygrométrie, instruments médicaux, instruments de mesure automatiques</p> <p>Les services d'essai</p> <p>Matériel acoustique, optique/photométrique, thermique, de vibration/choc, environnemental, médico-légal des technologies de l'information et de construction.</p>	<p>Organisation de stages de formation à l'intention du BPS, des autorités chargées de la réglementation, des associations professionnelles, etc. dans les domaines suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> > Guide ISO/CEI 58:1993 – Systèmes d'accréditation de laboratoires d'essais et d'étalonnage – Prescriptions générales pour la gestion et la reconnaissance > Guide ISO/CEI 60:1994 – Code de bonne pratique pour l'évaluation de la conformité > Guide ISO/CEI 61:1996 – Exigences générales pour l'évaluation et l'accréditation d'organismes de certification/d'enregistrement > Guide ISO/CEI 62:1996 – Exigences générales relatives aux organismes gérant l'évaluation et la certification/enregistrement des systèmes qualité > Guide ISO/CEI 66:1999 - Exigences générales relatives aux organismes gérant l'évaluation et la certification/enregistrement des systèmes de management environnemental. > ISO/CEI 17025 – Prescriptions générales concernant la compétence des laboratoires d'étalonnages et d'essais. <p>Métrologie légale Technologie relative à la compatibilité électromagnétique pour nous permettre de certifier le matériel de télécommunication et le matériel des technologies de l'information.</p> <p>Stages/visites d'échange dans des laboratoires de métrologie/d'étalonnages. Réalisation d'études sur la faisabilité technique du partage des infrastructures</p>

DOMAINE	BESOINS EN MATIÈRE D'ASSISTANCE TECHNIQUE	BESOINS EN MATIÈRE DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS
		<p>métrologiques à l'intérieur de la région de l'ANASE.</p> <p>Fourniture de documentation technique/normes de métrologie sur l'acoustique, les instruments médicaux, l'analyse chimique, la pollution atmosphérique/les particules, les fibres optiques.</p>
Accès aux marchés	Assistance juridique aux pays en développement pour leur permettre de contester les règlements techniques imposés par des pays qui pourraient être incompatibles avec les Accords de l'OMC.	

B. Quelle est la place de ces besoins/priorités globales en matière d'assistance technique et de renforcement des capacités dans le domaine du commerce?

Cette assistance technique dans le domaine du commerce est importante pour améliorer les capacités de nos organismes de réglementation à respecter les prescriptions techniques imposées par d'autres pays. Le renforcement de l'infrastructure institutionnelle et technique des organismes de réglementation sera bénéfique pour les exportateurs, les importateurs et d'autres acteurs du secteur privé. Ces mesures d'assistance technique contribueront également à accroître la confiance de nos partenaires commerciaux dans la capacité de nos organismes de réglementation à mettre en place des systèmes de gestion de la qualité, des procédures d'essai et de certification de produits qui soient acceptés et reconnus au niveau international.

Les mesures de renforcement des capacités portant tout particulièrement sur la mise en œuvre de l'Accord OTC sont nécessaires pour améliorer le fonctionnement du point d'information OTC au sein du Ministère du commerce et de l'industrie – BPS et des points d'information correspondants dans d'autres organismes de réglementation. Ces séminaires/stages de formation contribuent à faire mieux connaître ou mieux comprendre aux parties intéressées les prescriptions de l'Accord OTC et encouragent aussi la participation et la vigilance du secteur privé et des associations professionnelles pour ce qui est d'aborder les questions relatives aux OTC.

L'accréditation et la certification de produits, d'une part, et l'examen des lois et les avis consultatifs sur les normes et la conformité, d'autre part, sont des mesures essentielles pour améliorer l'infrastructure technique du BPS. Les deux besoins sont complémentaires. L'élaboration des politiques doit se fonder sur des lois pertinentes répondant à la nécessité d'examiner les pratiques internationales, telles que les guides et les procédures, qui résulte de la mondialisation.

Les difficultés et problèmes particuliers auxquels nous nous heurtons sont, pour la plupart, d'ordre financier car, la plupart du temps, nous n'avons pas pu participer aux conférences/réunions internationales, telles que les réunions des Comités techniques des organismes internationaux de normalisation ni à d'autres réunions d'enceintes régionales, comme les réunions des sous-comités/groupes de travail.

La formation est un outil qui permet le transfert de connaissances générales et spécialisées dans de conférences et par une interaction directe entre l'expert et les stagiaires. Elle permet également aux stagiaires d'accomplir un travail effectif et aux formateurs d'évaluer et de vérifier les connaissances acquises par les stagiaires. Par ailleurs, les services de consultation fournissent une assistance technique afin d'aider le bénéficiaire du processus à répondre à un besoin particulier. Ils lui fournissent immédiatement des indications quant aux mesures à prendre pour atteindre l'objectif.

C. L'un quelconque de ces besoins classés par ordre de priorité est-il jugé prioritaire par votre agence de développement compétente?

Tous les besoins mentionnés sont jugés prioritaires par le BPS, le Ministère du commerce et de l'industrie et les organismes de réglementation pour améliorer l'infrastructure technique existante.

D. Avez-vous reçu dans le passé une assistance dans ces domaines classés par ordre de priorité? Dans l'affirmative, quand et de qui?

Dans le domaine du renforcement des capacités, un certain nombre de représentants du gouvernement philippin et d'entreprises du secteur privé ont participé à des séminaires et des ateliers parrainés par l'OMC, l'APEC et l'ISO, à savoir:

Séminaire	Date	Organisme parrainant le séminaire ou l'atelier
Séminaire sur les directives révisées de l'ISO/CEI et d'autres tendances récentes	2001	JSA/JISC (Japon)
Séminaire sur le vote électronique	2001	ISO
Séminaire sur l'évaluation de la conformité et son rôle dans le commerce mondial	2000	OMC/ISO/TISI
Séminaire sur l'accord sur les obstacles techniques au commerce et le rôle des normes dans la promotion du commerce international	1999	OMC/ISO/JISC
Atelier sur l'institutionnalisation d'un programme sanitaire et phytosanitaire harmonisé	1999	OMC
Séminaire sur l'Accord sur des obstacles techniques au commerce, issu du Cycle d'Uruguay	1997	OMC
Programme de formation en ce qui concerne les normes et les systèmes d'évaluation de la conformité	1996	APEC/PFP
Séminaire sur les accords de reconnaissance mutuelle en matière alimentaire (ARM)	1996-2001	APEC
Séminaire sur l'Accord du GATT sur les obstacles techniques au commerce	1993	OMC

En ce qui concerne l'assistance technique, le gouvernement japonais a apporté son aide au BPS en 1998 par l'intermédiaire de la JICA, organisme chargé de la mise en œuvre des programmes de coopération internationale. Le centre d'essais du BPS est le résultat de la

coopération entre l'Agence de coopération internationale du Japon (JICA) et du gouvernement philippin par l'intermédiaire de l'Office de normalisation des produits.

De 1988 à 1990, la JICA a réalisé une étude sur l'élaboration de normes industrielles et le contrôle de la qualité aux Philippines. Elle a envoyé en mission aux Philippines des experts chargés d'effectuer des études et des travaux de recherche sur la situation des normes internationales et le contrôle de la qualité dans le pays. Il a été recommandé au gouvernement philippin d'établir un rapport sur l'évolution de la situation.

De 1993 à 1998, la JICA et le BPS ont réalisé la phase I du projet intitulé "Coopération technique en matière d'élaboration de normes industrielles et d'essais électriques aux Philippines". Dix-huit fonctionnaires du BPS ont participé à des programmes de formation au Japon pour apprendre à faire fonctionner correctement les machines et à effectuer de manière appropriée des essais et des inspections; un matériel d'essais électriques d'une valeur de 3 millions de dollars EU a été installé; quatre experts dans le domaine des essais électriques et de la normalisation ont été mis à la disposition des laboratoires, pour consultation, pour une longue durée, et 20 experts dans divers domaines, pour une courte durée.

E. Recevez-vous actuellement une assistance dans ces domaines classés par ordre de priorité? Dans l'affirmation, de qui?

Oui. Compte tenu du succès remporté par le projet précédent, nous avons entamé en 1999 la phase II du projet intitulé "Coopération technique en matière d'essais d'appareils électriques et électroniques" qui sera achevée en 2003. Quinze fonctionnaires du BPS ont été formés au Japon pour transmettre les connaissances qu'ils avaient acquises en ce qui concerne l'amélioration de la sécurité et de la qualité des appareils électroménagers aux Philippines. Une fois encore, 17 experts ont été envoyés aux Philippines, dont sept dans le domaine des essais électriques et non électriques, pour une longue durée, et dix dans ce même domaine pour une courte durée. La valeur du matériel qui a été donné pour essayer les appareils est estimée à environ 1 million de dollars EU.

Ce projet dispose des installations nécessaires pour effectuer les divers essais et inspections afin de s'assurer que les produits électriques et électroniques sont fabriqués conformément à des normes spécifiques.

F. Avez-vous pris contact avec des donateurs pour vous aider à répondre à ces besoins? Dans l'affirmative, quand et à qui vous êtes-vous adressé?

Les Philippines ont présenté au gouvernement japonais, par l'intermédiaire de la JICA, un programme d'études sur le renforcement du point d'information OTC sur l'administration et la mise en œuvre de l'Accord OTC. À ce jour, nous n'avons pas reçu de rapport de situation en ce qui concerne notre proposition.

G. Pouvez-vous nous indiquer les donateurs qui, à votre avis, seraient bien placés pour nous aider à répondre à ces besoins particuliers?

- ACCSQ (Comité consultatif de l'ANASE sur les normes et la qualité)
- APEC (Coopération économique Asie-Pacifique)
- APLAC (Coopération en matière d'accréditation de laboratoires dans la région Asie-Pacifique)
- BSI (Institut britannique de normalisation)

- CAC (Commission du Codex Alimentarius – Programme mixte FAO/OMS sur les normes alimentaires)
- CCN (Conseil canadien des normes)
- CEI (Commission électrotechnique internationale)
- ESCAP (Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique)
- ISO (Organisation internationale de normalisation)
- NIST (National Institute of Standards and Technology – États-Unis d'Amérique) (Institut national des normes et de la technologie)
- OIML (Organisation internationale de métrologie légale)
- ONUDI (Organisation des Nations Unies pour le développement industriel)
- OMC (Organisation mondiale du commerce)
- PASC (Congrès de normalisation de la zone du Pacifique)

PARAGUAY (JOB(02)/99/Add.12)

A. *Quels sont vos besoins en matière d'assistance technique et de renforcement des capacités dans le domaine des OTC qui ont la priorité absolue?*

1. Accréditation de l'organisme de certification
2. Accords de reconnaissance mutuelle
3. Accréditation des laboratoires d'essais et d'étalonnage
4. Infrastructure dans le domaine de la métrologie en ce qui concerne le volume et les dimensions
5. Promotion de l'accréditation, de la normalisation et de la qualité pour faciliter le commerce

B. *Quelle est la place de ces besoins dans vos priorités globales en matière d'assistance technique et de renforcement des capacités dans le domaine du commerce?*

Considérés comme prioritaires.

C. *L'un quelconque de ces besoins classés par ordre de priorité est-il jugé prioritaire par votre agence de développement compétente?*

Oui.

D. *Avez-vous reçu dans le passé une assistance dans ces domaines classés par ordre de priorité? Dans l'affirmative, quand et de qui?*

Non.

E. *Recevez-vous actuellement une assistance dans ces domaines classés par ordre de priorité? Dans l'affirmative, de qui?*

Non.

F. *Avez-vous pris contact avec des donateurs pour vous aider à répondre à ces besoins? Dans l'affirmative, quand et à qui vous êtes-vous adressé?*

JICA (Japon) en octobre 2001.

G. *Pouvez-vous indiquer les donateurs qui, à votre avis, seraient bien placés pour vous aider à répondre à ces besoins particuliers?*

UE/JICA/EU.

COLOMBIE (JOB(02)/99/Add.13)

A. *Quels sont vos besoins en matière d'assistance technique, de coopération technique ou de renforcement des capacités dans le domaine des OTC qui ont la priorité absolue? (Prière également d'expliquer ou de justifier ces besoins.)*

1. Infrastructure technique pour l'évaluation de la conformité.
2. Organisation du système national de normalisation.
3. Renforcement de l'Organisme national d'accréditation.
4. Assistance technique concernant les accords de reconnaissance mutuelle.
5. Coopération en vue d'une participation aux réunions du Comité OTC.

B. *Quelle est la place de ces besoins dans l'ensemble de vos besoins en matière d'assistance technique et de renforcement des capacités dans le domaine du commerce (autrement dit, certains de ces besoins sont-ils jugés prioritaires au niveau national par les autorités ou organismes compétents et par les parties intéressées)?*

Oui, dans la mesure où cela contribue à éviter les obstacles techniques au commerce, à encourager l'application volontaire des normes techniques, et à améliorer la capacité nationale d'exportation.

C. *Avez-vous reçu dans le passé une assistance dans ces domaines classés par ordre de priorité? Dans l'affirmative, quand et de qui?*

Non.

D. *Recevez-vous actuellement une assistance dans ces domaines classés par ordre de priorité? Dans l'affirmative, de qui?*

Non.

E. *Avez-vous pris contact avec des donateurs pour vous aider à répondre à ces besoins? Dans l'affirmative, quand et à qui vous êtes-vous adressé?*

Oui, avec le NIST des États-Unis d'Amérique en octobre 2000, avec le Secrétariat au commerce extérieur de l'Espagne en octobre 2000, et avec l'Organisation mondiale du commerce par l'intermédiaire de la Mission de Colombie auprès de l'OMC et le PTB de l'Allemagne.

F. *Pouvez-vous indiquer les donateurs qui, à votre avis, seraient bien placés pour vous aider à répondre à ces besoins particuliers? Ou pensez-vous qu'un arrangement de coopération technique ou un arrangement régional serait une solution possible?*

États-Unis, France, Belgique, Angleterre, Espagne, Italie et Japon; OMC et ISO.

G. *Toute autre question devant être abordée.*

RÉPUBLIQUE KIRGHIZE (JOB(02)/99/Add.14)

A. *Quels sont vos besoins en matière d'assistance technique, de coopération technique ou de renforcement des capacités dans le domaine des OTC qui ont la priorité absolue? (Prière également d'expliquer ou de justifier ces besoins.)*

1. La mise en œuvre de la nouvelle loi "sur les règlements techniques, la normalisation et l'évaluation de la conformité" nécessitera une assistance technique;
2. Élaboration (examen) de normes et règlements techniques nationaux harmonisés avec les normes et règlements techniques internationaux, y compris les versions électroniques;
3. Achat de documents internationaux relatifs à la normalisation et à l'évaluation de la conformité (règlements techniques, normes, directives, guides, etc.) en russe et en anglais, ou arrangements pour en avoir la traduction;
4. Accréditation d'un organisme de certification de systèmes de qualité conformément au système ISO 9000 reconnu sur le plan international;
5. Équipement du point d'information, acquisition de matériel d'impression et création d'un organisme de publication;
6. Organisation de cours d'anglais et formation à l'intention de spécialistes;
7. Fournir une formation en matière d'accréditation à des spécialistes pour qu'ils obtiennent un titre d'expert international en:

laboratoires d'essais et d'étalonnage selon la norme ISO/CEI 17025;
organismes de certification selon les normes ISO/CEI 61, 62 et 65;
8. Assistance pour l'introduction et l'application de la norme ISO/CEI 17025;
9. Assistance pour l'accréditation d'un des laboratoires de l'entreprise d'État "KCTC" selon la norme ISO/CEI 17025, y compris une assistance technique afin de fournir l'équipement nécessaire pour le laboratoire;
10. Assistance pour recevoir de l'IAF un statut spécial de reconnaissance.

B. *Quelle est la place de ces besoins dans l'ensemble de vos besoins en matière d'assistance technique et de renforcement des capacités dans le domaine du commerce (autrement dit, certains de ces besoins sont-ils jugés prioritaires au niveau national par les autorités ou organismes compétents et par les parties intéressées)?*

C. *Avez-vous reçu dans le passé une assistance dans ces domaines classés par ordre de priorité? Dans l'affirmative, quand et de qui?*

Lors de la mise en œuvre de l'Accord du Conseil eurasiatique de normalisation, de métrologie et de certification (EASC) avec le Comité européen de normalisation, dans le cadre du projet TACIS pour les États récemment indépendants, 25 spécialistes du Kyrgyzstandard ont suivi une formation en participant à des séminaires à Minsk, et 500 normes européennes en russe ont été achetées;

Dans le cadre d'un projet mené par la GTZ, "Assistance pour le développement de la normalisation au Kirghizistan", dix spécialistes ont effectué un stage à l'Institut allemand de

normalisation (DIN), plus de 150 spécialistes provenant de ministères et d'organismes ont participé à cinq séminaires, dispensés par les experts allemands à Bichkek, sur la normalisation allemande et européenne, et 20 000 normes allemandes en allemand ont été données au Kyrgyzstandard;



En 1998, la Loi "sur l'introduction de modifications et de suppléments à la Loi "sur la normalisation"", "sur la certification des produits et services" a été élaborée avec la participation d'experts de l'USAID, qui ont pris en considération les prescriptions de l'Accord OTC.

Avec l'assistance financière de l'USAID, la République kirghize est devenue membre associé de l'ILAC et membre de la NCSL International.

D. Recevez-vous actuellement une assistance dans ces domaines classés par ordre de priorité? Dans l'affirmative, de qui?

Dans le cadre du Projet pour les services auxiliaires de l'agriculture de la Banque mondiale "КАРИС", 45 normes nationales visant l'agriculture et les produits alimentaires seront élaborées (35 normes ont déjà été élaborées).

Dans le cadre de deux projets kirghizes-malais:

1. Projet "Lancement d'un programme pour l'amélioration de la qualité dans les petites et moyennes entreprises de la République kirghize";
2. Projet "Introduction des systèmes de certification ISO 9000:2000 au Kyrgyzstandard", formation à l'intention de spécialistes; 13 d'entre eux ont reçu des certificats d'auditeurs en matière de gestion de la qualité à la fin de leur formation aux normes internationales.
 - Trois employés ont suivi une formation au SIRIM (Institut malaisien de normalisation et de recherche industrielle).
 - Quatre entreprises ont été identifiées en vue de l'introduction du système QIP (Programme de mise en pratique de l'amélioration de la qualité).

Dans le cadre du programme d'assistance de la GTZ (Agence allemande de coopération technique), un expert allemand a aidé à introduire les normes ISO 9000. À la suite de cela, un département s'occupant des questions relatives à la norme ISO 9000 a été créé au sein du Kyrgyzstandard, des séminaires avec la participation d'experts venus d'Allemagne ont été organisés, des employés du Kyrgyzstandard et de l'Académie de normalisation, métrologie et certification ont été formés, et du matériel informatique et de reproduction d'une valeur de 73 000 DM a été donné. Des activités visant à introduire l'ISO 9000 et à développer des systèmes de qualité dans neuf entreprises ont été lancées.

En 2001, avec l'aide financière de l'USAID, une Décision sur la normalisation, la métrologie, la certification et l'accréditation a été publiée. L'USAID a également fourni une assistance régulière sous forme de consultations;

Avec le soutien du projet "Développement du commerce et de l'investissement en Asie centrale", financé par l'USAID, des experts internationaux ont mené en 2001-2002 une évaluation des activités du Kyrgyzstandard et ont fourni des recommandations pour une transition vers la pratique internationale.

Avec l'aide financière de l'USAID, cinq normes internationales seront achetées.

L'USAID organise des ateliers sur l'accréditation d'organismes d'accréditation, de laboratoires d'essais et d'étalonnage, ainsi qu'un séminaire sur les avantages de la certification ISO 9000.

L'USAID fournit son assistance pour l'élaboration d'un projet de nouvelle loi sur les règlements techniques et l'évaluation de la conformité.

L'USAID mettra en place une formation sur l'introduction et l'application de la norme ISO 17025, destinée à 18 spécialistes dans le domaine de l'accréditation de laboratoires dans la République.

E. Avez-vous pris contact avec des donateurs pour vous aider à répondre à ces besoins? Dans l'affirmative, quand et à qui vous êtes-vous adressé?

Oui, le TACIS, l'USAID, le CCI.

F. Pouvez-vous indiquer les donateurs qui, à votre avis, seraient bien placés pour vous aider à répondre à ces besoins particuliers? Ou pensez-vous qu'un arrangement de coopération technique ou un arrangement régional serait une solution possible?

Toute aide internationale sera utile. Les voisins de la République kirghize ne sont pas encore Membres de l'OMC, ce qui rend la coopération régionale difficile. Cependant, le projet de l'USAID envisage des travaux sur les OTC au Kazakhstan et au Tadjikistan dans le but d'accroître la coopération régionale dans le domaine de la normalisation.

G. Toute autre question devant être abordée.

MEXIQUE (JOB(02)/99/Add.15)

A. *Quels sont vos besoins en matière d'assistance technique, de coopération technique ou de renforcement des capacités dans le domaine des OTC qui ont la priorité absolue? (Prière également d'expliquer ou de justifier ces besoins.)*

1. Action de coopération et de coordination sur le plan national, entre autres choses pour que les prescriptions en matière d'obstacles techniques au commerce soient mieux observées et mieux connues (les autorités compétentes connaissent plus ou moins bien l'Accord OTC), y compris par les autorités locales et les organismes privés ayant des activités de normalisation.
2. Faciliter le fonctionnement des services d'information (par exemple l'accès aux réseaux et équipements de télécommunication en vue d'encourager la transmission électronique de l'information, ou la coopération régionale) et améliorer les procédures de diffusion et de communication.
3. Créer davantage d'institutions appropriées et techniquement compétentes d'évaluation de la conformité aux règlements techniques (compte tenu du niveau national de développement) et aux normes.

B. *Quelle est la place de ces besoins dans l'ensemble de vos besoins en matière d'assistance technique et de renforcement des capacités dans le domaine du commerce (autrement dit, certains de ces besoins sont-ils jugés prioritaires au niveau national par les autorités ou organismes compétents et par les parties intéressées)?*

Le renforcement des capacités et l'assistance technique sont des éléments fondamentaux du système national de normalisation tel qu'il est établi dans le "Plan national de développement" pour la période 2000-2006. En conséquence, une planification à moyen terme et à long terme est nécessaire pour tous les organismes fédéraux afin de définir leurs besoins en relation avec les activités de normalisation, obligatoire ou volontaire, qu'ils mènent à bien.

C. *Avez-vous reçu dans le passé une assistance dans ces domaines classés par ordre de priorité? Dans l'affirmative, quand et de qui?*

Oui, le Comité OTC et d'autres organismes (l'APEC) ont organisé des séminaires, des ateliers et des cours de formation d'experts. Les donateurs sont presque toujours des organisations internationales ou régionales (ISO, CEI, COPANT, PASC) et des organismes gouvernementaux étrangers (NIST).

D. *Recevez-vous actuellement une assistance dans ces domaines classés par ordre de priorité? Dans l'affirmative, de qui?*

Pas actuellement.

E. *Avez-vous pris contact avec des donateurs pour vous aider à répondre à ces besoins? Dans l'affirmative, quand et à qui vous êtes-vous adressé?*

Pas actuellement.

F. Pouvez-vous indiquer les donateurs qui, à votre avis, seraient bien placés pour vous aider à répondre à ces besoins particuliers? Ou pensez-vous qu'un arrangement de coopération technique ou un arrangement régional serait une solution possible?

Tous les signataires de l'Accord OTC qui ont résolu leurs problèmes particuliers (ceux qui sont évoqués ci-dessus) sur le plan national pourraient nous fournir une assistance en liaison avec la coopération technique.

Par ailleurs, les accords régionaux seraient utiles aussi; ce genre de problème est dû surtout à l'absence d'esprit d'initiative.

G. Toute autre question devant être abordée.

RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE (JOB(02)/99/Add.16)

A. *Quels sont vos besoins en matière d'assistance technique, de coopération technique ou de renforcement des capacités dans le domaine des OTC qui ont la priorité absolue? (Prière également d'expliquer ou de justifier ces besoins.)*

1. Connaître les systèmes administratifs, les structures et les stratégies de développement des pays développés.
2. Acquérir de l'expérience en matière d'administration et d'organisation afin d'assurer la mise en œuvre de l'Accord OTC.
3. Améliorer les communications avec les organisations internationales, les organismes à activité normative et les organismes d'inspection et d'accréditation.
4. Établir un point d'information ainsi qu'un mécanisme permettant d'obtenir l'information pertinente sur les règlements techniques, les normes et les procédures d'évaluation de la conformité.
5. Obtenir de l'information sur les nouvelles normes et les nouveaux règlements des autres pays.

B. *Quelle est la place de ces besoins dans l'ensemble de vos besoins en matière d'assistance technique et de renforcement des capacités dans le domaine du commerce (autrement dit, certains de ces besoins sont-ils jugés prioritaires au niveau national par les autorités ou organismes compétents et par les parties intéressées)?*

C. *Avez-vous reçu dans le passé une assistance dans ces domaines classés par ordre de priorité? Dans l'affirmative, quand et de qui?*

D. *Recevez-vous actuellement une assistance dans ces domaines classés par ordre de priorité? Dans l'affirmative, de qui?*

E. *Avez-vous pris contact avec des donateurs pour vous aider à répondre à ces besoins? Dans l'affirmative, quand et à qui vous êtes-vous adressé?*

F. *Pouvez-vous indiquer les donateurs qui, à votre avis, seraient bien placés pour vous aider à répondre à ces besoins particuliers? Ou pensez-vous qu'un arrangement de coopération technique ou un arrangement régional serait une solution possible?*

G. *Toute autre question devant être abordée.*

INDE (JOB(02)/99/Add.17)

A. *Quels sont vos besoins en matière d'assistance technique, de coopération technique ou de renforcement des capacités dans le domaine des OTC qui ont la priorité absolue? (Prière également d'expliquer ou de justifier ces besoins.)*

1. Modernisation des systèmes de réglementation et de normalisation pour aider à exploiter les possibilités commerciales.
2. Outils appropriés pour réduire les OTC au moyen d'ARM ou d'accords commerciaux régionaux.
3. Accords établissant l'équivalence et la transférabilité des certificats.
4. Aides techniques spécialisées aux exportateurs, y compris recherche et services de conseil pour les questions de caractère complexe.
5. Ouverture de centres d'information dans des villes industrielles ou des chambres de commerce.
6. Formation du personnel pour répondre aux besoins susmentionnés.

B. *Quelle est la place de ces besoins dans l'ensemble de vos besoins en matière d'assistance technique et de renforcement des capacités dans le domaine du commerce (autrement dit, certains de ces besoins sont-ils jugés prioritaires au niveau national par les autorités ou organismes compétents et par les parties intéressées)?*

Les besoins en question sont déterminés d'après les inconvénients observés dans la situation actuelle.

C. *Avez-vous reçu dans le passé une assistance dans ces domaines classés par ordre de priorité? Dans l'affirmative, quand et de qui?*

Non.

D. *Recevez-vous actuellement une assistance dans ces domaines classés par ordre de priorité? Dans l'affirmative, de qui?*

Non.

E. *Avez-vous pris contact avec des donateurs pour vous aider à répondre à ces besoins? Dans l'affirmative, quand et à qui vous êtes-vous adressé?*

Non. Il y a peut-être des donateurs pour le point A.

F. *Pouvez-vous indiquer les donateurs qui, à votre avis, seraient bien placés pour vous aider à répondre à ces besoins particuliers? Ou pensez-vous qu'un arrangement de coopération technique ou un arrangement régional serait une solution possible?*

CCI/PNUD/ONUDI/OMC

G. Toute autre question devant être abordée.

1. Formation du personnel pour moderniser le fonctionnement du point d'information OTC.
2. Séminaires de sensibilisation au niveau national à l'intention de toutes les parties pour faciliter la diffusion des renseignements.
3. Participation à des débats internationaux pour comprendre comment les points d'information fonctionnent dans d'autres pays.

LIBAN (Observateur) (JOB(02)/99/Add.18)

A. *Quels sont vos besoins en matière d'assistance technique, de coopération technique ou de renforcement des capacités dans le domaine des OTC qui ont la absolue? (Prière également d'expliquer ou de justifier ces besoins.)*

1. Assistance requise pour créer des laboratoires accrédités et des organismes d'évaluation de la conformité accrédités. Le Liban ne dispose pas encore d'un laboratoire accrédité; cela engendre d'ailleurs des difficultés et des problèmes en matière d'OTC qui nuisent à l'accès des produits libanais aux marchés internationaux (chevauchement des procédures d'évaluation de la conformité qui augmente les coûts des exportateurs, non-conformité avec les règlements techniques et les normes internationales). En outre, l'absence d'organismes accrédités empêche la conclusion d'ARM avec des partenaires commerciaux.
 2. Assistance requise pour réorganiser l'infrastructure et le personnel des laboratoires existants grâce à la fourniture de nouveau matériel de laboratoire, particulièrement de matériel servant à l'étalonnage et à la métrologie. Organisation de visites d'étude dans des laboratoires libanais pour évaluer la situation actuelle du système libanais d'évaluation de la conformité (organismes de certification, laboratoires).
 3. Assistance requise pour LIBNOR dans les domaines suivants:
 - Adoption/adaptation de normes internationales comme normes nationales pour certains produits et services, y compris la certification, l'évaluation de la conformité, les normes d'accréditation et les systèmes de gestion de la qualité et de l'environnement (ISO 9000 et ISO 14000).
 - Mise en place et gestion d'un système informatique visant toutes les activités de LIBNOR, y compris un centre d'information qui servira de point d'information pour le Liban et d'autres pays.
 - Formation requise pour le personnel de LIBNOR et d'autres employés choisis dans les secteurs privé et public, afin qu'ils puissent localement former tous les secteurs industriels locaux concernant les normes relatives aux produits, le système de contrôle de la qualité, l'analyse des risques aux points critiques (HACCP), les bonnes pratiques de fabrication, les bonnes pratiques sanitaires, etc.
 4. Assistance requise pour élaborer une législation nationale en matière d'OTC:
 - Experts requis pour aider à élaborer des lois et pour dissiper l'ambiguïté de certaines dispositions de l'Accord OTC de l'OMC.
 - Fournir des lois types en matière d'obstacles techniques au commerce.
 5. Assistance requise pour organiser des campagnes de sensibilisation, des cours de formation, des séminaires et des ateliers pour toutes les parties concernées (secteurs public et privé) en particulier sur l'importance de l'Accord OTC, des prescriptions qui en découlent et de sa mise en œuvre.
- Formation continue requise pour le personnel et les inspecteurs chargés des procédures d'évaluation de la conformité.

B. *Quelle est la place de ces besoins dans l'ensemble de vos besoins en matière d'assistance technique et de renforcement des capacités dans le domaine du commerce (autrement dit, certains de ces besoins sont-ils jugés prioritaires au niveau national par les autorités ou organismes compétents et par les parties intéressées)?*

Les besoins susmentionnés sont jugés prioritaires au niveau national, tout particulièrement ceux qui concernent la création de laboratoires accrédités et d'organismes d'évaluation de la conformité accrédités, parce que cet aspect joue un rôle important dans l'amélioration des échanges avec les partenaires commerciaux.

Cela contribuera à accroître le volume des exportations libanaises, à ouvrir les marchés internationaux et à améliorer la qualité et la compétitivité des produits libanais sur ces marchés lorsqu'ils seront conformes aux normes et aux procédures d'évaluation de la conformité internationales.

C. *Avez-vous reçu dans le passé une assistance dans ces domaines classés par ordre de priorité? Dans l'affirmative, quand et de qui?*

Non

D. *Recevez-vous actuellement une assistance dans ces domaines classés par ordre de priorité? Dans l'affirmative, de qui?*

L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) fournit actuellement du matériel à l'Institut de recherche industrielle pour ses laboratoires. L'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) envoie des missions à l'Institut de recherche industrielle pour vérifier les procédures d'évaluation de la conformité actuellement en vigueur.

Une assistance très limitée est actuellement fournie par l'UE dans le cadre du Programme de modernisation des industries.

E. *Avez-vous pris contact avec des donateurs pour vous aider à répondre à ces besoins? Dans l'affirmative, quand et à qui vous êtes-vous adressé?*

Pour répondre à ces besoins, le Liban a demandé une assistance technique dans le cadre de l'Accord Euro-Méditerranéen, en vertu des programmes MEDA I et MEDA II.

F. *Pouvez-vous indiquer les donateurs qui, à votre avis, seraient bien placés pour vous aider à répondre à ces besoins particuliers? Ou pensez-vous qu'un arrangement de coopération technique ou un arrangement régional serait une solution possible?*

Donateurs bien placés: Union européenne, États-Unis, Japon.

Des arrangements régionaux ne seraient pas une bonne solution, puisque la plupart des pays de la région ont des problèmes similaires.

OMAN (JOB(02)/99/Add.19)

A. *Quels sont vos besoins en matière d'assistance technique, de coopération technique ou de renforcement des capacités dans le domaine des OTC qui ont la priorité absolue? (Prière également d'expliquer ou de justifier ces besoins.)*

1. Gérer le point d'information national de manière efficace.
2. Créer une infrastructure plus efficace pour l'évaluation de la conformité et l'accréditation (voir les points B.1 à 3/C.1 à 5/D.1 à 4/E.1 à 3, pages 3 à 9 pour les domaines spécifiques d'assistance).

B. *Quelle est la place de ces besoins dans l'ensemble de vos besoins en matière d'assistance technique et de renforcement des capacités dans le domaine du commerce (autrement dit, certains de ces besoins sont-ils jugés prioritaires au niveau national par les autorités ou organismes compétents et par les parties intéressées)?*

La priorité nationale est de renforcer le Ministère omanais du commerce et de l'industrie pour avoir un meilleur accès au marché international.

C. *Avez-vous reçu dans le passé une assistance dans ces domaines classés par ordre de priorité? Dans l'affirmative, quand et de qui?*

Oui, trois ateliers (au niveau national/régional) sur les Accords OTC et SPS de l'OMC, organisés pour l'Oman et les États du CCG, se sont tenus à Muscat (Oman), avec l'assistance de l'OMC/ISO en 2001 et 2002.

D. *Recevez-vous actuellement une assistance dans ces domaines classés par ordre de priorité? Dans l'affirmative, de qui?*

Non.

E. *Avez-vous pris contact avec des donateurs pour vous aider à répondre à ces besoins? Dans l'affirmative, quand et à qui vous êtes-vous adressé?*

Non.

F. *Pouvez-vous indiquer les donateurs qui, à votre avis, seraient bien placés pour vous aider à répondre à ces besoins particuliers? Ou pensez-vous qu'un arrangement de coopération technique ou un arrangement régional serait une solution possible?*

Voir le questionnaire, pages 8 et 9 (E.1 à 3).

- i) Institutions des Nations Unies;
- ii) UKAS (Royaume-Uni).

LESOTHO (JOB(02)/99/Add.20)

A. *Quels sont vos besoins en matière d'assistance technique, de coopération technique ou de renforcement des capacités dans le domaine des OTC qui ont la priorité absolue? (Prière également d'expliquer ou de justifier ces besoins.)*

1. Sensibiliser les hauts fonctionnaires à l'importance des normes et aux incidences des OTC.
2. Créer un mécanisme d'établissement national de normes (organisme de normalisation national).
3. Renforcer les capacités parmi les fonctionnaires afin qu'ils intègrent les normes et les règlements techniques dans les négociations.
4. Améliorer les capacités pour assurer un bon fonctionnement du point d'information OTC.
5. Sensibiliser tous les secteurs à l'importance de participer au processus de normalisation au niveau local et international.
6. Acquérir une infrastructure de base pour les activités d'évaluation de la conformité.
7. Fournir une formation pour renforcer les capacités au niveau local en ce qui concerne l'assurance/la gestion de la qualité.
8. Acquérir les ressources, notamment les ressources humaines, nécessaires pour monter véritablement un programme de sensibilisation.

B. *Quelle est la place de ces besoins dans l'ensemble de vos besoins en matière d'assistance technique et de renforcement des capacités dans le domaine du commerce (autrement dit, certains de ces besoins sont-ils jugés prioritaires au niveau national par les autorités ou organismes compétents et par les parties intéressées)?*

Ces besoins s'inscrivent dans le cadre de la stratégie nationale de développement industriel axé sur les exportations et de participation au commerce international.

C. *Avez-vous reçu dans le passé une assistance dans ces domaines classés par ordre de priorité? Dans l'affirmative, quand et de qui?*

Assistance reçue dans le cadre d'un programme de collaboration régional sur la normalisation, l'assurance de la qualité, l'accréditation et la métrologie, de 1993 à 1998, fournie par le gouvernement norvégien sous forme de renforcement des capacités aux centres de coordination nationaux et à certaines industries.

Nécessité de se concentrer sur les problèmes spécifiques du Lesotho, qui est un pays parmi les moins avancés dans le domaine de la normalisation, de l'assurance de la qualité, de l'accréditation et de la métrologie.

D. *Recevez-vous actuellement une assistance dans ces domaines classés par ordre de priorité? Dans l'affirmative, de qui?*

Aucune assistance reçue actuellement dans le domaine de la normalisation, de l'assurance de la qualité, de l'accréditation et de la métrologie.

E. Avez-vous pris contact avec des donateurs pour vous aider à répondre à ces besoins? Dans l'affirmative, quand et à qui vous êtes-vous adressé?

Le Lesotho participe actuellement au Cadre intégré, et des demandes d'assistance technique ont été présentées à plusieurs partenaires de développement. Une demande a été présentée à l'Union européenne au titre d'un programme régional.

F. Pouvez-vous indiquer les donateurs qui, à votre avis, seraient bien placés pour vous aider à répondre à ces besoins particuliers? Ou pensez-vous qu'un arrangement de coopération technique ou un arrangement régional serait une solution possible?

L'OMC et l'ISO seraient les mieux placées pour fournir une assistance en matière de sensibilisation.

Un renforcement des capacités pourrait être offert en Afrique du Sud, en Europe ou en Asie (plusieurs pays ont des programmes intéressants).

Tout autre donateur serait le bienvenu.

G. Toute autre question devant être abordée.

La sensibilisation reste essentielle pour permettre une prise de décision consensuelle et amener à se concentrer sur les normes et les règlements techniques, étant donné le rôle de plus en plus restreint des obstacles tarifaires.

MALAWI (JOB(02)/99/Add.21)

A. *Quels sont vos besoins en matière d'assistance technique, de coopération technique ou de renforcement des capacités dans le domaine des OTC qui ont la priorité absolue? (Prière également d'expliquer ou de justifier ces besoins.)*

1. Voir la proposition de projet ci-jointe pour le point d'information.
2. Matériel informatique, photocopieuses, télécopieurs pour donner au point d'information les moyens de communiquer efficacement et permettre la reproduction des normes.
3. Matériel de laboratoire pour accroître l'efficacité des procédures d'évaluation de la conformité.
4. Formation du personnel sur les procédures d'évaluation de la conformité.
5. Assistance technique sous la forme d'un programme de sensibilisation à l'Accord OTC et aux obligations y relatives.

B. *Quelle est la place de ces besoins dans l'ensemble de vos besoins en matière d'assistance technique et de renforcement des capacités dans le domaine du commerce (autrement dit, certains de ces besoins sont-ils jugés prioritaires au niveau national par les autorités ou organismes compétents et par les parties intéressées)?*

C. *Avez-vous reçu dans le passé une assistance dans ces domaines classés par ordre de priorité? Dans l'affirmative, quand et de qui?*

Uniquement des programmes de sensibilisation durant les premières années de la mise en œuvre de l'Accord (1995-1998) par le CCI et l'OMC.

D. *Recevez-vous actuellement une assistance dans ces domaines classés par ordre de priorité? Dans l'affirmative, de qui?*

Non.

E. *Avez-vous pris contact avec des donateurs pour vous aider à répondre à ces besoins? Dans l'affirmative, quand et à qui vous êtes-vous adressé?*

Oui. En novembre 1997, au CCI. (La proposition de projet ci-jointe a été envoyée – voir la réponse du CCI.)

F. *Pouvez-vous indiquer les donateurs qui, à votre avis, seraient bien placés pour vous aider à répondre à ces besoins particuliers? Ou pensez-vous qu'un arrangement de coopération technique ou un arrangement régional serait une solution possible?*

G. *Toute autre question devant être abordée.*

KENYA (JOB(02)/99/Add.22)

A. *Quels sont vos besoins en matière d'assistance technique, de coopération technique ou de renforcement des capacités dans le domaine des OTC qui ont la priorité absolue? (Prière également d'expliquer ou de justifier ces besoins.)*

1. Ouverture du Service d'accréditation kenyan pour promouvoir l'accréditation.
2. Formation d'experts pour renforcer les capacités d'évaluation de la conformité et développer la reconnaissance internationale.
3. Formation d'experts/formateurs dans les domaines des OTC/SPS et de la gestion de la qualité.
4. Formation en matière d'élaboration, d'extraction et de diffusion des données.
5. Formation pour améliorer les compétences en matière d'évaluation des risques liés à l'exportation.

B. *Quelle est la place de ces besoins dans l'ensemble de vos besoins en matière d'assistance technique et de renforcement des capacités dans le domaine du commerce (autrement dit, certains de ces besoins sont-ils jugés prioritaires au niveau national par les autorités ou organismes compétents et par les parties intéressées)?*

Ces besoins sont tous hautement prioritaires au niveau national.

C. *Avez-vous reçu dans le passé une assistance dans ces domaines classés par ordre de priorité? Dans l'affirmative, quand et de qui?*

1. Formation de cinq experts de l'évaluation de la qualité, en avril 2002, par la BADEA et l'ORAN.
2. Formation d'experts dans les domaines OTC et SPS par le JITAP.
3. Formation du personnel du point d'information national par le JITAP.
4. Formation en gestion de la qualité par le Commonwealth, la JICA et la SIDA.

D. *Recevez-vous actuellement une assistance dans ces domaines classés par ordre de priorité? Dans l'affirmative, de qui?*

Sans objet.

E. *Avez-vous pris contact avec des donateurs pour vous aider à répondre à ces besoins? Dans l'affirmative, quand et à qui vous êtes-vous adressé?*

Oui, en vain (ISO, DEVCO, SIDA, JICA et GTZ).

F. *Pouvez-vous indiquer les donateurs qui, à votre avis, seraient bien placés pour vous aider à répondre à ces besoins particuliers? Ou pensez-vous qu'un arrangement de coopération technique ou un arrangement régional serait une solution possible?*

DFID, GTZ, UE, secrétariat du Commonwealth, USAID.

G. *Toute autre question devant être abordée.*

Sans objet.

TCHAD (JOB(02)/99/Add.23)

A. *Quels sont vos besoins en matière d'assistance technique, de coopération technique ou de renforcement des capacités dans le domaine des OTC qui ont la priorité absolue? (Prière également d'expliquer ou de justifier ces besoins.)*

1. Renforcer les capacités dans le domaine des OTC.
2. Élaborer et instituer des arrangements pour mettre en œuvre l'Accord OTC (mesures législatives, réglementaires et administratives).
3. Recevoir une assistance technique pour installer et entretenir le matériel logistique électronique.
4. Créer des centres pour l'élaboration, l'adoption et l'application de procédures d'évaluation de la conformité et de normes.
5. Informer les secteurs public et privé au sujet des normes, des règlements et des dispositions de l'Accord OTC.

B. *Quelle est la place de ces besoins dans l'ensemble de vos besoins en matière d'assistance technique et de renforcement des capacités dans le domaine du commerce (autrement dit, certains de ces besoins sont-ils jugés prioritaires au niveau national par les autorités ou organismes compétents et par les parties intéressées)?*

Ces besoins sont tous jugés prioritaires dans l'ordre indiqué ci-dessus.

C. *Avez-vous reçu dans le passé une assistance dans ces domaines classés par ordre de priorité? Dans l'affirmative, quand et de qui?*

Non.

D. *Recevez-vous actuellement une assistance dans ces domaines classés par ordre de priorité? Dans l'affirmative, de qui?*

Non.

E. *Avez-vous pris contact avec des donateurs pour vous aider à répondre à ces besoins? Dans l'affirmative, quand et à qui vous êtes-vous adressé?*

Non.

F. *Pouvez-vous indiquer les donateurs qui, à votre avis, seraient bien placés pour vous aider à répondre à ces besoins particuliers? Ou pensez-vous qu'un arrangement de coopération technique ou un arrangement régional serait une solution possible?*

Banque mondiale, FMI, PNUD, CCI, CNUCED, UE.

G. *Toute autre question devant être abordée.*

CUBA (JOB(02)/99/Add.24)

A. *Quels sont vos besoins en matière d'assistance technique, de coopération technique ou de renforcement des capacités dans le domaine des OTC qui ont la priorité absolue? (Prière également d'expliquer ou de justifier ces besoins.)*

Maintenir notre participation aux séminaires, ateliers, et réunions sur les OTC, grâce à un soutien financier de l'OMC, car Cuba met actuellement en place la base juridique nécessaire pour améliorer le système de publication et de notification des règlements techniques. Cela signifie que toutes les parties s'occupant de mise en œuvre doivent être bien préparées.

B. *Quelle est la place de ces besoins dans l'ensemble de vos besoins en matière d'assistance technique et de renforcement des capacités dans le domaine du commerce (autrement dit, certains de ces besoins sont-ils jugés prioritaires au niveau national par les autorités ou organismes compétents et par les parties intéressées)?*

Prioritaires au niveau national.

C. *Avez-vous reçu dans le passé une assistance dans ces domaines classés par ordre de priorité? Dans l'affirmative, quand et de qui?*

Oui. Nous avons pris part aux séminaires de l'OMC qui ont eu lieu à Bogotá (Colombie) et à La Havane (Cuba), l'an dernier, et en avril 2002, nous avons accueilli un expert du Secrétariat de l'OMC pour le séminaire sur l'OMC, les obstacles techniques au commerce et la normalisation internationale.

D. *Recevez-vous actuellement une assistance dans ces domaines classés par ordre de priorité? Dans l'affirmative, de qui?*

Non.

E. *Avez-vous pris contact avec des donateurs pour vous aider à répondre à ces besoins? Dans l'affirmative, quand et à qui vous êtes-vous adressé?*

Non.

F. *Pouvez-vous indiquer les donateurs qui, à votre avis, seraient bien placés pour vous aider à répondre à ces besoins particuliers? Ou pensez-vous qu'un arrangement de coopération technique ou un arrangement régional serait une solution possible?*

Les pays d'Amérique latine qui ont une plus grande expérience en matière d'OTC. Oui, la coopération technique est une solution possible.

G. *Toute autre question devant être abordée.*

VENEZUELA (JOB(02)/99/Add.25)

A. *Quels sont vos besoins en matière d'assistance technique, de coopération technique ou de renforcement des capacités dans le domaine des OTC qui ont la priorité absolue? (Prière également d'expliquer ou de justifier ces besoins.)*

1. Infrastructure technologique ou conseils sur les systèmes informatiques pour aider à renforcer le point d'information dans son rôle de coordination et de centralisation en matière de publication et diffusion de l'information. À notre avis, les éléments suivants seraient importants:

i) ***Infrastructure technologique:*** Scanner et logiciel pour le traitement des documents en format électronique et pour la gestion d'un système d'archivage électronique.

ii) ***Conseils sur les systèmes informatiques*** en vue de créer une page Web qui fournirait un accès facile et rapide à l'information sur les règlements et les normes du Venezuela et un accès direct à l'information sur les règlements et les normes d'autres pays (notifications à l'OMC). Il serait souhaitable de prévoir une section reliant les différents organismes. Étant donné que le point d'information vénézuélien a peu de personnel et d'équipement, ce serait là un outil méthodologique précieux.

2. Formation pour faire connaître les avantages et les obligations découlant de l'Accord OTC à tous les organismes qui participent à la mise en œuvre de l'Accord. Les experts nationaux n'ont guère d'expérience dans ce domaine. La formation pourrait être incorporée dans le programme d'information appliqué par le gouvernement pour promouvoir la participation des secteurs industriels et des organismes infranationaux. On a exprimé le désir de partager des données d'expérience avec d'autres pays en développement d'Amérique latine qui sont plus au courant de la mise en œuvre de l'Accord, y compris par des visites, des stages et des bourses qui donneraient la possibilité de mieux connaître les points d'information d'autres pays (tels que Colombie, Pérou, Mexique).

B. *Quelle est la place de ces besoins dans l'ensemble de vos besoins en matière d'assistance technique et de renforcement des capacités dans le domaine du commerce (autrement dit, certains de ces besoins sont-ils jugés prioritaires au niveau national par les autorités ou organismes compétents et par les parties intéressées)?*

Il existe une politique des pouvoirs publics bien définie, ainsi que des directives d'action (voir commentaires à la rubrique II. b) 2) ci-dessus).

Les autorités nationales considèrent donc comme prioritaire la promotion de la coordination, de la formation et de la sensibilisation pour assurer une meilleure mise en œuvre de l'Accord OTC, conformément aux besoins et priorités définis dans le présent questionnaire.

C. *Avez-vous reçu dans le passé une assistance dans ces domaines classés par ordre de priorité? Dans l'affirmative, quand et de qui?*

Un expert du PTB (*Physikalische-Technische Bundesanstalt*, Bureau allemand des poids et mesures) est venu au Venezuela en 2001. Il avait simplement pour mission d'évaluer la situation du Venezuela au regard de la mise en œuvre de l'Accord OTC.

D. *Recevez-vous actuellement une assistance dans ces domaines classés par ordre de priorité? Dans l'affirmative, de qui?*

Non.

E. Avez-vous pris contact avec des donateurs pour vous aider à répondre à ces besoins? Dans l'affirmative, quand et à qui vous êtes-vous adressé?

Non.

F. Pouvez-vous indiquer les donateurs qui, à votre avis, seraient bien placés pour vous aider à répondre à ces besoins particuliers? Ou pensez-vous qu'un arrangement de coopération technique ou un arrangement régional serait une solution possible?

La Société andine de développement pourrait aider à la constitution d'une base de données pour la gestion de l'information. Certaines chambres d'industrie pourraient souhaiter recueillir une information émanant de secteurs particuliers.

G. Toute autre question devant être abordée.

HONDURAS (JOB(02)/99/Add.26)

A. *Quels sont vos besoins en matière d'assistance technique, de coopération technique ou de renforcement des capacités dans le domaine des OTC qui ont la priorité absolue? (Prière également d'expliquer ou de justifier ces besoins.)*

1. Normalisation
2. Métrologie
3. Accréditation
4. Centres d'information

L'infrastructure nationale en ce qui concerne la normalisation, la métrologie, l'accréditation et les centres d'information doit être revue et adaptée et la législation doit également être actualisée.

Justification: La législation actuelle est antérieure à l'adoption des Accords de l'OMC.

B. *Quelle est la place de ces besoins dans l'ensemble de vos besoins en matière d'assistance technique et de renforcement des capacités dans le domaine du commerce (autrement dit, certains de ces besoins sont-ils jugés prioritaires au niveau national par les autorités ou organismes compétents et par les parties intéressées)?*

Ces besoins existent au niveau national.

C. *Avez-vous reçu dans le passé une assistance dans ces domaines classés par ordre de priorité? Dans l'affirmative, quand et de qui?*

Il n'y a pas eu de programme spécifique d'assistance dans ce domaine, mais il y a eu des efforts de collaboration de la part de certains pays et de certaines organisations internationales. Il serait intéressant de connaître l'expérience d'autres pays en ce qui concerne les priorités susmentionnées.

D. *Recevez-vous actuellement une assistance dans ces domaines classés par ordre de priorité? Dans l'affirmative, de qui?*

Non.

E. *Avez-vous pris contact avec des donateurs pour vous aider à répondre à ces besoins? Dans l'affirmative, quand et à qui vous êtes-vous adressé?*

Non.

F. *Pouvez-vous indiquer les donateurs qui, à votre avis, seraient bien placés pour vous aider à répondre à ces besoins particuliers? Ou pensez-vous qu'un arrangement de coopération technique ou un arrangement régional serait une solution possible?*

Nations Unies – ONUDI, OEA, Mexique, États-Unis d'Amérique, Taipei chinois, Espagne, Colombie et Allemagne.

G. *Toute autre question devant être abordée.*

SÉNÉGAL (JOB(02)/99/Add.27)

A. *Quels sont vos besoins en matière d'assistance technique, de coopération technique ou de renforcement des capacités dans le domaine des OTC qui ont la priorité absolue? (Prière également d'expliquer ou de justifier ces besoins.)*

1. Renforcement des capacités humaines et techniques de l'organisation chargée de l'application des prescriptions de l'Accord OTC, à savoir l'Association sénégalaise de normalisation (ASN), pour permettre à cette organisation d'assumer la plénitude de ses attributions en ce qui concerne la mise en œuvre et l'application des prescriptions de l'Accord OTC.

2. Renforcement des capacités techniques des laboratoires nationaux, notamment ceux du Service de la répression des fraudes de la Direction du commerce intérieur, de l'Institut de technologie alimentaire, de l'École inter-États de sciences et médecine vétérinaires, de l'Institut sénégalais de recherches agricoles, et de l'École supérieure universitaire de technologie, pour leur permettre d'apporter l'appui nécessaire aux entreprises du secteur privé en ce qui concerne les analyses et les essais, mais également le respect des prescriptions techniques des pays importateurs.

3. Renforcement des capacités techniques du Secrétariat du Comité national des négociations commerciales internationales pour lui permettre d'accomplir efficacement ses missions de sensibilisation, d'information, de coordination et/ou d'administration de la mise en œuvre de l'Accord OTC.

B. *Quelle est la place de ces besoins dans l'ensemble de vos besoins en matière d'assistance technique et de renforcement des capacités dans le domaine du commerce (autrement dit, certains de ces besoins sont-ils jugés prioritaires au niveau national par les autorités ou organismes compétents et par les parties intéressées)?*

La satisfaction de ces besoins est l'une des priorités des autorités chargées des secteurs du commerce, de l'industrie, de l'agriculture et de l'élevage, de la pêche et de l'économie qui ont, chacune en ce qui la concerne, la mission de réussir l'intégration du Sénégal au système commercial multilatéral et au commerce international.

C. *Avez-vous reçu dans le passé une assistance dans ces domaines classés par ordre de priorité? Dans l'affirmative, quand et de qui?*

Non.

D. *Recevez-vous actuellement une assistance dans ces domaines classés par ordre de priorité? Dans l'affirmative, de qui?*

Non.

E. *Avez-vous pris contact avec des donateurs pour vous aider à répondre à ces besoins? Dans l'affirmative, quand et à qui vous êtes-vous adressé?*

Oui. Au cours de la présente année, le gouvernement français a décidé d'appuyer financièrement, dans le cadre de son Fonds de solidarité prioritaire (FSP) pour la période 2003-2005:

- Le Secrétariat du Comité national des négociations commerciales internationales;
- L'Association sénégalaise de normalisation;
- La Cellule économique et commerciale de Genève.

ANGOLA (JOB(02)/99/Add.28)

A. *Quels sont vos besoins en matière d'assistance technique, de coopération technique ou de renforcement des capacités dans le domaine des OTC qui ont la priorité absolue? (Prière également d'expliquer ou de justifier ces besoins.)*

1. Renforcement des infrastructures.
2. Renforcement des ressources humaines (formation de cadres).
3. Échange d'informations et d'expériences avec d'autres pays.
4. Adaptation de nos lois aux exigences de l'Accord OTC.

B. *Quelle est la place de ces besoins dans l'ensemble de vos besoins en matière d'assistance technique et de renforcement des capacités dans le domaine du commerce (autrement dit, certains de ces besoins sont-ils jugés prioritaires au niveau national par les autorités ou organismes compétents et par les parties intéressées)?*

- Renforcement des ressources humaines (formation de cadres).
- Renforcement et modernisation des infrastructures.

C. *Avez-vous reçu dans le passé une assistance dans ces domaines classés par ordre de priorité? Dans l'affirmative, quand et de qui?*

Oui, surtout la formation de cadres.

D. *Recevez-vous actuellement une assistance dans ces domaines classés par ordre de priorité? Dans l'affirmative, de qui?*

Non.

E. *Avez-vous pris contact avec des donateurs pour vous aider à répondre à ces besoins? Dans l'affirmative, quand et à qui vous êtes-vous adressé?*

Non.

F. *Pouvez-vous indiquer les donateurs qui, à votre avis, seraient bien placés pour vous aider à répondre à ces besoins particuliers? Ou pensez-vous qu'un arrangement de coopération technique ou un arrangement régional serait une solution possible?*

Non.

G. *Toute autre question devant être abordée.*

Les pays nordiques, principalement la Suède, la Norvège, la Finlande, le Brésil ainsi que le Portugal et l'UE.
